

CODE CIVIL DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

LIVRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES

Livre II

Titre I DISPOSITIONS COMMUNES

Chapitre I LA LEGISLATION CIVILE

Article I. Fondements de la législation civile

(1) La législation civile est fondée sur la reconnaissance de l'égalité entre les participants aux rapports qu'elle régit, de l'inviolabilité de la propriété, de la liberté contractuelle, de l'inadmissibilité de l'immixtion dans les affaires privées, de la nécessité du libre exercice des droits civils, ainsi que de la nécessité de garantir le rétablissement dans les droits lésés et d'assurer la protection juridique de ceux-ci.

(2) Les personnes physiques et morales sont libres à établir sur la base d'un contrat leurs droits et obligations, toutes conditions contractuelles, à moins qu'ils ne soient contraires à la loi.

(3) Les droits civils ne peuvent faire l'objet de restrictions prévues par une loi organique qu'au titre de la Constitution de la République de Moldova.

Article 2. Rapports régis par la législation civile

(1) La législation civile détermine le statut juridique des participants au circuit civil, les fondements de l'apparition du droit de propriété et la façon dont celui-ci est exercé, régit les obligations contractuelles et celles d'autre nature, d'autres rapports patrimoniaux et personnels extrapatrimoniaux connexes aux premiers.

(2) Les rapports familiaux, locatifs, les rapports de travail, d'exploitation des ressources naturelles et de protection de l'environnement, correspondant aux critères figurant à l'alinéa (1), sont régis par le présent code et d'autres lois.

(3) Les rapports relatifs à l'exercice et à la sauvegarde des droits et libertés fondamentales de l'homme, ainsi que d'autres valeurs extrapatrimoniales, sont régis par le présent code et d'autres lois.

(4) Ont la qualité de sujets des rapports juridiques civils les personnes physiques et morales, qu'elles déploient ou non l'activité d'entrepreneur.

Article 3. La législation civile

(1) La législation civile est constituée du présent code, d'autres lois, des ordonnances du Gouvernement et d'autres actes normatifs subordonnés à la loi, qui

régissent les rapports prévus à l'article 2 et qui doivent être conformes à la Constitution de la République de Moldova.

(2) Les actes normatifs subordonnés à la loi ne sont applicables à la réglementation des rapports civils que s'ils sont émis sur la base de la loi et ne sont pas contraires à celle-ci.

Article 4. La coutume

(1) La coutume représente une norme de conduite qui, bien que non consacrée par la législation, est généralement reconnue et appliquée durant une longue période de temps dans un certain domaine des rapports civils.

(2) La coutume n'est applicable que si elle n'est pas contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Article 5. Analogie de la loi et analogie du droit

(1) Lorsqu'ils ne sont pas réglementés par la loi ou par un accord entre les parties et à défaut de coutume, il sera appliqué aux rapports prévus à l'article 2, à moins que cela ne soit contraire à leur essence, la norme de la législation civile qui régit des rapports similaires (analogie de la loi).

(2) En cas d'impossibilité d'appliquer l'analogie de la loi, les droits et obligations des parties sont déterminés en fonction des principes généraux et du sens de la législation civile (analogie du droit).

(3) L'application par analogie des normes limitant les droits civils ou établissant la responsabilité civile est inadmissible.

(4) L'instance judiciaire ne peut pas invoquer le défaut de norme juridique ou l'imprécision de celle-ci pour refuser d'administrer la justice.

Article 6. Action dans le temps de la loi civile

(1) La loi civile n'est pas rétroactive. Elle ne modifie et ne supprime ni les conditions de constitution d'une situation juridique constituée antérieurement, ni les conditions d'extinction d'une situation juridique éteinte antérieurement. De même, la loi nouvelle ne modifie et ne supprime pas les effets déjà produits d'une situation juridique éteinte ou en cours de réalisation.

(2) La loi nouvelle est applicable aux situations juridiques en cours de réalisation à la date de son entrée en vigueur.

(3) Les effets de la loi ancienne cessent à la date de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, à moins que celle-ci ne prévoie autrement.

(4) En cas de situations juridiques contractuelles en cours de réalisation à la date d'entrée en vigueur de la loi nouvelle, la loi ancienne continuera à gouverner la nature et l'étendue des droits et obligations des parties, ainsi que tout autre effet contractuel, sauf disposition contraire de la loi nouvelle.

(5) Dans les situations prévues à l'alinéa 4, les dispositions de la loi nouvelle s'appliquent aux modalités d'exercice des droits ou d'exécution des obligations, ainsi qu'à celles d'aliénation, de reprise, de transformation ou, selon le cas, d'extinction de

ceux-ci. De même, les clauses d'un acte juridique conclu avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle qui sont contraires aux dispositions impératives de cette loi sont dépourvus, à partir de cette date, de tout effet juridique, sauf disposition contraire de la loi nouvelle.

Article 7. La législation civile et les traités internationaux

Si un traité international auquel la République de Moldova est partie établit d'autres dispositions que celles prévues par la législation civile, ce sont les dispositions du traité international qui seront appliquées.

Chapitre II

NAISSANCE DES DROITS ET OBLIGATIONS CIVILS EXERCICE ET PROTECTION DES DROITS CIVILS

Article 8. Fondements de la naissance des droits et obligations civils

(1) Les droits et obligations civils résultent des dispositions légales, de même que des actes des personnes physiques et morales qui, bien que n'étant pas prévus par la loi, engendrent, en vertu des principes généraux et du sens de la loi civile, des droits et obligations civiles.

(2) Les droits et obligations civils naissent :

- a) de contrats et autres actes juridiques ;
- b) d'actes émis par une autorité publique, que la loi reconnaisse comme étant une source de droits et d'obligations civiles ;
- c) de décisions judiciaires établissant des droits et obligations ;
- d) à la suite de la création et de l'acquisition du patrimoine dans des conditions que la loi n'interdit pas ;
- e) à la suite de l'élaboration d'ouvrages scientifiques, de la création d'œuvres littéraires, artistiques, à la suite des inventions et d'autres résultats de l'activité intellectuelle ;
- f) à la suite des préjudices portés à autrui ;
- g) en cas d'enrichissement injuste ;
- h) à la suite d'autres actions des personnes physiques et morales ;
- i) à la suite de certains événements, auxquels la loi civile attache les effets juridiques en matière civile.

Article 9. Exercice des droits et exécution des obligations

(1) Les personnes physiques et morales participant aux rapports juridiques civils doivent exercer leurs droits et exécuter leurs obligations de bonne foi, en accord avec la loi, le contrat, l'ordre public et les bonnes mœurs. La bonne foi est présumée jusqu'à preuve du contraire.

(2) Le non-exercice des droits civils par les personnes physiques et morales à qui ils reviennent n'entraîne pas l'extinction de ces droits, sauf disposition contraire de la loi.

Article 10. La protection judiciaire des droits civils

- (1) La protection des droits civils s'opère par voie judiciaire.
- (2) Le mode de règlement du litige entre les parties, avant qu'on ne le soumette à une instance judiciaire, peut être prévu dans la loi ou dans le contrat.
- (3) La protection administrative des droits civils n'intervient que dans les cas prévus par la loi. Il peut être fait appel de la décision administrative en justice.

Article 11. Méthodes de protection des droits civils

La protection du droit civil se fait par :

- a) la reconnaissance de celui-ci ;
- b) le rétablissement de la situation antérieure à la violation du droit et la suppression des actions qui portent atteinte au droit ou menacent de le violer ;
- c) la reconnaissance de la nullité de l'acte juridique ;
- d) la déclaration de nullité de l'acte émis par une autorité publique ;
- e) l'astreinte à l'exécution en nature de l'obligation ;
- f) l'autodéfense ;
- g) la réparation des préjudices ;
- h) l'encaissement de la clause pénale ;
- i) la réparation du préjudice moral ;
- j) la suppression ou la modification du rapport juridique ;
- k) le refus de l'instance judiciaire de mettre en application un acte qui, étant émis par une autorité publique, est contraire à la loi ;
- l) d'autres moyens prévus par la loi.

Article 12. Déclaration de nullité d'un acte qui, étant émis par une autorité publique, est contraire à la loi

(1) L'acte émis par une autorité publique sera déclaré nul par l'instance judiciaire à partir du moment de son adoption s'il porte atteinte aux droits et intérêts civils des personnes physiques ou morales, protégés par la loi.

(2) A la suite de la reconnaissance, par l'instance judiciaire, de la nullité de l'acte prévu à l'alinéa (1), le droit lésé est susceptible de rétablissement ou de protection par d'autres méthodes prévues par le présent code et d'autres lois.

Article 13. L'autodéfense

(1) Ne sont pas considérées comme ayant un caractère illégal les actions des personnes qui, pour des raisons d'autodéfense, saisissent, soustraient, détruisent ou détériorent un bien ou, dans le même but, procèdent à la rétention de la personne obligée afin d'éviter sa fuite, ou encore visent à vaincre la résistance opposée par la personne obligée, à moins qu'on ne puisse avoir recours à l'assistance des organes compétents et à la condition que, sans une intervention immédiate, la réalisation du droit risque de devenir impossible ou essentiellement plus compliquée.

- (2) L'autodéfense ne doit pas dépasser les limites nécessaires à écarter le danger.
- (3) En cas de dépossession de biens, il faut immédiatement solliciter leur saisie, à moins qu'on n'ait obtenu l'exécution forcée.
- (4) La personne obligée retenue doit être traduite sans délai devant l'autorité compétente.
- (5) Celui qui commet une des actions indiquées à l'alinéa (1) ci-dessus en se prévalant, de manière erronée, du droit à l'autodéfense est tenu de réparer le préjudice subi par l'autre partie, même si l'erreur ne résulte pas de sa faute.

Article 14. Réparation des préjudices

- (1) Celui dont un droit a été lésé peut réclamer la réparation intégrale du préjudice qui en résulte.
- (2) On considère comme préjudice les frais que la personne lésée dans un droit a supportés ou devra supporter en vue de rétablir le droit violé, la perte ou la détérioration de ses biens (dommage effectif), ainsi que le bénéfice non-réalisé du fait de la violation du droit (revenu non-encaissé).
- (3) Si celui qui a lésé un droit d'autrui obtient, par suite de cette violation, des revenus, la personne lésée a le droit de réclamer, en sus de la réparation des préjudices, la part de revenus restant après réparation.

Article 15. Protection des droits personnels extrapatrimoniaux

Les droits personnels extrapatrimoniaux et autres valeurs immatérielles sont protégés dans les cas et de la manière que prévoient le présent Code et d'autres lois, dans la limite où le recours aux modalités de protection des droits civils découle de l'essence du droit violé et du caractère des conséquences de cette violation.

Article 16. Protection de l'honneur, de la dignité et de la réputation professionnelle

- (1) Toute personne a droit au respect de son honneur, de sa dignité et de sa réputation professionnelle.
- (2) Toute personne a droit à réclamer le démenti de l'information qui lèse son honneur, sa dignité ou sa réputation professionnelle, si celui qui l'a diffusée ne peut prouver qu'elle correspond à la réalité.
- (3) A la demande des personnes intéressées, il est admis que l'honneur et la dignité d'une personne physique continuent d'être protégées après la mort de celle-ci.
- (4) Si l'information qui lèse l'honneur, la dignité ou la réputation professionnelle est diffusée à travers un média, l'instance judiciaire astreindra celui-ci à faire passer un démenti à la même rubrique, à la même page, au cours du même programme ou cycle d'émissions dans un maximum de 15 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision judiciaire.

(5) Au cas où un document émanant d'une organisation contiendrait des informations qui lèsent l'honneur, la dignité ou la réputation professionnelle, l'instance judiciaire l'astreindra à remplacer le document.

(6) Dans d'autres cas que ceux prévus aux alinéas (4) et (5), il appartient à l'instance judiciaire d'établir la manière dont seront démenties les informations lésant l'honneur, la dignité ou la réputation professionnelle.

(7) Celui dont les droits et intérêts protégés par la loi ont été lésés par les publications d'un média a droit à publier sa réplique dans ce même média aux frais de celui-ci.

(8) Toute personne au sujet de qui des informations avaient été diffusées lésant son honneur, sa dignité et sa réputation professionnelle a droit à réclamer, en dehors du démenti, la réparation du préjudice matériel et moral ainsi causé.

(9) Dans l'impossibilité d'établir l'identité de celui qui a diffusé des informations lésant l'honneur, la dignité et la réputation professionnelle d'autrui, ce dernier a droit à demander à l'instance judiciaire que l'information diffusée soit déclarée fausse.

Titre II DES PERSONNES

Chapitre I DE LA PERSONNE PHYSIQUE

Article 17. Notion de personne physique

La personne physique est la personne humaine, considérée individuellement, en tant que titulaire de droits et obligations civils.

Article 18. La capacité de jouissance

(1) La capacité d'avoir des droits et des obligations civils (capacité civile de jouissance) est reconnue d'une manière égale à toutes les personnes physiques.

(2) La capacité civile de jouissance de la personne physique apparaît au moment de la naissance et disparaît avec la mort.

(3) Le droit d'héritage (successif) de la personne physique apparaît avec la conception si elle naît vivante.

Article 19. La capacité d'exercice de la personne physique

La capacité d'exercice est l'aptitude à acquérir personnellement et à exercer les droits civils, à assumer personnellement les obligations civiles et à les exécuter.

Article 20. La pleine capacité d'exercice de la personne physique

(1) La pleine capacité d'exercice apparaît avec le majorat, c'est-à-dire à l'âge de 18 ans.

(2) Par suite du mariage, le mineur acquiert la pleine capacité d'exercice. La pleine capacité d'exercice du mineur n'est pas affectée par la dissolution du mariage. En cas de déclaration de nullité du mariage, l'instance judiciaire peut priver le conjoint mineur de la plénitude de la capacité d'exercice à partir d'un moment fixé.

(3) Le mineur de 16 ans peut se faire reconnaître la pleine capacité d'exercice s'il travaille sur la base d'un contrat de travail ou si, avec le consentement des parents, des adoptants ou du curateur, il exerce l'activité d'entrepreneur. La pleine capacité d'exercice est attribuée par décision de l'autorité de tutelle avec l'accord des deux parents, des adoptants ou du curateur ou, faute d'un tel accord, par décision judiciaire.

Article 21. La capacité d'exercice de mineur de 14 ans

(1) Le mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplit des actes juridiques avec l'autorisation des parents, des adoptants ou du curateur, de même que, dans les cas prévus par la loi, avec l'autorisation de l'organe de tutelle et de curatelle.

(2) Le mineur de quatorze ans n'a pas besoin de l'autorisation des parents, des adoptants ou du curateur pour :

- a) disposer du salaire, de la bourse et d'autres revenus issus de ses propres activités ;
- b) exercer le droit d'auteur sur des ouvrages scientifiques, des œuvres littéraires ou d'art, sur des inventions ou d'autres résultats de son activité intellectuelle placée sous la protection de la loi ;
- c) déposer de l'argent dans une institution de crédit et disposer de ces dépôts conformément à la loi ;
- d) accomplir les actes indiqués à l'article 22 (2).

(3) A la demande des parents, des adoptants, du curateur ou de l'autorité de tutelle, le tribunal peut restreindre les droits réservés au mineur par l'alinéa (2) lettres *a*) et *b*) ci-dessus, s'il estime qu'il y a de justes motifs.

(4) Le mineur de 16 ans peut devenir membre d'une coopérative.

Article 22. La capacité d'exercice du mineur de moins de 14 ans

(1) Tous les actes juridiques accomplis au nom et pour le compte d'un mineur de moins de 14 ans ne peuvent être conclus que par les parents, les adoptants ou le tuteur, dans les conditions de la loi.

(2) Le mineur de sept à quatorze ans peut librement :

- a) accomplir des actes juridiques de la vie courante, de faible valeur, dont l'exécution est concomitante à la conclusion ;
- b) conclure des actes juridiques qui lui procurent, à titre gratuit, des bénéfices et qui ne nécessitent pas l'authentification d'un notaire ou l'enregistrement des droits qui en découlent ;
- c) accomplir des actes conservatoires.

Article 23. L'inadmissibilité de la privation et de la limitation de la capacité de jouissance et d'exercice

(1) La capacité civile est reconnue de manière égale à toutes les personnes, sans égard à la race, à la nationalité, à l'origine ethnique, à la langue, à la religion, au sexe, à l'opinion, à l'appartenance politique, à la fortune, à l'origine sociale, au niveau de culture ou à d'autres critères similaires.

(2) La personne physique ne peut pas être privée de capacité de jouissance.

(3) Nul ne peut être restreint dans sa capacité de jouissance ou dans sa capacité d'exercice que dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

(4) La renonciation totale ou partielle d'une personne physique à la capacité de jouissance ou à la capacité d'exercice, ainsi que d'autres actes juridiques visant à restreindre la capacité de jouissance ou d'exercice sont nuls.

Article 24. La déclaration d'incapacité de la personne physique

(1) L'instance judiciaire déclarera l'incapacité de la personne qui n'est pas en mesure de comprendre la signification de ses actes et de les diriger par suite de troubles psychiques (maladie mentale ou déficience mentale). Cette personne sera mise en tutelle.

(2) C'est le tuteur qui accomplit les actes juridiques au nom de la personne physique incapable.

(3) Si les raisons pour lesquelles la personne physique a été déclarée incapable disparaissent, celle-ci redeviendra capable en vertu d'une décision judiciaire. Cette même décision judiciaire met fin au régime de tutelle.

Article 25. La limitation de la capacité d'exercice de la personne physique

(1) La capacité d'exercice de la personne physique qui, du fait de la consommation abusive d'alcool ou de la consommation de stupéfiants ou d'autres substances psychotropes, dégrade la situation matérielle de sa famille peut faire l'objet de restrictions imposées par l'instance judiciaire. Cette personne est mise en curatelle.

(2) La personne indiquée à l'alinéa (1) ne peut accomplir des actes juridiques de disposition du patrimoine, ni toucher et disposer du salaire, de la pension de retraite ou d'autres types de revenus qu'avec le consentement du curateur.

(3) Lorsque les raisons pour lesquelles la capacité de la personne physique a fait l'objet de restrictions disparaissent, l'instance judiciaire rend nulle la limitation. La curatelle prend fin en vertu de la même décision judiciaire.

Article 26. L'activité d'entrepreneur de la personne physique

(1) Une personne physique a droit à exercer l'activité d'entrepreneur dès son enregistrement en tant qu'entrepreneur individuel ou selon d'autres modalités prévues par la loi, sans qu'il soit nécessaire de constituer une personne morale.

(2) La personne physique qui exerce l'activité d'entrepreneur sans enregistrement en due forme ne peut pas invoquer l'absence de la qualité d'entrepreneur.

(3) L'activité d'entrepreneur exercée en dehors d'une personne morale est soumise aux règles régissant l'activité des personnes morales à but lucratif, à moins qu'il ne ressortisse de la loi ou de l'essence des rapports juridiques le contraire.

Article 27. La responsabilité patrimoniale de la personne physique

La personne physique est responsable de ses obligations sur l'intégralité de son patrimoine, à l'exception des biens qui, selon la loi, ne peuvent pas être poursuivis.

Article 28. Le nom de la personne physique

(1) Toute personne a droit à un nom établi ou acquis par voie légale.

(2) Le nom inclut le nom patronymique et le prénom, auxquels s'ajoute, le cas échéant, le prénom du père.

(3) Le nom patronymique s'acquiert par l'effet de la filiation et sa modification peut s'opérer par suite d'un changement intervenu dans l'état civil, dans les conditions de la loi.

(4) Le prénom est fixé le jour de l'enregistrement de la naissance, sur la base de la déclaration de naissance.

Article 29. Utilisation du nom

(1) Toute personne a droit au respect de son nom.

(2) La personne physique acquiert et exerce les droits et exécute les obligations en son propre nom.

(3) Celui qui utilise un nom qui n'est pas le sien est responsable de toutes les confusions et préjudices qui en résulteraient. Aussi bien le titulaire du nom, que le conjoint ou les proches parents de celui-ci peuvent faire opposition à une telle utilisation et demander la réparation du préjudice subi.

(4) La personne physique est tenue à prendre les mesures nécessaires à aviser ses débiteurs et créanciers de la modification du nom et est responsable des préjudices dus au manquement à cette obligation.

Article 30. Le domicile et la résidence

(1) Le domicile d'une personne est le lieu d'habitation permanent ou principal de celle-ci. Toute personne est présumée conserver son domicile tant qu'un nouveau domicile n'est pas acquis.

(2) La résidence d'une personne physique est le lieu d'habitation temporaire ou secondaire de celle-ci.

(3) Lorsque le domicile d'une personne ne peut pas être établi avec certitude, celle-ci est présumée domicilier à sa résidence.

(4) A défaut d'une résidence, la personne physique est présumée domicilier là où elle se trouve ou, si ce lieu n'est pas connu, à son dernier domicile.

Article 31. Le domicile du mineur et de l'incapable

(1) Le mineur âgé de moins de quatorze ans est domicilié chez ses parents ou chez celui des parents avec lequel il réside.

(2) Le domicile d'un enfant mis en placement chez un tiers, en vertu d'une décision judiciaire, reste fixé chez ses parents. Si les père et mère ont des domiciles distincts et n'arrivent pas à se mettre d'accord pour savoir chez qui sera domicilié l'enfant, le choix du domicile est laissé à l'appréciation du juge.

(3) A titre exceptionnel et considérant l'intérêt suprême de l'enfant, le tribunal peut décider de fixer le domicile de celui-ci chez ses grands-parents, chez d'autres parents ou personnes de confiance, pourvu qu'ils y consentent, ou encore dans un établissement de protection.

(4) Le domicile du mineur représenté seulement par son père ou sa mère ou mis en tutelle est fixé chez le représentant légal.

(5) Le domicile de l'enfant qui se trouve en difficulté, dans les cas prévus par la loi spéciale, est fixé chez la famille ou les personnes chez qui il est en placement ou à qui a été confiée sa garde.

(6) Le domicile d'un incapable est fixé chez son représentant légal.

Article 32. Tutelle et curatelle

(1) La raison d'être de la tutelle et de la curatelle est d'assurer la protection des droits et intérêts des personnes physiques incapables ou à capacité d'exercice limitée ou frappée de restrictions.

(2) Les tuteurs et les curateurs protègent les droits et intérêts des personnes mises en tutelle dans les relations avec les personnes physiques et morales, y inclus au tribunal, sans mandat.

(3) Un mineur sera mis en tutelle ou en curatelle s'il n'a pas de parents ou d'adoptants, si ses parents ont été déchus de l'autorité parentale par décision judiciaire ou s'il est privé de la protection de ses parents pour d'autres motifs.

Article 33. Tutelle

(1) La mise en tutelle est applicable aux personnes incapables et, en cas de nécessité, aux mineurs âgés de moins de quatorze ans.

(2) Les tuteurs sont les représentants légaux des personnes mises en tutelle et ils accomplissent sans mandat, au nom et dans l'intérêt de celles-ci, les actes juridiques nécessaires.

Article 34. Curatelle

(1) La mise en curatelle est applicable aux mineurs âgés de quatorze à dix-huit ans, ainsi qu'aux personnes à la capacité d'exercice limitée par décision judiciaire pour cause de consommation abusive d'alcool, de consommation de stupéfiants et d'autres substances psychotropes.

(2) Le curateur doit consentir à accomplir, au nom de la personne mise en curatelle, les actes juridiques que celle-ci ne peut pas accomplir indépendamment.

(3) Le curateur aide la personne mise en curatelle à exercer les droits et à remplir les obligations et la protège contre les abus commis par des tiers.

Article 35. Les autorités des tutelles

(1) Ont la qualité d'autorités des tutelles les autorités de l'administration publique locale.

(2) L'autorité des tutelles du domicile de la personne mise en tutelle supervise l'activité du tuteur ou du curateur de celle-ci.

Article 36. Ouverture de la tutelle et de la curatelle

(1) L'autorité des tutelles est tenue à statuer sur l'ouverture de la tutelle ou de la curatelle dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de l'information sur la nécessité d'ouvrir une tutelle ou une curatelle.

(2) Avant la désignation du tuteur ou du curateur, les attributions de ceux-ci sont exercées par l'autorité des tutelles.

Article 37. L'obligation de signaler l'existence de personnes qu'il y a lieu de mettre en tutelle ou en curatelle

Ont l'obligation de porter à la connaissance de l'autorité des tutelles l'existence de personnes qu'il y a lieu de mettre en tutelle ou en curatelle, dans un délai de cinq jours après avoir eu connaissance de ce fait :

a) les proches de la personne qu'il y a lieu de mettre en tutelle et en curatelle, de même que les administrateurs et les locataires de l'immeuble où habite le mineur ;

b) le service d'état civil, à l'occasion de l'enregistrement du décès d'une personne, de même que le notaire public, à l'occasion de l'ouverture d'une procédure de succession ;

c) les instances judiciaires, les représentants de la Prokuratura et de la police, lorsqu'une mesure privative de liberté est ordonnée, entreprise ou exécutée ;

d) les organes de l'administration publique locale, les établissements de protection, de même que toute autre personne.

Article 38. Le tuteur et le curateur

(1) Peut être tuteur ou curateur une seule personne physique ou l'époux et l'épouse, ensemble, sous réserve des incompatibilités prévues à l'alinéa 4 et à la condition du consentement expressément donné.

(2) Les attributions de tuteur et de curateur à l'égard des personnes placées dans un établissement d'assistance sociale publique, d'enseignement, de traitement ou dans d'autres établissements similaires, sont exercées par ces établissements, à moins que la personne n'ait un tuteur ou un curateur.

(3) Le tuteur et le curateur sont désignés par l'autorité des tutelles du domicile de la personne devant être mise en tutelle ou en curatelle, d'office ou à la demande de ceux qui sont mentionnés à l'article 37.

(4) Ne peuvent pas être tuteurs ou curateurs :

- a) les mineurs ;
- b) les incapables et les personnes à capacité limitée ;
- c) ceux qui ont été déchus de l'autorité parentale ou qui ont été déclarés incapables des charges tutélaires;
- d) ceux qui ont été déclarés incapables d'être tuteurs ou curateurs pour cause de maladie ;
- e) celui qui, ne s'étant pas convenablement acquitté des obligations d'adoptant, s'est fait annuler l'adoption ;
- f) ceux qui ont fait l'objet de restrictions à l'exercice de certains droits politiques et civils, soit par application de la loi, soit par la suite d'une décision judiciaire, ainsi que les gens ayant fait preuve de mauvaise conduite;
- g) ceux dont les intérêts sont opposés à ceux de la personne mise en tutelle ou en curatelle;
- h) ceux qui ont fait l'objet d'une exclusion, par testament ou par un acte notarié, par le parent qui exerçait à lui seul, au moment de sa mort, la protection parentale ;
- g) ceux qui, antérieurement, n'ont pu s'acquitter de leurs obligations d'adoptants et, par conséquent, l'adoption a été annulée ;
- i) ceux qui, dans l'exercice d'une tutelle ou d'une curatelle, ont été destitués des charges de la tutelle ou de la curatelle ;
- j) ceux qui ont un emploi dans l'établissement où est placée la personne à mettre en tutelle ou en curatelle.

Article 39. Le caractère personnel et gratuit de la tutelle et de la curatelle

(1) La tutelle et la curatelle sont des charges personnelles.

(2) Les obligations de tutelle et de curatelle sont remplies gratuitement. Le tuteur et le curateur peuvent demander le remboursement des frais occasionnés par l'accomplissement des obligations de tutelle et de curatelle.

(3) L'autorité des tutelles peut, eu égard à l'importance et à la composition du patrimoine de la personne mise en tutelle ou en curatelle, décider de confier l'administration du patrimoine ou d'une partie de celui-ci à une personne physique ou à une personne morale compétente.

Article 40. Obligations du tuteur et du curateur

(1) Les tuteurs et les curateurs sont obligés de :

- a) partager le domicile avec le pupille et, en cas de transport du domicile, en aviser l'autorité des tutelles. Le curateur et la personne mise en curatelle âgée de quatorze ans accomplis peuvent habiter séparément, avec l'autorisation de l'autorité tutélaire ;
- b) assurer l'entretien des personnes mises en tutelle ou en curatelle ;
- c) protéger les droits et intérêts des personnes mises en tutelle ou en curatelle.

(2) Les tuteurs et les curateurs ont les mêmes pouvoirs et devoirs qu'un parent en ce qui concerne l'éducation du mineur.

Article 41. L'administration des biens de la personne en tutelle

(1) Le tuteur administre et dispose de manière efficace des biens de la personne en tutelle, au nom de celle-ci, à moins qu'un administrateur des biens n'ait été désigné.

(2) Après nomination, le tuteur procède à l'inventaire des biens de la personne mise en tutelle, en présence d'un représentant de l'autorité des tutelles, et transmet cet inventaire à l'autorité des tutelles pour approbation.

(3) Les sommes dues à la personne mise en tutelle, qu'il s'agisse de pension, d'aide, de pension alimentaire ou d'autres revenus courants, sont touchées par le tuteur qui les emploie à entretenir la personne mise en tutelle.

(4) Si les revenus courants ou les moyens dont dispose la personne mise en tutelle ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses dues à son entretien, le solde est à valoir sur ses biens, l'autorisation de l'autorité des tutelles étant exigée.

(5) Le tuteur est tenu de dresser et de présenter annuellement à l'autorité des tutelles, au plus tard dans les trente jours fin de l'année civile, un compte-rendu de la manière dont il a pris soin de la personne en tutelle, ainsi que de l'administration et de la disposition qui a été faite des biens de celle-ci.

Article 42. L'autorisation de l'autorité des tutelles pour l'accomplissement des actes juridiques

(1) Sans l'autorisation préalable de l'autorité des tutelles, le tuteur ne peut accomplir des actes juridiques et le curateur ne peut consentir à passer, au nom de la personne mise en curatelle, des actes juridiques d'aliénation (notamment de donation), d'échange, de bail, de jouissance gratuite ou de mise en gage des biens, des actes juridiques par lesquels on renoncerait aux droits, des conventions de partage du patrimoine ou des quotes-parts de la personnes mise en tutelle, d'autres actes juridiques qui auraient pour effet de réduire l'avoir de celle-ci.

(2) Les actes juridiques portant sur les immeubles de la personne mise en tutelle ne peuvent se faire qu'avec l'autorisation préalable de l'autorité des tutelles.

Article 43. L'interdiction d'accomplir des actes juridiques au nom de la personne en tutelle ou en curatelle

(1) Le tuteur ne peut pas accomplir des actes juridiques à titre gratuit et le curateur ne peut pas consentir à l'accomplissement d'actes juridiques à titre gratuit par lesquels la personne mise en tutelle ou en curatelle s'obligerait ou renoncerait à ses droits.

(2) La règle énoncée à l'alinéa 1 ne s'applique pas aux actes juridiques qui sont conformes aux obligations morales et aux bonnes mœurs.

(3) Le tuteur et le curateur, le conjoint et les proches de ceux-ci, jusqu'au quatrième degré de parenté inclus, ne peuvent pas passer des actes juridiques avec ou au nom de la

personne mise en tutelle ou en curatelle, sauf s'il s'agit de lui faire donation ou de lui donner la jouissance gratuite de l'avoir.

Article 44. L'administration fiduciaire de la propriété du mis en tutelle

(1) S'il est nécessaire d'assurer l'administration permanente des biens meubles et immeubles de grande valeur de la personne mise en tutelle, l'autorité des tutelles passe un contrat d'administration fiduciaire avec l'administrateur désigné. Dans ce cas-là, le tuteur ou le curateur gardent leurs pouvoirs à l'égard de la partie de l'avoir du mis en tutelle qui ne fait pas l'objet de l'administration fiduciaire.

(2) Dans l'exercice des charges d'administration de la propriété de la personne mise en tutelle, l'administrateur obéit aux dispositions des articles 42 et 43.

(3) L'administration fiduciaire de la propriété du mis en tutelle prend fin lorsque sont réunies les conditions prévues par la loi pour la fin du contrat d'administration fiduciaire de la propriété, ainsi qu'en même temps que prennent fin la tutelle.

Article 45. La conservation des moyens financiers

(1) Les moyens restant après qu'il a été pourvu à l'entretien de la personne en tutelle et à l'administration des biens de celle-ci seront déposés, au nom du mis en tutelle, dans une institution financière et ne pourront pas en être retirés sans l'autorisation de l'autorité des tutelles.

(2) Le tuteur ou le curateur peut déposer en compte les moyens destinés à l'entretien du mineur. Ces moyens seront déposés sur un compte séparé et pourront être retirés par le tuteur ou le curateur sans l'autorisation préalable de l'autorité des tutelles.

Article 46. Destitution et décharge du tuteur et du curateur

(1) Le mineur, de même que tous ceux qui sont visés à l'article 37, peuvent porter plainte devant l'autorité des tutelles contre les actes et les faits du tuteur et du curateur, préjudiciables pour le mineur.

(2) Sera destitué de ses charges le tuteur ou le curateur qui commet des abus, fait preuve de négligence ou accomplit des faits qui mettent en cause sa capacité d'être tuteur ou curateur, ou encore s'il ne s'acquitte pas convenablement de ses devoirs.

(3) L'autorité des tutelles libère le tuteur et le curateur de leurs charges si le mineur revient dans la famille ou est adopté.

(4) Au cas où la personne mise en tutelle ou en curatelle serait placée dans un établissement d'assistance sociale publique, d'éducation, d'enseignement, de santé ou dans un autre établissement similaire, l'autorité des tutelles libérera le tuteur et le curateur de leurs charges, à moins que cela ne soit contraire aux intérêts de la personne mise en tutelle ou en curatelle.

(5) L'autorité des tutelles peut libérer le tuteur et le curateur, sur requête de ceux-ci, de leurs charges, pour des motifs sérieux.

Article 47. Fin de la tutelle et de la curatelle

(1) Lorsque le mineur aura atteint l'âge de quatorze ans, la tutelle cessera et le tuteur deviendra, sans nomination spéciale, curateur du mineur.

(2) La curatelle cesse à la suite de l'acquisition ou du rétablissement de la pleine capacité d'exercice.

Article 48. Le patronage des personnes physiques capables

(1) Une personne physique à pleine capacité d'exercice qui, pour cause de maladie, n'est pas à même d'exercer et de protéger ses droits, ni de remplir ses obligations par soi-même, peut demander qu'une curatelle soit ouverte à son égard, sous forme de patronage.

(2) Pour désigner le curateur (assistant) d'une personne majeure capable, l'organe de tutelle ou de curatelle doit obtenir l'accord de celle-ci.

(3) Le curateur (assistant) ne peut disposer du patrimoine de la personne patronnée que sur la base d'un contrat de mandat ou d'administration fiduciaire dont il est partie. Pour accomplir des actes juridiques relatifs à l'entretien et à la satisfaction des besoins quotidiens de la personne patronnée, il suffit au curateur d'obtenir l'accord verbal de celle-ci.

(4) Le régime de patronage, tel que prévu à l'alinéa (1), prend fin à la demande du majeur capable patronné.

(5) Le curateur (assistant) d'un majeur patronné sera libéré de ses charges dans les cas prévus à l'article 46, alinéas (4) et (5).

Article 49. La déclaration d'absence

(1) Une personne physique est déclarée absente lorsqu'elle a cessé de paraître au lieu de son domicile et si une année au moins s'est écoulée à partir du dernier jour où on a eu des nouvelles concernant l'endroit où elle se trouvait. L'absence est déclarée par le tribunal à la requête de la personne intéressée.

(2) Dans l'impossibilité d'établir la date exacte à laquelle on a eu dernièrement de ses nouvelles, le délai d'une année commence à courir le premier jour du mois suivant le mois de ces nouvelles et si ce mois ne peut pas être établi non plus, le délai commence à courir le 1 janvier de l'année suivante.

Article 50. La protection des biens de l'absent

(1) S'il est nécessaire d'assurer l'administration permanente du patrimoine de l'absent, le tribunal désigne un administrateur, avec qui l'autorité des tutelles passe un contrat d'administration fiduciaire. A la demande des personnes intéressées, cette désignation peut intervenir avant l'expiration d'une année à compter du jour où on a dernièrement eu des nouvelles de l'absent.

(2) La déclaration d'absence n'a pas pour effet la modification ou l'extinction des droits et obligations de l'absent.

Article 51. Les effets de l'apparition de l'absent

(1) Si la personne déclarée absente reparaît où s'il y a des nouvelles concernant le lieu où elle se trouve, le tribunal annule le jugement déclaratif d'absence et met fin aux mesures prises pour l'administration des biens de l'absent, à la requête de la personne intéressée.

(2) La personne déclarée absente peut demander à l'administrateur fiduciaire la réparation des préjudices dus à l'administration non-conforme de son patrimoine.

Article 52. La déclaration de décès

(1) Le décès d'une personne peut être déclaré par décision judiciaire s'il n'y en a pas eu de nouvelles à son domicile depuis trois ans ou si six mois se sont écoulés depuis sa disparition dans des circonstances de nature à mettre en danger sa vie ou laissant présumer que son décès a été provoqué par un accident.

(2) En cas de disparition d'un militaire ou d'une autre personne par la suite d'actes de guerre, le tribunal déclarera leur décès deux ans après la cessation des actes de guerre.

(3) Si le décès est déclaré, sa date est fixée au jour où la décision judiciaire devient définitive. En cas de déclaration de décès des personnes disparues dans des circonstances de nature à mettre en danger leur vie ou laissant présumer leur décès par suite d'un accident, le tribunal peut décider de fixer la date du décès au jour de leur décès présumé.

(4) La déclaration de décès est censée produire les mêmes effets que le décès physique constaté.

Article 53. Les effets de l'apparition des personnes dont le décès a été déclaré

(1) Si celui dont le décès a été déclaré reparaît, le tribunal rend nul le jugement déclaratif de décès.

(2) A quelque moment qu'elle reparaisse, la personne déclarée décédée peut demander à toute autre personne la restitution des biens conservés que celle-ci a acquis à titre gratuit après déclaration de son décès.

(3) Celui qui aurait acquis les biens à titre onéreux n'est pas tenu de les restituer, à moins qu'il ne soit prouvé que, à la date de l'acquisition des biens, l'acquéreur savait que leur titulaire était vivant. Si les biens n'ont pas été conservés, le possesseur de mauvaise foi est tenu de verser leur contre-valeur.

(4) Si les biens hérités par l'Etat ont été aliénés, la personne recouvre le prix de ces biens après annulation du jugement déclaratif de décès.

Article 54. Enregistrement d'Etat des actes de l'état civil

(1) Sont soumis à l'enregistrement d'Etat les actes de l'état civil suivants :

- a) naissance ;
- b) adoption ;
- c) établissement de la paternité ;

- d) conclusion du mariage ;
- e) dissolution du mariage ;
- f) changement du nom
- g) décès.

(2) Les actes de l'état civil sont enregistrés aux organes chargés de l'enregistrement des actes de l'état civil par l'inscription des données sur les registres des actes de l'état civil et par la délivrance de certificats sur la base de ces inscriptions.

(3) Les organes chargés de l'enregistrement des actes de l'état civil, la procédure d'enregistrement de ces actes, la procédure de rectification et de modification de ceux-ci, le rétablissement et l'annulation de l'inscription des actes de l'état civil, les formes des registres des actes de l'état civil et des certificats, ainsi que la modalité et les délais de conservation des registres des actes de l'état civil sont fixés par la loi.

Chapitre II DE LA PERSONNE MORALE

Section 1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 55. La notion de personne morale

(1) La personne morale est l'organisation qui a un patrimoine distinct et qui répond pour ses obligations sur ce patrimoine, qui peut acquérir et exercer en son propre nom des droits patrimoniaux et personnels extrapatrimoniaux, assumer certaines obligations, qui peut être aussi bien demandeur que défendeur en justice.

(2) La personne morale peut être organisée de manière corporative ou sur la base de la qualité de membre, elle peut être dépendante ou indépendante d'un certain nombre de membres et peut avoir un but lucratif ou non-lucratif.

(3) En fonction de leur participation à la constitution du patrimoine de la personne morale, les fondateurs (membres) peuvent avoir ou ne pas avoir de droits de créance à l'égard de celle-ci. Les sociétés commerciales et les coopératives sont des personnes morales à l'égard desquelles les fondateurs (membres) ont des droits de créance. Les organisations non-commerciales et les unions de personnes morales sont des personnes morales à l'égard desquelles les fondateurs (membres) n'ont pas de droits de créance.

Article 56. Le régime juridique applicable aux personnes morales étrangères

Les personnes morales étrangères sont assimilées, dans les conditions de la loi, aux personnes morales de la République de Moldova.

Article 57. Types de personnes morales

Les personnes morales sont de droit public et de droit privé. Dans les rapports civils, elles se situent sur des positions d'égalité.

Article 58. Personnes morales de droit public

(1) L'Etat et les collectivités territoriales participent aux rapports juridiques civils au même titre que les autres sujets du droit. Dans ce genre de rapports, les attributions de l'Etat et des collectivités territoriales sont exercées par les organes de ceux-ci, en conformité avec leur compétence.

(2) Les organes habilités à exercer une partie des attributions du Gouvernement ne sont dotés de personnalité morale que lorsque cela découle des dispositions de la loi ou, dans les cas expressément prévus par la loi, des actes des autorités de l'administration publique centrale ou locale.

(3) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, les personnes morales de droit public peuvent se constituer d'autres manières également, dans les cas expressément prévus par la loi.

(4) Les articles ci-dessous ne s'appliquent pas aux personnes morales visées dans le présent article, exception étant faite de certains cas expressément prévus.

Article 59. Personnes morales de droit privé

(1) Les personnes morales de droit privé peuvent se constituer librement, sous une des formes prévues par la loi.

(2) Les personnes morales de droit privé peuvent poursuivre un but lucratif (commercial) ou non-lucratif (non-commercial).

Article 60. La capacité de jouissance des personnes morales

(1) La capacité de jouissance de la personne morale apparaît à la date de l'enregistrement d'Etat de celle-ci et disparaît avec sa radiation du registre d'Etat.

(2) La personne morale à but lucratif peut exercer toute activité que la loi n'interdit pas, même si cette activité n'est pas prévue à l'acte de constitution.

(3) La personne morale à but non-lucratif ne peut exercer que l'activité prévue par la loi et par l'acte de constitution.

(4) Les personnes morales de droit public participent au circuit civil dans la mesure où la réalisation de leur but l'exige. Elles sont assimilées aux personnes morales de droit privé dans la mesure où elles participent au circuit civil.

(5) Pour exercer certains types d'activités, dont la liste est établie par la loi, les personnes morales doivent se munir d'une autorisation. Le droit de la personne morale d'exercer l'activité pour laquelle l'autorisation est requise apparaît au moment de l'obtention de celle-ci et disparaît avec l'expiration de l'autorisation, sauf disposition contraire de la loi.

(6) La personne morale ne peut être limitée dans ses droits que dans les cas et selon la modalité prévus par la loi.

Article 61. La capacité d'exercice des personnes morales

(1) Les personnes morales exercent leurs droits et remplissent leurs obligations, à compter de la date de constitution, par le biais d'un administrateur.

(2) Ont la qualité d'administrateur les personnes physiques que la loi et l'acte de constitution désignent pour agir, de manière individuelle ou collective, au nom et pour le compte de la personne morale dans les rapports avec les tiers.

(3) Les rapports entre la personne morale et ceux qui constituent ses organes exécutifs sont soumis, par analogie, aux règles du mandat, sauf disposition spéciale de la loi ou de l'acte de constitution.

(4) A défaut d'organe exécutif désigné, la désignation de celui-ci se fait par l'instance judiciaire, à la demande des participants ou des créanciers de la personne morale. L'organe exécutif désigné par l'instance judiciaire est révoqué lorsqu'une décision de l'organe compétent de la personne morale vient désigner l'organe exécutif.

Article 62. Les actes de constitution d'une personne morale

(1) L'activité des personnes morales est régie soit par le contrat de constitution, soit par le contrat de constitution et les statuts à la fois, soit uniquement par les statuts. Les personnes morales de droit public, auxquelles s'ajoutent, dans les cas prévus par la loi, les personnes morales de droit privé à but non-lucratif, exercent leur activité sur la base des normes générales relatives aux organisations du types respectif.

(2) Le contrat de constitution de la personne morale est signé par ses fondateurs (membres). Ce sont toujours eux qui approuvent les statuts. Si la personne est constituée par un seul fondateur, son activité est régie par les statuts approuvés par celui-ci.

(3) Les actes de constitution d'une personne morale doivent indiquer sa dénomination et son siège, la modalité d'administration de son activité, de même que d'autres données que la loi exige pour le type respectif de personnes morales. Les actes de constitution d'une personne morale à but non-lucratif doivent fixer l'objectif et le but de son activité.

Article 63. L'enregistrement d'Etat d'une personne morale

(1) La personne morale est considérée comme constituée dès son enregistrement d'Etat.

(2) La personne morale de droit public est considérée comme constituée dès l'entrée en vigueur de l'acte normatif approuvant ses statuts ou à compter du moment indiqué dans l'acte.

(3) La personne morale est passible d'enregistrement d'Etat selon la modalité prévue par la loi. Les données de l'enregistrement d'Etat sont inscrites sur le registre d'Etat et sont accessibles à tous.

(4) La non-observation de la modalité légale de constitution de la personne morale ou la non-conformité de l'acte de constitution à la loi entraîne le refus d'enregistrer la personne morale. Il n'est pas admissible d'invoquer l'inopportunité de la constitution de la personne morale pour refuser son enregistrement.

(5) La personne morale n'est soumise au réenregistrement que dans les cas prévus par la loi.

Article 64. La publicité des registres d'Etat des personnes morales

(1) Tant que le fait n'est pas inscrit sur le registre d'Etat des personnes morales et n'est pas rendu public, la personne dans l'intérêt de qui le fait devait être enregistré ne peut pas l'opposer aux tiers, à moins qu'il ne prouve que le tiers avait connaissance du fait.

(2) Après que le fait a été enregistré et rendu public, le tiers doit le reconnaître par rapport à soi-même. Cette disposition n'est pas valable pour les actes juridiques conclus dans les 15 jours à compter du moment où il a été rendu public, dans la mesure où le tiers prouve qu'il n'a pas eu connaissance et ne devait pas avoir connaissance de ce fait.

(3) Si le fait qui devait être enregistré a été rendu public de manière erronée, le tiers peut opposer le fait rendu public à la personne dans l'intérêt de qui il devait être enregistré, à moins que le tiers n'ait eu connaissance des erreurs commises.

Article 65. Durée de la personne morale

(1) La personne morale est perpétuelle, sauf disposition spéciale de la loi ou de l'acte de constitution.

(2) Après l'expiration du délai, la personne morale sera dissoute, à moins qu'une modification n'ait été opérée dans l'acte de constitution.

Article 66. Dénomination de la personne morale

(1) La personne morale participe aux rapports juridiques sous son propre nom, établi par l'acte de constitution et dûment enregistré à l'organe d'Etat.

(2) La dénomination de la personne morale doit inclure la forme juridique de celle-ci, dans la langue officielle.

(3) La personne morale ne pourra pas être enregistrée si sa dénomination coïncide avec la dénomination d'une autre personne morale déjà enregistrée.

(4) Il est interdit d'employer dans la dénomination de la personne morale des syntagmes contraires aux dispositions légales ou aux normes morales, ainsi que des noms propres qui ne coïncident pas avec le nom de ceux qui participent à la constitution de l'organisation, sans le consentement de la personne respective ou des héritiers de celle-ci.

(5) La personne morale ne peut pas employer dans sa dénomination des mots ou des abréviations pouvant induire les tiers en erreur en ce qui concerne sa forme.

(6) La personne morale dont la dénomination est enregistrée a droit à en user. Celui qui utilise la dénomination d'une autre personne morale est obligé, à la demande de cette dernière, de cesser d'utiliser la dénomination et de réparer le préjudice causé.

(7) La personne morale est tenue à informer le grand public, par le biais du Moniteur Officiel de la République de Moldova, de toute modification intervenue dans sa dénomination, sous peine de dommages-intérêts.

(8) Tout acte émanant d'une personne morale doit comporter la dénomination, le numéro d'enregistrement, le code fiscal et le siège, sous peine de versement de dommages-intérêts à la personne préjudiciée.

Article 67. Siège de la personne morale

(1) La personne morale a un siège qui est indiqué dans les actes de constitution.

(2) L'établissement et le changement du siège sont opposables aux tiers dès le moment de l'enregistrement au Registre d'Etat.

(3) L'adresse postale de la personne morale est l'adresse de son siège. La personne morale peut avoir d'autres adresses également pour la correspondance.

(4) Tous les actes et lettres arrivés au siège sont considérés comme étant reçus par la personne morale.

(5) La personne morale est obligée de porter à la connaissance du public, par le biais du Moniteur Officiel, le changement de son siège, sous peine de versement de dommages-intérêts.

Article 68. Responsabilité de la personne morale

(1) La personne morale est responsable de ses obligations sur son patrimoine.

(2) Le fondateur (membre) de la personne morale n'est pas responsable des obligations de celle-ci, tout comme la personne morale n'est pas responsable des obligations du fondateur (membre), sauf disposition spéciale de la loi ou de l'acte de constitution.

Article 69. Réorganisation de la personne morale

(1) La réorganisation d'une personne morale se fait par fusion (concentration ou absorption), démembrement (division et séparation) ou transformation.

(2) La réorganisation est décidée par chaque personne morale à part, dans les conditions établies pour la modification de l'acte de constitution.

(3) Dans les cas prévus par la loi, la réorganisation de la personne morale par division ou séparation se fait en vertu d'une décision judiciaire.

(4) S'il résulte de la fusion ou du démembrement une nouvelle personne morale, celle-ci sera constituée dans les conditions posées par la loi pour la forme que revêt la personne morale respective.

(5) La réorganisation prend effet à l'égard des tiers après l'enregistrement de la personne morale nouvellement apparue, à l'exception de la réorganisation par absorption, qui prend effet le jour où les modifications sont introduites dans l'acte constitutif de la personne morale absorbante.

Article 70. La succession en cas de réorganisation de la personne morale

(1) La personne morale issue de la concentration d'autres personnes morales reprend les droits et obligations de chacune de celles-ci, en conformité avec l'acte de transmission.

(2) En cas d'absorption d'une personne morale par une autre, la personne morale absorbante reprend les droits et obligations de la personne morale absorbée, en conformité avec l'acte de transmission.

(3) En cas de division d'une personne morale, les nouvelles personnes morales en reprennent les droits et obligations en conformité avec le bilan de répartition.

(4) En cas de séparation, chacune des personnes morales participant à la réorganisation (existant ou en formation) reprend une partie des droits et obligations de la personne morale réorganisée, en conformité avec le bilan de répartition.

(5) Si, en vue de sa réorganisation, une personne morale fait l'objet d'une transformation, la nouvelle personne morale reprend les droits et obligations de la personne morale réorganisée en conformité avec l'acte de transmission.

Article 71. L'acte de transmission et le bilan de répartition

(1) L'acte de transmission et le bilan de répartition doivent comporter des dispositions relatives à la succession de la totalité du patrimoine de la personne morale réorganisée, relatives à tous les droits et obligations à l'égard de tous les créanciers et débiteurs de celle-ci, y inclus les obligations contestées par les parties.

(2) L'acte de transmission et le bilan de répartition sont confirmés par les fondateurs (membres) de la personne morale ou par l'organe de la personne morale auquel la loi ou l'acte de constitution réserve ce genre d'attributions, qui ont décidé de réorganiser la personne morale. L'acte de transmission et le bilan de répartition, auxquels sont annexés les actes de constitution des personnes morales nouvellement créées, seront requis en vue de l'enregistrement de celles-ci ou en vue de l'introduction des modifications appropriées dans les actes de constitution des personnes morales existant.

Article 72. Garantie des droits des créanciers de la personne morale en cas de réorganisation de celle-ci

(1) L'organe exécutif de la personne morale participant à la réorganisation est tenu de porter à la connaissance de tous les créanciers connus le fait de la réorganisation et d'insérer dans deux numéros consécutifs du Moniteur Officiel une annonce sur la réorganisation dans un délai de 15 jours à compter de l'adoption de la décision de réorganisation.

(2) Les créanciers peuvent demander à la personne morale en cours de réorganisation, dans les deux mois suivant la publication de la dernière annonce, des garanties, dans la mesure où ils ne peuvent pas demander la satisfaction de leurs créances. Le droit aux garanties est réservé aux créanciers qui sont en mesure de prouver que la réorganisation créerait des obstacles à la satisfaction de leurs créances.

(3) Les créanciers ont droit à informer l'organe enregistreur des créances qu'ils détiennent sur le débiteur en cours de réorganisation.

(4) Les personnes morales participant à la réorganisation sont solidairement responsables des obligations apparues avant leur réorganisation si l'acte de transmission et le bilan de répartition ne permettent pas de déterminer le successeur.

(5) Les membres de l'organe exécutif de la personne morale participant à la réorganisation sont solidairement responsables, durant les 3 ans suivant la date de réorganisation, du préjudice causé, du fait de la réorganisation, aux participants ou aux créanciers des personnes morales réorganisées.

Article 73. Fusion des personnes morales

- (1) La fusion s'opère par concentration ou absorption.
- (2) La concentration a pour effet de mettre fin à l'existence des personnes morales participantes et de provoquer le transfert intégral des droits et obligations de celles-ci à la personne nouvellement créée.
- (3) L'absorption a pour effet de mettre fin à l'existence des personnes morales absorbées et de provoquer le transfert intégral des droits et obligations de celles-ci à la personne absorbante.
- (4) Dans les cas établis par la loi, la fusion peut être subordonnée à l'autorisation de l'organe d'Etat compétent.

Article 74. Le projet du contrat de fusion

- (1) En vue de la fusion, l'organe habilité de la personne morale élabore un projet de contrat de fusion.
- (2) Le projet de contrat de fusion doit stipuler :
 - a) la forme de fusion ;
 - b) la dénomination et le siège de chaque personne morale participant à la fusion ;
 - c) le fondement et les conditions de la fusion ;
 - d) le patrimoine transmis à la personne morale bénéficiaire ;
 - e) le rapport de valeur des participants ;
 - f) la date de l'acte de transmission, la même pour toutes les personnes morales impliquées dans la fusion.
- (3) Si les personnes morales choisissent de fusionner par voie de concentration, le projet de contrat de fusion doit en outre stipuler la dénomination, le siège et l'organe exécutif de la personne morale nouvellement constituée. Il doit être annexé au projet de contrat de fusion le projet d'acte constitutif de la personne morale en voie de constitution.
- (4) Le projet de contrat de fusion doit être écrit.
- (5) Si le contrat de fusion est conditionnel, la non-réalisation de la condition dans l'année suivant son approbation entraînera la résiliation à effet rétroactif du contrat. Le contrat peut prévoir un délai plus court ou un délai de préavis.

Article 75. La décision de fusionner

- (1) Le contrat de fusion ne prend effet que s'il est approuvé par les assemblées générales des participants de chaque personne morale participant à la fusion.
- (2) La décision de fusionner est adoptée aux 2/3 des participants, à moins que l'acte de constitution ne prévoie une plus grande majorité.

Article 76. La demande d'enregistrement de la fusion

- (1) Après l'expiration de trois mois à compter de la date de publication de la dernière annonce sur la fusion, l'organe exécutif de la personne morale absorbée ou celui de la personne participant à la concentration saisit l'organe qui l'avait enregistrée d'une demande d'enregistrement de la fusion. Il doit être annexé à cette demande :
 - a) copie certifiée conforme du contrat de fusion ;

- b) la décision de fusionner de chaque personne morale participante ;
- c) les pièces justifiant des garanties offertes aux créanciers et acceptées par ceux-ci ou de l'acquittement des dettes ;

d) l'autorisation de fusion, si nécessaire.

(2) Après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1, l'organe exécutif de la personne morale absorbante ou des personnes morales en voie de concentration adressent une demande d'enregistrement à l'organe d'enregistrement qui a enregistré la personne morale absorbante ou à celui qui doit enregistrer la personne morale en voie de constitution. La demande sera accompagnée des actes figurant à l'alinéa 1. La personne morale en voie de constitution y annexe en outre les actes nécessaires à l'enregistrement des personnes morales du type respectif.

Article 77. Enregistrement de la fusion

(1) L'enregistrement de la fusion se fait par l'organe qui a enregistré la personne morale absorbante ou qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée.

(2) L'organe qui a enregistré la personne morale absorbante ou qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée notifie l'enregistrement de la fusion à l'organe qui a enregistré la personne morale absorbée ou les personnes morales qui participent à la concentration.

(3) L'organe qui a enregistré la personne morale absorbée ou les personnes morales qui participent à la concentration inscrit au registre d'Etat la date de la fusion et envoie à l'organe qui a enregistré la personne morale absorbante ou qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée tous les actes des personnes morales dissoutes, pour conservation.

(4) Après l'inscription faite selon l'alinéa 1, les personnes morales absorbées ou concentrées sont considérées comme dissoutes et sont radiées du registre d'Etat.

Article 78. Effets de la fusion

(1) Le patrimoine de la personne morale absorbée et celui des personnes morales ayant participé à la concentration est transféré à la personne morale absorbante et respectivement à la personne morale nouvellement constituée, dès le moment de l'enregistrement de la fusion.

(2) Après l'enregistrement de la fusion, l'actif et le passif des personnes morales dissoutes sont intégrés dans le bilan de la personne morale absorbante ou nouvellement constituée. Les biens meubles et immeubles devant faire l'objet de l'enregistrement sont enregistrés en tant que biens de la personne morale absorbante ou nouvellement constituée.

Article 79. Démembrement de la personne morale

(1) Le démembrement s'opère par division ou séparation.

(2) La division de la personne morale met fin à l'existence de celle-ci et a pour effet le transfert des droits et obligations vers les personnes morales nouvellement constituées.

(3) La séparation a pour effet le détachement d'une fraction du patrimoine d'une personne morale qui ne cesse d'exister et son transfert vers une ou plusieurs personnes morales existant ou nouvellement constituées.

Article 80. Le projet de démembrement

(1) Le projet de démembrement de la personne morale est établi par l'organe exécutif et doit indiquer :

- a) la forme de démembrement ;
- b) la dénomination et le siège de la personne morale qui fait l'objet d'un démembrement ;
- c) la dénomination et le siège des personnes morales qui se constituent à la suite du démembrement ou vers lesquelles est transférée une partie du capital ;
- d) la fraction de capital qui est transférée ;
- e) le nombre de participants qui sont transférés à la personne morale en voie de constitution ;
- f) le rapport de valeur des participations ;
- g) le mode et le délai de cession des participations des personnes morales à but lucratif qui sont en voie de démembrement et de réception des participations par les personnes morales à but lucratif en voie de constitution ou existant, la date où ces participations donnent droit à des dividendes ;
- h) la date d'établissement du bilan de démembrement ;
- i) les conséquences du démembrement pour les salariés.

(2) Le projet de démembrement doit être écrit.

(3) Il doit être annexé au projet de démembrement le projet d'acte de constitution de la nouvelle personne morale, selon le cas.

Article 81. Adoption du projet de démembrement

(1) Le projet de démembrement est adopté aux 2/3 des participants, à moins que l'acte de constitution ne prévoie une plus grande majorité.

(2) De même, l'acte de constitution de la nouvelle personne morale est adopté et l'organe exécutif est désigné aux 2/3 des participants.

Article 82. La demande d'enregistrement du démembrement

(1) L'organe exécutif de la personne morale en voie de démembrement adresse, après l'expiration de 3 mois à compter de la date de publication de la dernière annonce sur le démembrement, une demande d'enregistrement du démembrement à l'organe d'Etat qui l'avait enregistrée et une autre, à l'organe d'Etat qui doit enregistrer la personne morale en voie de constitution ou celle vers laquelle s'opère le transfert d'une partie du patrimoine. Il est annexé à la demande le projet de démembrement, portant la signature des représentants des personnes morales participantes, ainsi que les pièces justifiant des garanties offertes aux créanciers et acceptées par ceux-ci ou de l'acquittement des dettes.

(2) Il sera annexé en plus à la demande déposée auprès de l'organe d'Etat qui doit enregistrer la personne morale en voie de constitution les actes requis pour l'enregistrement des personnes morales du type respectif.

Article 83. Enregistrement du démembrement

(1) L'enregistrement du démembrement est effectué par l'organe d'Etat qui a enregistré la personne morale faisant l'objet du démembrement. Le démembrement ne peut être enregistré qu'après l'enregistrement de la personne morale constituée ou l'enregistrement de la modification de l'acte de constitution de la personne morale vers laquelle est transférée une partie du patrimoine.

(2) L'organe d'Etat qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée ou celle vers laquelle est transférée une partie du patrimoine en informe l'organe d'Etat qui avait enregistré la personne morale ayant fait l'objet du démembrement.

(3) L'organe d'Etat qui avait enregistré la personne morale ayant fait l'objet du démembrement enregistre le démembrement et, selon le cas, procède à la radiation de la personne morale divisée et en informe l'organe d'Etat qui a enregistré la personne morale nouvellement constituée ou la personne morales vers laquelle est transférée une partie du patrimoine. Ce dernier inscrit la date à laquelle s'est produit le démembrement.

(4) Le démembrement prendra effet dès le moment où il aura été enregistré à l'organe d'Etat ayant enregistré la personne morale qui a fait l'objet du démembrement.

(5) Après l'enregistrement effectué en conformité avec l'alinéa 1, la personne morale divisée est considérée comme dissoute et est radiée du registre d'Etat.

Article 84. Effets du démembrement

(1) Le jour du démembrement, le patrimoine de la personne morale ayant fait l'objet du démembrement ou une partie de celui-ci sont transférés vers les personnes morales constituées ou existant.

(2) La personne morale nouvellement constituée ou existante reçoit, par acte de transfert, et inclut dans son bilan le patrimoine reçu et, le cas échéant, enregistre les biens soumis à l'enregistrement.

Article 85. Transformation de la personne morale

(1) La transformation a pour effet la modification de la forme de la personne morale à la suite de la modification de l'acte de constitution dans les conditions de la loi.

(2) La transformation doit réunir les conditions posées par la loi à l'égard de la forme que la personne morale existante acquerra après transformation.

Article 86. Dissolution de la personne morale

(1) La dissolution de la personne morale peut être provoquée par :

a) l'expiration du délai fixé pour son existence ;

- b) la réalisation du but auquel sa constitution a été subordonnée ou l'impossibilité de réaliser ce but ;
- c) la décision de l'organe compétent de la personne morale ;
- d) une décision judiciaire, dans les cas prévus à l'article 87 ;
- e) la faillite ou la fin du processus d'insolvabilité en raison d'une masse débitrice insuffisante ;
- f) le fait que la personne morale à but non-lucratif ou la coopérative n'ait plus de participants ;
- g) d'autres motifs prévus par la loi ou par l'acte de constitution.

(2) La dissolution de la personne morale a pour effet l'ouverture de la procédure de liquidation, à l'exception de la fusion et du démembrement qui débouchent sur la dissolution, sans liquidation, de la personne morale qui cesse d'exister et sur le transfert universel de son patrimoine, tel qu'il était à la date de fusion ou de démembrement, vers la personne morale bénéficiaire.

(3) Après sa dissolution, la personne morale continue d'exister dans la mesure où c'est nécessaire pour la liquidation du patrimoine.

(4) A partir du moment de la dissolution, le gérant ne peut plus se livrer à de nouvelles opérations, sinon il en sera personnellement et solidairement responsable. Cette interdiction commence à courir le jour où le délai arrêté pour la durée de la société a expiré ou le jour où la dissolution est décidée par l'assemblée des participants ou est déclarée par décision judiciaire.

(5) L'organe compétent de la personne morale peut revenir sur la décision de liquidation ou de réorganisation, à condition que le patrimoine ne soit pas réparti entre les membres de celle-ci ou ne soit pas transmis à d'autres personnes.

(6) Le jour où la personne morale est dissoute, son gérant devient liquidateur, à moins que l'organe compétent ou l'instance judiciaire n'ait désigné un autre liquidateur.

Article 87. Dissolution de la personne morale par décision judiciaire

(1) La personne morale peut être dissoute par décision judiciaire si un des cas ci-dessous se présente :

- a) la constitution de la personne morale est entachée de vices ;
- b) l'acte de constitution ne correspond pas aux dispositions légales ;
- c) la personne morale n'est pas conforme aux dispositions légales régissant la forme d'organisation de celle-ci ;
- d) son activité est contraire à l'ordre public ;
- e) d'autres situations prévues par la loi.

(2) La dissolution ne sera pas prononcée si, au terme d'un délai fixé par l'instance judiciaire, la personne morale est conforme aux dispositions légales.

(3) Une décision judiciaire de dissolution sera prononcée si la personne morale fait l'objet des interdictions que le présent Code établit pour sa forme d'organisation ou s'il existe des écarts importants entre son activité et l'acte de constitution.

(4) La dissolution est prononcée à la demande du participant, du procureur ou du Ministre de la Justice.

Article 88. L'administration fiduciaire

(1) L'instance judiciaire devant statuer sur la demande de dissolution de la personne morale peut instituer, sur requête, une administration fiduciaire sur les biens de celle-ci. La décision de l'instance indiquera la date d'ouverture de l'administration fiduciaire. L'instance judiciaire désignera un ou plusieurs administrateurs fiduciaires et déterminera les limites de leurs pouvoirs et leur rémunération.

(2) Sauf disposition spéciale de l'instance judiciaire, les organes de la personne morale ne peuvent pas adopter des décisions sans le consentement préalable de l'administrateur fiduciaire et les personnes ayant le droit de représenter la personne morale ne peuvent passer des actes juridiques qu'avec la participation de l'administrateur fiduciaire.

(3) La décision judiciaire instituant l'administration fiduciaire peut être à tout moment modifiée ou annulée par l'instance judiciaire. L'administration fiduciaire cesse dès que le jugement rendu par l'instance judiciaire concernant la demande de dissolution devient définitif.

(4) L'administrateur fiduciaire notifiera la décision d'ouverture de l'administration à l'organe qui a enregistré la personne morale et communiquera à cet organe les données personnelles qui lui sont exigées en tant qu'administrateur.

(5) L'acte juridique que la personne morale aura passé avant l'enregistrement de l'administration fiduciaire, sans tenir compte des limitations imposées par l'administration judiciaire, restera valable si l'autre partie n'a pas eu connaissance et ne devait pas avoir connaissance de l'ouverture d'une administration fiduciaire.

Article 89. Enregistrement de la dissolution

(1) En cas de dissolution de la personne morale en vertu de l'article 86, alinéa 1, lettres *a*, *b*, *c*, *f*, et *g*, l'organe exécutif déposera auprès de l'organe ayant enregistré la personne morale une demande de dissolution. Si la dissolution de la personne morale est consécutive à une décision prise par les participants, cette décision devra être annexée à la demande de dissolution.

(2) En cas de dissolution par décision judiciaire, l'instance judiciaire devra transmettre copie de sa décision irrévocable à l'organe d'Etat ayant enregistré la personne morale dissoute.

(3) La demande introduite par l'organe exécutif de la personne morale et la décision judiciaire donnent lieu à l'enregistrement de la dissolution.

(4) A partir de la date de l'enregistrement de la dissolution, tous les actes et informations émanant de la personne morale doivent juxtaposer à la dénomination de celle-ci le syntagme « en cours de liquidation ». Sinon, le liquidateur de la personne morale sera personnellement responsable du préjudice causé aux tiers.

Article 90. Le liquidateur de la personne morale

(1) Peut être liquidateur toute personne physique majeure à pleine capacité qui a la nationalité moldave et qui a son domicile dans la République de Moldova. La loi peut établir des conditions supplémentaires à remplir par la personne du liquidateur.

(2) Le liquidateur est tenu à notifier sa désignation à l'organe d'Etat qui a enregistré la personne morale et à communiquer à celui-ci les mêmes données personnelles que celles qui sont exigées à l'administrateur. Le liquidateur y joindra la décision par laquelle s'est faite sa désignation.

(3) Le registre devra indiquer nom, prénom, adresse, numéro de l'acte d'identité et code personnel du liquidateur, ainsi que la signature de celui-ci.

(4) Le liquidateur a les mêmes pouvoirs, obligations et responsabilités que l'administrateur, dans la mesure où ceux-ci sont compatibles avec l'activité de liquidateur.

(5) Si plusieurs liquidateurs sont désignés, ils représenteront la personne morale de concert, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution ou de la décision par laquelle ils ont été désignés.

(6) Dès qu'il aura assumé sa fonction, le liquidateur, de concert avec l'administrateur, établira et signera un inventaire et un bilan constatant la situation exacte de l'actif et du passif.

(7) Le liquidateur est chargé de mener à leur terme les opérations courantes, de recouvrer les créances, de transformer en argent d'autres biens et de donner satisfaction aux créanciers. Il peut également conclure de nouveaux actes juridiques dans la mesure où cela est nécessaire pour la liquidation.

(8) Le liquidateur est obligé de recevoir et de conserver le patrimoine de la personne morale, les registres et les actes de celle-ci. Il est tenu à inscrire dans un registre toutes les opérations de la liquidation, dans l'ordre chronologique.

(9) Le liquidateur peut être révoqué à tout moment par l'organe ou l'instance judiciaire qui l'a désigné. A sa place, un autre liquidateur sera désigné. Le liquidateur révoqué remet à son successeur le compte-rendu de son activité. Si le successeur est désigné par l'instance judiciaire, c'est à celle-ci que devra être présenté le compte-rendu.

(10) La rémunération du liquidateur est fixée par l'organe ou l'instance judiciaire qui l'a désigné, à l'exception des cas prévus par la loi.

Article 91. Information des créanciers

Le liquidateur est obligé, après l'enregistrement de sa désignation, d'insérer dans deux numéros consécutifs du Moniteur Officiel de la République de Moldova une annonce de liquidation de la personne morale, de même que d'informer, dans les 15 jours, tous les créanciers connus de la dissolution de la personne morale, en leur faisant connaître le délai d'exigibilité de leurs créances.

Article 92. Le délai d'exigibilité des créances

(1) Les créances sont exigibles au cours des six mois suivant la date de la publication de la dernière annonce au Moniteur Officiel. La décision de liquidation peut prévoir un délai plus long.

(2) Au cas où le liquidateur refuserait de reconnaître une créance, le créancier a droit, sous peine de déchéance, dans les trente jours suivant la date où il a été informé du refus de reconnaissance de la créance, à introduire une action en justice.

Article 93. Le projet de bilan de liquidation

(1) Dans les 15 jours suivant l'expiration du délai d'exigibilité des créances, le liquidateur est tenu à dresser un projet de bilan de liquidation qui reflète la valeur de bilan et la valeur de marché de l'actif de la personne morale, y inclus les créances, les dettes de la personne morale, reconnues par le liquidateur, ainsi que les dettes qui font l'objet d'une action en justice.

(2) Le projet de bilan de liquidation est déposé auprès de l'organe ou de l'instance qui a désigné le liquidateur, pour approbation.

(3) Si le bilan fait apparaître que le passif excède l'actif, le liquidateur est obligé de déclarer l'insolvabilité. Après avoir recueilli l'accord de tous les créanciers, le liquidateur peut poursuivre la liquidation sans avoir recours à une action de faillite.

Article 94. Défense des droits des créanciers et des débiteurs

La réorganisation ou la liquidation ne donnent pas droit à exiger les créances non encore échues.

Article 95. Dépôt des montants dus aux créanciers

Les montants dus aux créanciers connus ayant omis d'exiger leurs créances ou de se présenter pour en prendre exécution sont déposés sur des comptes en banque, aux noms des créanciers.

Article 96. Répartition de l'actif des personnes morales à but lucratif

(1) L'actif restant après la satisfaction des prétentions des créanciers de la personne morale dissoute est transmis par le liquidateur aux participants, proportionnellement à leurs participations.

(2) Le liquidateur fait les calculs et dresse un rapport sur la liquidation qui doivent faire apparaître le montant et la composition de l'actif restant. Si deux ou plusieurs participants ont droit à l'actif de la personne morale, le liquidateur dresse un projet de répartition de l'actif faisant état des principes sur lesquels repose la répartition.

(3) Le liquidateur peut ne pas aliéner les biens de la personne morale dissoute si leur écoulement n'est pas nécessaire à la satisfaction des créanciers et si les participants de la personne morale y consentent.

(4) Le projet de répartition de l'actif, les calculs et le rapport sur la liquidation sont remis pour approbation à l'organe ou à l'instance judiciaire qui a désigné le liquidateur. L'organe ou l'instance ayant désigné le liquidateur peuvent opérer certaines modifications dans le projet de répartition, en accord avec la volonté des participants.

Article 97. Répartition de l'actif des personnes morales à but non-lucratif

(1) L'actif restant après exécution des créances est réparti entre les personnes auxquelles l'acte de constitution ou, si prévu par l'acte de constitution, l'assemblée générale donne ce droit.

(2) Si la personne morale à but non-lucratif poursuit exclusivement la satisfaction des intérêts de ses participants, l'acte de constitution ou l'assemblée générale n'ayant pas désigné les personnes qui ont droit à l'actif de la personne morale à but non-lucratif, le patrimoine résiduel sera réparti proportionnellement entre toutes les personnes ayant la qualité de participants de la personne morale au moment de la dissolution de celle-ci.

(3) Dans l'impossibilité de procéder à une répartition de l'actif en conformité avec les dispositions des alinéas 1 et 2, celui-ci sera transmis à l'Etat qui l'emploiera à des buts similaires à ceux que poursuivait la personne morale liquidée.

Article 98. Le délai de répartition de l'actif

Il ne peut être procédé à la répartition de l'actif de la personne morale dissoute aux ayants droits qu'après l'expiration de 12 mois à compter de la date de la dernière annonce de dissolution et après l'expiration de 2 mois à compter du moment de l'approbation du bilan de liquidation et du projet de répartition de l'actif, à moins que ces actes n'aient fait l'objet d'un appel ou que l'appel n'ait été rejeté par décision judiciaire irrévocable.

Article 99. Radiation de la personne morale du registre

(1) Après répartition de l'actif net, le liquidateur doit demander la radiation de la personne morale du registre.

(2) Le liquidateur doit joindre à la demande de radiation tous les actes nécessaires à la liquidation.

Article 100. Reprise de la procédure de liquidation

(1) Si, une fois la radiation opérée, un nouveau créancier ou un ayant droit à obtenir le solde apparaissent, ou encore si l'existence d'un actif est attestée, l'instance judiciaire peut, à la demande de toute personne intéressée, à rouvrir la procédure de liquidation et, si besoin, à désigner un liquidateur. Si tel est le cas, la personne morale est considérée de nouveau comme existante, mais exclusivement en vue de la poursuite de la liquidation reprise. Le liquidateur peut demander aux ayants droits la restitution de ce qu'ils ont reçu en sus de la part d'actif qui leur était due.

(2) Il sera sursis à la prescription extinctive du droit d'action de la personne morale ou contre celle-ci durant la période d'inexistence de la personne morale respective.

Article 101. L'insolvabilité de la personne morale

Le tribunal peut déclarer l'insolvabilité de la personne morale qui n'a pas les moyens d'honorer ses obligations envers les créanciers. La constatation de l'insolvabilité de la personne morale par le tribunal repose sur les fondements et suit la modalité établis pas la loi.

Article 102. Filiales de la personne morale

- (1) Les personnes morales peuvent constituer des filiales dans la République de Moldova et à l'étranger, sauf dispositions spéciales de la loi ou des statuts.
- (2) Les filiales des personnes morales n'ont pas de personnalité morale.

Article 103. La représentation

- (1) La représentation est une subdivision séparée de la personne morale, située en dehors du siège de celle-ci, qui représente et défend les intérêts de la personne morale.
- (2) La représentation n'a pas de personnalité morale.

Article 104. Dispositions générales concernant l'union des personnes morales

- (1) Les personnes morales peuvent se réunir au sein d'unions en vue de la coordination de leur activité et de la représentation de leurs intérêts communs. S'il est préconisé, dans une décision des participants, que l'union exercera l'activité d'entrepreneur, celle-ci est transformée en une société commerciale ou en une coopérative, selon la procédure fixée par le présent code.
- (2) Les associés de l'union gardent leur indépendance et leur personnalité morale.
- (3) Le patrimoine transmis à l'union par les fondateurs (les associés) représente le patrimoine de l'union. L'affectation de ce patrimoine correspond aux buts fixés dans l'acte de constitution.
- (4) L'union n'est pas responsable des obligations de ses associés. Ceux-ci sont subsidiairement responsables des obligations de l'union à concurrence du montant établi par l'acte de constitution et selon la modalité qui y est fixée.
- (5) Les particularités du statut juridique de l'union des personnes morales sont établies par le présent code et les lois relatives aux organisations non-commerciales.

Article 105. Les publications de la personne morale

Si la loi ou les actes de constitution prévoient la publication d'informations sur la personne morale, ces informations sont publiées dans le Moniteur Officiel de la République de Moldova. Les actes de constitution peuvent prévoir la publication d'informations sur la société dans d'autres médias également.

Section 2 DES SOCIETES COMMERCIALES

§ 1. Dispositions communes

Article 106. Dispositions générales concernant les sociétés commerciales

- (1) Les sociétés commerciales sont des organisations commerciales dont le capital social est constitué des participations des fondateurs (membres). Le patrimoine

créé avec les apports des fondateurs (membres) et celui que la société commerciale acquiert en exerçant son activité appartient à celle-ci à titre de propriété. Dans les cas prévus par le présent code, la société commerciale peut être fondée par une seule personne.

(2) La société commerciale ne peut être constituée que sous la forme d'une société en nom collectif, d'une société en commandite, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société par actions.

(3) La société commerciale peut être le fondateur (membre) d'une autre société commerciale, à l'exception des cas prévus par le présent code et d'autres lois.

(4) On peut faire des apports au patrimoine de la société commerciale en numéraire, en valeurs mobilières, en d'autres biens ou en droits patrimoniaux. L'évaluation des apports des membres à la société commerciale se fait à l'unanimité des fondateurs (membres) de la société, étant soumise au contrôle indépendant exercé par des experts (audit).

Article 107. Constitution de la société commerciale

(1) La société commerciale est constituée par acte de constitution authentifié conforme.

(2) Tous les fondateurs d'une société commerciales doivent contribuer, à concurrence du montant indiqué dans l'acte de constitution, à la formation du capital social.

Article 108. L'acte de constitution de la société commerciale

(1) L'acte de constitution de la société commerciale doit indiquer :

a) nom, prénom, lieu et date de naissance, domicile, nationalité et données extraites de l'acte d'identité du fondateur personne physique ; dénomination, siège, nationalité, numéro d'immatriculation du fondateur personne morale ;

b) dénomination de la société ;

c) l'objet d'activité ;

d) apports des associés, modalité et délai de versement de celles-ci ;

e) valeur des biens ayant fait l'objet d'apports en nature et mode l'évaluation de ceux-ci, si de tels apports ont été faits ;

f) siège ;

g) structure, attributions, mode de constitution et de fonctionnement des organes de la société ;

h) mode de représentation ;

i) filiales et représentations de la société ;

j) d'autres données, requis par la loi pour le type respectif de société.

(2) L'acte de constitution ne peut déroger aux dispositions du présent titre que dans les cas expressément prévus par la loi.

(3) L'acte de constitution de la société commerciale peut comporter d'autres clauses également, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la loi.

(4) L'acte de constitution de la société commerciale est libellé en langue officielle et doit comporter les signatures de tous les associés fondateurs.

Article 109. Enregistrement d'Etat de la société commerciale

(1) La société commerciale doit être enregistrée selon la modalité et dans le délai prévus par la loi, à l'organe d'enregistrement d'Etat dans le ressort duquel elle a son siège.

(2) Si la société commerciale n'est pas enregistrée dans un délai de 3 mois à compter de la date de l'authentification de l'acte de constitution, ses membres peuvent être dégrevés des obligations qui résultent de leurs souscriptions, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution.

Article 110. Nullité de la société commerciale

(1) La société commerciale peut être déclarée nulle par décision judiciaire.

(2) Un jugement déclaratif de nullité ne peut être prononcé que si l'un des cas suivants se présente :

- a) l'acte de constitution fait défaut ou n'est pas authentifié conforme ;
- b) l'objet de la société est illicite ou est contraire à l'ordre public ;
- c) l'acte de constitution ne fait pas mention de la dénomination de la société, des participations des associés, du montant du capital social souscrit ou du but de la société ;
- d) les dispositions légales relatives au capital social n'ont pas été respectées ;
- f) tous les fondateurs étaient incapables à la date de constitution de la société.

(3) Le dispositif du jugement déclaratif de nullité sera inséré dans les publications de la société dans un délai de 15 jours à compter de la date où le jugement est devenu définitif.

Article 111. Effets de la déclaration de la nullité de la société commerciale

(1) Le jour où le jugement déclaratif de nullité devient définitif, la société commerciale est dissoute et sa liquidation est amorcée. Le jugement déclaratif de nullité désigne le liquidateur de la société.

(2) Les actes juridiques passés au nom de la société commerciales ne sont pas affectés par sa nullité, à l'exception du cas prévu à l'alinéa 3.

(3) Si la société commerciale déclarée nulle est insolvable, sa liquidation est régie par la Loi sur l'insolvabilité.

(4) Les associés auxquels la nullité de la société commerciale est imputable sont indéfiniment et solidairement responsable à l'égard des autres associés et des tiers du préjudice dû à la nullité de la société.

Article 112. Formation du capital social de la société commerciale

(1) Le capital social détermine la valeur minimale de l'actif dont doit disposer la société commerciale.

(2) Le capital social de la société commerciale est constitué des apports des fondateurs, libellés en Lei.

(3) Le capital social est à verser intégralement dans un délai de 6 mois au plus à compter de la date d'enregistrement de la société commerciale.

(4) L'associé unique verse l'intégrité de son apport avant la date d'enregistrement de la société commerciale.

Article 113. Les apports au capital social de la société commerciale

(1) Les apports au capital social d'une société commerciale se font en numéraire, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution.

(2) Le travail et les services mis à la disposition de la société à la constitution ou durant son existence ne constituent pas des apports à la formation ou à l'augmentation du capital social.

(3) Les associés sont tenu de verser en numéraire, à l'enregistrement de la société commerciale, au moins 40% de l'apport souscrit, à moins que la loi ou les statuts ne prévoient une proportion plus importante.

(4) L'apport au capital social d'une société commerciale ne procure pas d'intérêts, sous les réserves établies par la loi.

(5) Si un associé a omis de verser son apport dans le délai imparti, tout autre associé peut le lui demander par écrit, en lui fixant un délai supplémentaire d'au moins un mois et en l'avertissant que le non-paiement emporterait son exclusion de la société.

(6) En cas de non-versement de l'apport dans le délai supplémentaire, l'associé perd le droit à une part sociale et à la fraction déjà versée. Ce fait doit lui être notifié.

Article 114. Les apports en nature au capital social de la société commerciale

(1) Les apports en nature au capital social de la société commerciale ont pour objet les biens qui se trouvent dans le circuit civil.

(2) Les biens sont considérés être transmis à titre de propriété, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution.

(3) Il ne peut être fait apport de créances ou de droits non-patrimoniaux à la formation ou à l'augmentation du capital social d'une société de capitaux.

(4) Les associés d'une société en nom collectif et les associés commandités peuvent mettre à la disposition de la société leur travail et leurs services à titre d'apport social, celui-ci ne concourant pas à la formation ou à l'augmentation du capital social. En contrepartie de cet apport, les associés ont droit à participer, conformément à l'acte de constitution, à la répartition des bénéfices et de l'actif social et ils assument également le risque de supporter des pertes.

(5) L'apport en nature doit être déposé dans le délai fixé dans l'acte de constitution, mais au plus tard dans le délai indiqué à l'article 112, alinéa 3. En cas d'augmentation du capital social, l'apport est à verser dans le délai arrêté par l'assemblée générale, mais au plus tard dans un délai de 60 jours à compter de l'adoption de la décision d'augmentation du capital social.

(6) La valeur de l'apport en nature au capital social de la société commerciale est approuvé par l'assemblée générale.

(7) L'apport en créances est considéré comme versé après que la société recouvre la somme d'argent faisant l'objet de la créance.

Article 115. Droits des membres d'une société commerciale

- (1) Le membre d'une société commerciale a droit à :
- a) participer à la gestion et à l'activité de la société dans les conditions établies par la loi et par l'acte de constitution ;
 - b) avoir accès aux informations sur l'activité de l'entreprise, aux livres comptables et à d'autres documents, selon la procédure prévue par la loi et l'acte de constitution ;
 - c) participer à la répartition du profit de la société proportionnellement à son apport au capital social ;
 - d) recevoir, en cas de liquidation de la société, une partie de la valeur de l'actif restant après satisfaction des créances, proportionnellement à son apport au capital social ;
 - e) accomplir d'autres actions prévues par le présent code, la législation relative aux sociétés commerciales ou l'acte de constitution.
- (2) L'acte de constitution peut prévoir d'autres modalités de répartition du profit de la société ou de l'actif que celle indiquée à l'alinéa 1, sans toutefois que quiconque ait droit à l'ensemble du profit réalisé par la société ou soit exonéré des pertes enregistrées par celle-ci.
- (3) Si les organes chargés de la direction refusent de le faire, un membre de la société commerciale peut demander, au nom de celle-ci, aux autres membres de réparer le préjudice causé.

Article 116. Obligations des membres de la société commerciale

- (1) Le membre de la société commerciale est obligé de :
- a) verser son apport au capital social dans l'ordre, pour le montant, selon la procédure et dans les délais établis dans l'acte de constitution ;
 - b) ne pas révéler les informations confidentielles sur la société ;
 - c) porter immédiatement à la connaissance de la société le déplacement du domicile ou du siège, la modification du nom ou de la dénomination, d'autres informations nécessaires à l'exercice des droits et à l'exécution des obligations assumées par la société et ses membres ;
 - d) s'acquitter d'autres obligations prévues par la loi ou l'acte de constitution.
- (2) Sans l'accord préalable de la société de personnes, le membre ne peut pas exercer des activités similaires à celles qu'exerce la société. L'accord des membres est présumé jusqu'à preuve du contraire pour les activités à l'égard desquelles les membres étaient informés à la date de son acceptation en tant que membre.
- (3) En cas de manquement à l'alinéa 2, la société peut demander la réparation du préjudice, la cession des droits et obligations ou du bénéfice issu des actes conclus. La demande de réparation du préjudice ou de cession des droits et obligations ou du bénéfice se prescrit par trois mois à compter de la date à laquelle tous les membres ont pris connaissance ou devaient prendre connaissance de la conclusion de l'acte, mais au plus par un an à compter de la date de conclusion de l'acte juridique.

Article 117. Sociétés affiliées

Sont considérées comme affiliées les entreprises qui, dans les rapports qui les lient les unes aux autres, sont :

- a) des entreprises en possession majoritaire et des entreprises à participation majoritaire ;
- b) des entreprises dépendantes et dominantes ;
- c) réunies au sein d'un trust ;
- d) des entreprises à participation réciproque.

Article 118. Entreprises en possession majoritaire et entreprises à participation majoritaire

(1) Si une entreprise détient la majorité des voies ou une participation majoritaire dans le capital social d'une autre entreprise, indépendante du point de vue juridique, la première est une entreprise à participation majoritaire et la seconde est une entreprise en possession majoritaire.

(2) L'entreprise en possession majoritaire ne peut pas détenir, directement ou indirectement, de participation ou de voies dans l'entreprise à participation majoritaire.

(3) L'entreprise à participation majoritaire est subsidiairement responsable des obligations de l'entreprise en possession majoritaire si cette dernière devient insolvable par suite de l'exécution des ordres donnés par l'entreprise à participation majoritaire.

Article 119. Entreprise dépendante et entreprise dominante

(1) Les entreprises dépendantes sont celles à l'égard desquelles une autre entreprise (l'entreprise dominante) peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante.

(2) Une entreprise en possession majoritaire est présumée dépendante de l'entreprise qui y détient une participation majoritaire.

Article 120. Le trust et les entreprises du trust

(1) Les entreprises réunies sous une direction unique, sans qu'elles soient dépendantes les unes des autres, forment un trust. Chacune de ces entreprises est une entreprise du trust.

(2) Sont considérées comme des composantes d'un trust les entreprises qui ont passé un contrat par lequel une entreprise subordonne son administration à une autre entreprise ou s'engage à verser l'ensemble de son revenu à une autre entreprise, ou encore les entreprises dont l'une est intégrée (incorporée) dans l'autre.

(3) L'entreprise dominante et l'entreprise dépendante sont présumées former un trust.

§ 2. LA SOCIETE EN NOM COLLECTIF

Article 121. Dispositions générales relatives à la société en nom collectif

(1) La société en nom collectif est une société commerciale dont les membres exercent, en conformité avec les statuts, l'activité d'entrepreneur pour le compte de la société et sont indéfiniment et solidairement responsables de ses obligations. La clause qui limite la responsabilité n'est pas opposable aux tiers.

(2) Le nombre d'associés ne peut pas être inférieur à 2 et ne peut pas excéder 20 personnes physiques ou morales. Une personne physique ou morale peut être l'associé d'une seule société en nom collectif.

(3) La raison sociale de la société en nom collectif doit inclure le syntagme « société en nom collectif », en langue officielle, ou le sigle « SNC », le nom ou la dénomination des associés. Si elle ne comporte pas nom ou dénomination de tous les associés, la raison sociale doit inclure le nom ou la dénomination d'au moins un associé, suivis du syntagme « et compagnie », en langue officielle, ou l'abréviation « et C^{ie} ».

Article 122. L'acte de constitution de la société en nom collectif

(1) En plus de ce qui a été mentionné à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution d'une société en nom collectif doit comporter :

- a) le montant et la composition du capital social de la société, ainsi que le mode de versement des apports ;
 - b) le montant et la modalité de modification de toutes les participations détenues dans la société ;
 - c) la responsabilité des membres pour le manquement à l'obligation de déposer les fonds ;
 - d) la procédure d'adoption des décisions par les associés ;
 - e) la procédure d'admission de nouveaux associés ;
 - f) les motifs et la procédure de retrait et de révocation d'un associé.
- (2) L'acte de constitution ne peut être modifié qu'à l'unanimité de tous les associés.

Article 123. Direction de la société en nom collectif

(1) La direction de la société en nom collectif s'exerce avec l'accord de tous les associés. L'acte de constitution peut déterminer les décisions à prendre à la majorité des membres.

(2) Chaque membre de la société en nom collectif dispose d'un seul vote, à moins que l'acte de constitution ne prévoie autrement.

Article 124. L'administration de la société en nom collectif

(1) Chaque membre de la société en nom collectif a droit à agir au nom de la société, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution qui peut prévoir que tous les membres doivent agir conjointement ou que l'administration est confiée à un ou plusieurs membres ou à un tiers.

(2) Les pouvoirs de l'administrateur ne peuvent pas outrepasser l'objet social de la société. Les actes qui ne relèvent pas de l'objet social sont subordonnés au consentement de tous les associés.

(3) En cas d'administration en commun, les décisions doivent être prises à l'unanimité. Si l'administration est confiée à une ou plusieurs personnes, les autres membres doivent obtenir la procuration de celles-ci pour pouvoir passer des actes juridiques au nom de la société. Les stipulations statutaires limitant les pouvoirs des membres de la société ne sont pas opposables aux tiers, à moins que la société ne prouve qu'ils savaient ou qu'ils ne pouvaient pas ignorer que le membre n'était pas habilité à agir au nom de la société.

(4) Tout membre d'une société en nom collectif, qu'il soit ou qu'il ne soit pas habilité à administrer la société, a le droit de prendre connaissance de tous les documents concernant l'administration. La clause d'exclusion ou de limitation de ce droit est réputée non écrite.

Article 125. Représentation de la société en nom collectif

(1) Tous les membres d'une société en nom collectif ont le droit et l'obligation de la représenter.

(2) L'acte de constitution peut désigner un ou plusieurs membres pour représenter la société. Si tel est le cas, les autres associés n'ont pas le droit de la représenter.

(3) En cas de pluralité de représentants, ils ont le droit d'agir séparément, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution qui peut prévoir qu'ils doivent agir conjointement.

(4) En cas de désignation des administrateurs en dehors des associés, le droit de représenter la société en nom collectif peut être stipulé dans l'acte de constitution.

(5) Les personnes qui ont le droit de représenter la société en nom collectif doivent notifier leur désignation à l'organe d'enregistrement.

(6) Les stipulations de l'acte de constitution limitant le droit des associés de représenter la société en nom collectif ne sont pas opposables aux tiers de bonne foi. La bonne foi est présumée.

Article 126. Privation du droit d'administrer et de représenter la société en nom collectif et renonciation à ce droit

(1) Une personne peut être privée du droit d'administrer et de représenter la société en nom collectif par décision judiciaire pour cause légitime à la demande de tout associé. Le juste motif de la privation est lié, entre autres, à l'existence d'une faute grave de l'intéressé ou à l'impossibilité, pour celui-ci, d'exercer ses attributions.

(2) Tout membre peut renoncer, à tout moment, par déclaration adressée aux personnes chargées de l'administration et de la représentation, à son droit d'administrer et de représenter la société.

Article 127. Répartition des revenus et des pertes d'une société en nom collectif

(1) Les revenus et les pertes d'une société en nom collectif sont répartis entre ses membres proportionnellement à leurs participations dans le capital social, sauf stipulation contraire des statuts ou d'un accord entre parties. Tout accord en vertu duquel un membre

de la société ne participerait pas à la répartition des revenus ou des pertes de la société est nul.

(2) Si la société n'accepte pas les actes passés par un associé qui a agi dans l'intérêt de la société en outrepassant ses pouvoirs, l'associé a droit à lui demander la compensation des frais supportés, à concurrence du bénéfice ou des économies réalisés par la société à l'issue de ses actions.

(3) Si, du fait des pertes supportées, l'actif net d'une société en nom collectif passe en dessous du montant du capital social, le revenu obtenu par la société ne sera pas réparti entre ses membres jusqu'à ce que la valeur de l'actif net dépasse le montant du capital social.

Article 128. Responsabilité des membres de la société en nom collectif

(1) Les membres de la société en nom collectif sont subsidiairement et solidairement responsables des obligations de la société sur la totalité de leur patrimoine.

(2) Les membres de la société qui ne sont pas fondateurs de celle-ci sont solidairement responsables, à côté des autres membres, des obligations apparues avant leur entrée dans la société.

(3) Le membre qui s'est retiré de la société en nom collectif est responsable pour les obligations apparues après son retrait, solidairement avec les autres membres, durant un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du rapport d'activité pour l'année de retrait.

(4) L'associé qui fait l'objet d'une action en justice concernant les obligations de la société en nom collectif ne peut opposer que les exceptions auxquelles lui personnellement ou la société ont droit.

(5) Tout accord entre les membres d'une société en nom collectif qui limite ou abroge la responsabilité prévue au présent article est nul.

Article 129. Modifications de la composition de la société en nom collectif

(1) En cas de retrait, de décès, de déclaration d'absence ou d'incapacité d'une personne physique membre de la société en nom collectif, d'insolvabilité, d'ouverture de la procédure de réorganisation en vertu d'une décision judiciaire, de liquidation d'une personne morale membre de la société ou de poursuite par un créancier de la participation d'un membre dans le capital social, la société peut poursuivre son activité si la continuation est prévue par les statuts ou si les autres associés la décident à l'unanimité.

(2) Un associé de la société en nom collectif est révocable par décision de justice pour cause légitime à la demande unanime des autres associés.

(3) Si un associé décide de se retirer de la société en nom collectif, les participations au capital social des autres associés augmenteront d'autant, sauf stipulation contraire des statuts ou d'un accord entre les associés.

(4) L'associé d'une société en nom collectif peut céder, avec le consentement des autres associés, tout ou partie de sa participation au capital social à un autre associé ou à un tiers. En même temps que la participation, il est fait cession des droits de l'associé ayant cédé la participation, intégralement ou proportionnellement.

Article 130. Retrait d'un associé de la société en nom collectif

(1) L'associé d'une société en nom collectif a le droit de s'en retirer, à condition d'en informer au préalable les autres associés, au moins 6 mois avant le retrait.

(2) Tout accord intervenu entre les associés d'une société en nom collectif par lequel on renoncerait au droit de retrait de la société est nul.

Article 131. Effets du retrait d'un associé de la société en nom collectif

(1) L'associé qui décide de se retirer de la société reçoit la valeur d'une part du patrimoine correspondant à sa participation dans le capital social, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(2) L'associé qui se retire de la société en nom collectif et les autres associés peuvent convenir que, au lieu de recevoir ladite part du patrimoine en argent, celle-ci lui sera transmise en nature.

(3) La part du patrimoine due à l'associé qui se retire de la société ou la valeur de cette part se calcule conformément au bilan établi au moment du retrait.

Article 132. Conséquences du décès ou de la réorganisation d'un membre de la société en nom collectif

(1) Le successeur du membre de la société en nom collectif décédé ou réorganisé peut devenir associé à l'unanimité des membres, sous réserve d'interdiction stipulée dans l'acte de constitution. L'acte de constitution peut prévoir que la décision d'accepter un successeur en qualité d'associé est prise à la majorité des voies.

(2) Si les membres de la société en nom collectif n'acceptent pas les successeurs en tant qu'associés, la société est tenue de leur verser une part de l'actif net, calculée à la date du décès ou de la réorganisation proportionnellement à la participation détenue par l'associé décédé ou réorganisé dans le capital de la société.

(3) Le successeur du membre de la société en nom collectif est responsable, dans la limite du patrimoine qui lui a été dévolu, des obligations dont était responsable, conformément à l'article 128, alinéas 2 et 3, son prédécesseur.

Article 133. Poursuite de la participation du membre dans le capital social de la société en nom collectif

(1) La poursuite des parts sociales d'un membre de la société en nom collectif pour des dettes qui n'ont pas trait à sa participation à la société (dettes personnelles) n'est possible que si le reste de son patrimoine ne suffit pas à couvrir ses dettes. Dans cette hypothèse, les créanciers sont en droit de demander à la société de séparer une partie de son patrimoine proportionnellement à la participation du débiteur au capital social en vue de la poursuite de cette partie. La part du patrimoine susceptible d'être séparée ou sa valeur est déterminée conformément à un bilan dressé au moment de la demande de séparation, introduite par les créanciers.

(2) La poursuite du patrimoine proportionnellement à la participation du membre dans le capital social conditionne la révocation du membre et produit les effets prévus à l'article 128, alinéas 2 et 3.

Article 134. Dissolution de la société en nom collectif

- (1) La société en nom collectif prend fin s'il n'y reste qu'un seul membre.
- (2) Le dernier membre restant de la société en nom collectif dispose d'un délai de 6 mois pour réorganiser la société dans les conditions du présent code.

Article 135. Réorganisation de la société en nom collectif

(1) En cas de transformation de la société en nom collectif en société par actions, en société à responsabilité limitée ou en coopérative, les associés continuent de répondre, pendant trois ans, indéfiniment et solidairement des obligations nées avant la transformation.

(2) L'associé n'est pas exonéré de cette responsabilité même si, avant l'expiration du délai de trois ans, il aliène son droit de participation au capital social.

§ 3. SOCIETE EN COMMANDITE

Article 136. Dispositions générales sur la société en commandite

(1) La société en commandite est une société commerciale qui est constituée entre un ou plusieurs associés qui exercent l'activité d'entrepreneur au nom de la société et qui sont indéfiniment et solidairement responsables de ses obligations (commandités) et un ou plusieurs associés apporteurs de capitaux (commanditaires) qui ne participent pas à l'activité d'entrepreneur de la société et qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

(2) Une personne ne peut être commandité que dans une seule société en commandite. Le membre d'une société en nom collectif ne peut pas être commandité dans une société en commandite. Le commandité d'une société en commandite ne peut pas être membre d'une société en nom collectif.

(3) La raison sociale de la société en commandite doit comprendre le syntagme « société en commandite », en langue officielle, ou le sigle « SC », le nom ou la dénomination des commandités. Si elle ne comprend pas nom ou dénomination de tous les commandités, la raison sociale doit inclure le nom ou la dénomination d'au moins un commandité, suivis du syntagme « et compagnie », en langue officielle, ou l'abréviation « et C^{ie} ». Si la raison sociale comprend le nom ou la dénomination du commanditaire, celui-ci est tenu indéfiniment et solidairement des dettes de la société.

(4) Les dispositions concernant la société en nom collectif sont applicables à la société en commandite dans la mesure où le présent code ne comprend pas de normes spécifiques relatives à la société en commandite.

Article 137. L'acte de constitution de la société en commandite

En plus de ce qui a été mentionné à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution d'une société en commandite doit comporter :

- a) le montant et la composition du capital social de la société, ainsi que le mode de versement des apports ;
- b) le montant et la modalité de modification des participations de tous les commandités dans la société ;
- c) la responsabilité des commandités pour le manquement à l'obligation de déposer les fonds ;
- d) le montant total des apports faits par les commandités ;
- e) la procédure d'adoption des décisions par les associés ;
- f) la procédure d'admission de nouveaux associés ;
- g) les motifs et la procédure de retrait et de révocation d'un associé.

Article 138. Direction, administration et représentation de la société en commandite

(1) La direction de la société en commandite est assurée par les commandités. Le mode de direction, d'administration et de représentation de la société par les commandités est à déterminer par ceux-ci en conformité avec les dispositions du présent code relatives à la société en nom collectif.

(2) Les commanditaires n'ont pas le droit de participer à la direction et à l'administration de la société en commandite, de la représenter sans procuration, de contester les actes de direction, d'administration ou de représentation de la société, accomplis par les commandités dans la limite de son objet social. Pour les actes outrepassant ces limites, l'unanimité des associés est requise.

Article 139. Droits et obligations du commanditaire

(1) Le commanditaire a droit à :

- a) recevoir une fraction des bénéfices de la société, proportionnellement à sa participation dans le capital social, dans les conditions prévues par l'acte de constitution ;
- b) prendre connaissance des rapports et des bilans annuels et les vérifier par confrontation avec les données des registres et d'autres pièces justificatives ;
- c) se retirer de la société en fin d'exercice et se faire verser une fraction de son actif proportionnellement à sa participation dans le capital social, dans les conditions stipulées par l'acte de constitution ;
- d) céder tout ou partie de sa participation à un autre commanditaire ou, si c'est prévu par l'acte de constitution, à un tiers. Les commanditaires ont un droit préférentiel face aux tiers à l'achat de la participation (ou d'une partie de celle-ci).

(2) Les règles relatives à l'interdiction de la concurrence, telles que prévues à l'article 116, alinéa 2 et 3, ne sont pas applicables au commanditaire, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(3) Au moment de l'enregistrement de la société en commandite, le commanditaire est tenu de verser au moins 60 % de son apport, le solde devant être versé dans le délai fixé dans l'acte de constitution. Le dépôt de l'apport est confirmée par un certificat de participation, délivré par la société.

(4) L'acte de constitution de la société en commandite peut prévoir d'autres droits et obligations pour le commanditaire.

Article 140. Responsabilité en cas d'acceptation de la qualité de commanditaire

Celui qui devient commanditaire d'une société existante répondra, dans la limite de sa participation, même pour les obligations nées avant qu'il n'ait acquis la qualité d'associé. Une stipulation contraire n'est pas opposable aux tiers.

Article 141. Réduction de la participation du commanditaire

(1) La réduction de la participation d'un commanditaire n'est opposable aux tiers qu'après enregistrement de la réduction au registre d'Etat.

(2) La réduction de la participation n'est pas opposable aux créanciers titulaires de créances nées avant l'enregistrement de la réduction.

Article 142. Cession de la participation du commanditaire

(1) La participation du commanditaire peut être cédée à des tiers ou transmise par voie de succession sans le consentement des associés, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(2) Les commanditaires ont le droit de préemption en cas de cession de la participation. Les règles concernant la cession des participations dans une société à responsabilité limitée sont applicables de manière correspondante.

(3) La cession intégrale de la participation met fin à la qualité de commanditaire.

Article 143. Dissolution de la société en commandite

(1) En dehors de cas prévus à l'article 86, alinéa 1, la société en commandite sera dissoute si elle ne comporte plus aucun commandité ou aucun commanditaire et si, dans un délai de 6 mois à compter du retrait du dernier commandité ou du dernier commanditaire, la société ne s'est pas transformée ou n'a pas accepté un autre commandité ou un autre commanditaire.

(2) En cas de dissolution de la société en commandite, notamment du fait de l'insolvabilité, les commanditaires ont le droit de récupérer, de préférence aux commandités, le patrimoine de la société restant après satisfaction de toutes les prétentions de créanciers.

Article 144. Transformation de la société en commandite

(1) En cas de transformation de la société en commandite en société par actions, en société à responsabilité limitée ou en coopérative, les commandités continueront de répondre, durant les trois ans, indéfiniment et solidairement des engagements pris avant la transformation.

(2) La cession du droit à la participation avant l'expiration du délai de trois ans n'exonère en aucun cas le commandité de sa responsabilité.

§ 4. SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

Article 145. Dispositions générales concernant la société à responsabilité limitée

(1) La société à responsabilité limitée est une société commerciale dont le capital social est divisé en parts sociales, conformément à l'acte de constitution, et dont les obligations sont garanties avec le patrimoine de la société.

(2) La société à responsabilité limitée peut être constituée par une ou plusieurs personnes.

(3) Les membres de la société ne sont pas tenus de ses obligations. Ils ne supportent les pertes de la société qu'à concurrence de leur participation.

(4) L'associé ayant omis de verser l'apport souscrit dans le délai imparti répond subsidiairement des obligations de la société dans la limite de la fraction non-versée.

(5) La société à responsabilité limitée peut avoir une dénomination en toutes lettres ou abrégée. La dénomination en toutes lettres et la dénomination abrégée doivent comporter le syntagme « société à responsabilité limitée », en langue officielle, et respectivement l'abréviation « SARL ».

Article 146. L'acte de constitution de la société à responsabilité limitée

En plus de ce qui a été mentionné à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution de la société à responsabilité limitée doit indiquer :

- a) le montant du capital social ;
- b) la valeur nominale des participations.

Article 147. Le capital social de la société à responsabilité limitée

(1) Le montant du capital social de la société à responsabilité limitée est fixée par la loi.

(2) Le capital social de la société à responsabilité limitée est divisé en parts sociales.

Article 148. Le capital de réserve de la société à responsabilité limitée

(1) La société à responsabilité limitée est obligée de former un capital de réserve d'au moins 10% du montant du capital social.

(2) Il ne peut être eu recours au capital de réserve de la société à responsabilité limitée que pour couvrir les pertes ou aux fins d'une augmentation du capital.

(3) Le capital de réserve de la société à responsabilité limitée est formé par le versement annuel d'une fraction d'au moins 5 % de ses bénéfices nets, jusqu'à concurrence du montant fixé dans l'acte de constitution.

(4) Si la valeur de l'actif net de la société à responsabilité limitée passe en dessous du montant du capital social et de celui du capital de réserve, les versements dans le capital de réserve sont renouvelés.

Article 149. La part sociale de l'associé de la société à responsabilité limitée

(1) La part sociale de l'associé de la société à responsabilité limitée représente une fraction du capital social, fixée en fonction de son apport à ce capital.

(2) Un associé détient une seule part sociale. Le montant des parts sociales peut varier et elles sont indivisibles, sauf stipulations contraire de l'acte de constitution.

(3) Lorsqu'un associé acquiert une autre part sociale ou une fraction de la part sociale d'un autre associé, la part sociale du premier augmentera proportionnellement au montant de la part sociale acquise.

(4) L'acte de constitution de la société à responsabilité limitée peut fixer des limites pour le montant maximum de la part sociale des associés. Ces limites ne peuvent pas concerner qu'un certain associé.

(5) Sauf stipulation contraire de l'acte de constitution, les associés peuvent changer le co-rapport entre les parts sociales.

(6) La société à responsabilité limitée remet aux associés ayant versé l'intégralité de leur apport un certificat attestant de la détention de la part sociale et du montant de celle-ci.

(7) Les contributions supplémentaires au capital social se font en conformité avec les stipulations des statuts, proportionnellement aux apports de chaque associé. L'acte de constitution peut limiter l'obligation de verser des contributions supplémentaires à un certain montant fixé proportionnellement aux apports.

Article 150. La part sociale des conjoints dans une société à responsabilité limitée

(1) La part sociale des conjoints, acquise durant le mariage, est soumise au régime juridique de la propriété commune en indivision.

(2) Le conjoint de l'associé ne peut pas demander la division de la part sociale, ni son acceptation en tant qu'associé, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

Article 151. Rachat de ses propres parts sociales par la société à responsabilité limitée

(1) La société à responsabilité limitée ne peut racheter ses propres parts sociales, intégralement acquittées, que dans les cas suivants :

a) décision de l'assemblée générale à la demande de l'associé qui se propose de vendre tout ou partie de sa part sociale ;

b) rachat auprès des successeurs d'un associé décédé ;

c) exécution forcée des créances du créancier de l'associé ;

d) révocation de l'associé.

(2) La société à responsabilité limitée ne peut racheter des parts sociales que sur l'actif dont elle dispose en sus du capital social et d'autres fonds qu'elle est obligée de constituer et qui ne peuvent pas être affectés aux associés.

(3) Le rachat d'une part sociale par la société à responsabilité limitée ne lui procure pas, en rémunération de cette part sociale, une fraction du profit réparti, ni le droit de voter lors des assemblées des associés.

(4) La société à responsabilité limitée est obligée de réduire le capital social proportionnellement à la valeur de la part sociale rachetée, si celle-ci n'est pas aliénée dans un délai de 6 mois à compter de l'acquisition.

Article 152. Cession des parts sociales dans une société à responsabilité limitée

(1) Les parts sociales ou les fractions de parts sociales sont librement cessibles au conjoint, aux parents et alliés en ligne directe sans limite et en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré inclus, ainsi qu'à la société à responsabilité limitée, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(2) L'associé ne peut céder la part sociale qu'après avoir versé l'intégralité de l'apport souscrit, sauf le cas de succession.

(3) En cas de cession de la part sociale à une personne autre que celles qui viennent d'être énumérées à l'alinéa 1, les associés ont le droit de préemption. La cession se fait dans les conditions des alinéas 4 – 9.

(4) L'associé qui envisage de céder tout ou partie de la part sociale notifie son intention à l'administrateur de la société. Celui-ci la porte à la connaissance des associés dans les 15 jours qui suivent la notification.

(5) Les associés doivent formuler par écrit leur agrément et le transmettre à l'administrateur dans les 15 jours. L'associé indique le montant de la fraction du capital social qu'il envisage d'acquérir.

(6) En cas de pluralité d'acquéreurs, chacun d'entre eux acquiert la fraction sollicitée de la part sociale. A défaut d'accord entre ceux-ci, la part sociale est distribuée proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun.

(7) Si les associés ou la société ne rachètent pas la part sociale dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification, celle-ci peut être cédée à un tiers contre un prix qui ne soit pas inférieur au prix indiquée dans l'offre initiale.

(8) En cas d'inobservation du droit de préemption lors de la vente de tout ou partie d'une part sociale, chaque associé dispose d'un délai de trois mois à compter de l'accomplissement de l'acte pour demander par voie judiciaire que lui soient transférés les droits et obligations de l'acquéreur.

(9) L'acte de cession de la part sociale doit être authentifié conforme.

(10) Toute stipulation contraire aux prévisions des alinéas 2 – 9 est réputée non-écrite.

Article 153. Poursuite de la part sociale par les créanciers de l'associé

(1) Dans l'impossibilité d'assurer l'exécution de leurs créances sur d'autres biens de l'associé, les créanciers de celui-ci, munis d'un titre d'exécution, peuvent poursuivre sa part sociale.

(2) Les créanciers exercent leur droit sur la part sociale dans les conditions de l'article 152.

Article 154. Révocation des associés de la société à responsabilité limitée

(1) L'assemblée générale des associés, l'administrateur, un ou plusieurs associés peuvent demander la révocation d'un associé si celui-ci :

a) a été mis en retard et n'a pas versé intégralement l'apport souscrit dans le délai supplémentaire ;

b) en tant qu'administrateur, commet des fraudes en nuisant à la société, se sert des biens de la société dans son intérêt personnel ou dans l'intérêt d'un tiers.

(2) Un associé n'est révocable que par décision judiciaire.

(3) Il sera restitué à l'associé révoqué, dans un délai de 6 mois, l'apport versé, après déduction des dédommagements dus. L'obligation de réparation du préjudice subsiste dans la partie qui n'a pas été couverte par l'apport non-versé .

Article 155. Direction, administration et représentation de la société à responsabilité limitée

Les normes de direction, d'administration et de représentation de la société à responsabilité limitée sont établies par la présente loi et par ses statuts.

§ 5. SOCIETE PAR ACTIONS

Article 156. Dispositions générales concernant la société par actions

(1) La société par actions est une société commerciale dont le capital social est divisé en actions et dont les obligations sont garanties avec le patrimoine de la société.

(2) La société par actions peut être constituée par une ou plusieurs personnes.

(3) Les actionnaires ne répondent pas des obligations de la société. Ils ne supportent les pertes résultant de l'activité de la société qu'à concurrence de leur apport.

(4) L'actionnaire n'ayant pas versé dans le délai imparti l'apport souscrit répond subsidiairement des obligations de la société, dans la limite de la fraction non-versée.

(5) La dénomination de la société par actions est en toutes lettres ou abrégée. La dénomination en toutes lettres et la dénomination abrégée doivent comporter le syntagme « société par actions », en langue officielle, et respectivement l'abréviation « S.A. ».

Article 157. L'acte de constitution de la société par actions

En plus de ce qui vient d'être mentionnée à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution de la société par actions doit comporter :

a) le nom ou la dénomination des fondateurs ;

b) le montant du capital social ;

c) le nombre, le type et la valeur nominale des actions, les classes d'actions et le nombre d'actions de chaque classe ;

d) le montant de l'apport et le nombre d'actions attribuées à chaque fondateur ;

e) le nombre, le type, la valeur nominale, le taux d'intérêt et les délais d'extinction des obligations émises par la société ;

f) le mode de tenue des registres de la société ;

g) l'ordre de conclusion des contrats en cas de conflit d'intérêt.

Article 158. Le capital social de la société par actions

(1) Le montant minimum du capital social de la société par actions est fixé par la loi.

(2) Le capital social de la société par actions est formé par le placement des actions entre les actionnaires et représente la valeur des apports en numéraire et en nature versés proportionnellement au nombre et à la valeur des actions souscrites.

(3) Les actions émises à la constitution de la société par actions sont intégralement placées entre les fondateurs.

(4) Les fondateurs sont obligés de payer les actions souscrites avant l'enregistrement de la société par actions si l'apport est en numéraire ou dans un délai de trente jours à compter de l'enregistrement si l'apport est en nature.

(5) Si l'actif de la société par actions passe en dessous du montant minimum établi par la loi sans que l'assemblée d'actionnaires ait décidé de couvrir les pertes ou de transformer la société, celle-ci sera dissoute.

Article 159. Placement de l'émission supplémentaire d'actions

(1) L'émission supplémentaire d'actions est publique si celles-ci ne sont pas intégralement souscrites par les actionnaires.

(2) Les conditions de l'émission supplémentaire d'actions sont fixées dans la loi et sont les mêmes pour tous les souscripteurs.

Article 160. Le capital de réserve de la société par actions

(1) La société par actions est obligée de former un capital de réserve d'au moins 10% du montant du capital social.

(2) Il ne peut être eu recours au capital de réserve que pour couvrir les pertes ou aux fins d'une augmentation du capital.

(3) Le capital de réserve de la société par actions est formé par le versement annuel d'une fraction d'au moins 5 % de ses bénéfices nets, jusqu'à concurrence du montant fixé dans l'acte de constitution.

(4) Si la valeur de l'actif net de la société par actions passe en dessous du montant du capital social et de celui du capital de réserve, les versements dans le capital de réserve sont renouvelés.

Article 161. Des actions

(1) Les actions sont les parts résultant de la division du capital social d'une société par actions en conformité avec l'acte de constitution.

(2) Les actions attestent du droit de l'actionnaire de participer à la gestion de la société, de percevoir des dividendes ou une part de la valeur des biens de la société en cas de liquidation de celle-ci, ainsi que d'autres droits prévus par la loi ou par l'acte de constitution de la société.

(3) Les types d'actions sont déterminés par l'acte de constitution. A défaut, elles seront au porteur. Les actions nominatives peuvent être matérialisées par un titre ou simplement être inscrites dans un compte.

(4) Les actions ne peuvent pas être émises pour un montant inférieur à leur valeur nominale.

(5) Il ne pourra être procédé à une nouvelle émission d'actions avant que ne soient libérées les actions de l'émission précédente.

(6) On émet des actions pour un montant total au moins égal au montant du capital social.

(7) L'action est indivisible. Si une action est détenue par plusieurs personnes, celles-ci sont considérées comme un seul actionnaire exerçant ses droits par l'intermédiaire d'un représentant.

(8) Les types d'actions, le régime juridique et le mode de circulation de celles-ci sont réglementés par la loi.

Article 162. Rachat des actions (actions de trésor)

(1) L'action de trésor est l'action que la société par actions émettrice a rachetée à son actionnaire.

(2) La société par actions ne peut acquérir ses propres actions ni directement ni indirectement, par le biais de personnes agissant en leur propre nom pour le compte de cette société, à moins que l'assemblée générale d'actionnaires n'ait décidé autrement en ce qui concerne le respect des dispositions du présent article.

(3) La valeur de ses propres actions que peut acquérir la société par actions, y inclus celles de son portefeuille, ne peut pas excéder 10% du capital social souscrit.

(4) Seules les actions intégralement libérées peuvent être rachetées et à condition que le capital social souscrit ait été intégralement versé.

(5) La société par actions ne peut racheter ses propres actions qu'avec l'actif qu'elle détient en sus du capital social et d'autres fonds qu'elle est obligée de constituer et qu'il est interdit d'affecter aux associés.

(6) En cas de manquement aux dispositions des alinéas 2 – 5, les actions rachetées seront cédées dans un délai maximum d'une année à compter de leur souscription. A défaut, les actions seront annulées, la société étant obligée de réduire d'autant son capital social.

(7) Les restrictions prévues aux alinéas 2 – 6 ne sont pas applicables lorsque la société acquiert un nombre déterminé de ses propres actions, intégralement libérées :

a) à l'effet d'une réduction du capital social, par l'annulation de ses propres actions pour un montant correspondant ;

b) en vue de céder un certain nombre de ses propres actions au personnel de la société, dans les limites et conditions approuvées par l'assemblée générale d'actionnaires ;

c) par voie de succession universelle, à l'occasion d'une fusion ou par décision judiciaire prononcée dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée à l'égard d'un débiteur de la société ;

d) à titre gratuit ;

e) aux fins de régularisation du cours de ses propres actions sur le marché boursier ou sur le marché organisé extraboursier avec l'autorisation de la Commission Nationale des Valeurs Mobilières.

(8) L'action de trésor ne procure pas à la société le droit au vote lors des assemblées générales d'actionnaires, le droit à un dividende ou le droit à une fraction du patrimoine en cas de liquidation de la société.

Article 163. Des obligations

(1) La société par actions peut émettre des obligations au porteur ou nominatives. Les obligations non-matérialisées ne peuvent être que nominatives.

(2) La valeur nominale de l'ensemble des actions placées par la société ne doit pas excéder le montant du capital social.

(3) L'obligation procure à son détenteur le droit à l'intérêt promis par l'émetteur, ainsi que, en fin de période pour laquelle elle est émise, le droit à la valeur nominale de celle-ci. Les obligations peuvent être converties en actions.

(4) L'obligation ne peut pas être émise pour une période inférieure à une année.

(5) L'émission des obligations ne peut se faire que par appel public à l'épargne et elles sont payables en numéraires. Le règlement à tempérament des obligations n'est pas admissible.

(6) Il ne peut être procédé à l'émission d'obligations à l'effet de constituer, de compléter ou d'augmenter le capital social.

(7) Les types d'obligations, le régime juridique et le mode de circulation de celles-ci sont réglementés par la loi.

Article 164. Registre des actionnaires et registre des obligataires

(1) La société émettrice d'actions et d'obligations nominatives tient un registre des actionnaires et un registre des obligataires.

(2) Si la société dénombre plus de 50 actionnaires ou obligataires, les registres sont tenus par enregistreur indépendant.

(3) Le registre des actionnaires et le registre des obligataires doivent comporter :

a) dénomination, siège et numéro d'immatriculation de la société émettrice, numéro d'immatriculation de chaque émission, attribué par la Commission Nationale des Valeurs Mobilières ;

b) nom, prénom, autres données de l'acte d'identité, domicile de la personne physique actionnaire ou obligataire ; dénomination, siège et numéro d'immatriculation de la personne morale actionnaire ou obligataire ;

c) nombre d'actions et d'obligations, type, classe et valeur nominale des actions ou obligations détenues par chaque actionnaire ou obligataire ;

d) date à laquelle chaque actionnaire ou obligataire a acquis ou a cédé des actions ou des obligations.

(4) Le registre doit comporter une rubrique spéciale où soit fait mention de la saisie, du nantissement ou d'autres charges grevant les actions ou obligations de chaque actionnaire ou obligataire.

Article 165. Certificat d'actions ou d'obligations

(1) La société par actions est obligée de remettre des certificats d'actions ou d'obligations aux détenteurs d'actions ou d'obligations non-matérialisées.

(2) Le certificat confirme que la personne qui en est le titulaire détient un certain nombre d'actions ou d'obligations de la société émettrice. Le certificat n'est pas un titre de valeur, et sa transmission n'équivaut pas à un mouvement de titres de valeurs.

Article 166. Droit d'aliénation des actions et obligation de rachat

(1) L'actionnaire peut librement céder les actions détenues.

(2) La société est obligée de racheter les actions émises par elle dans les cas suivants :

- a) expiration du délai de rachat fixé lors de l'émission des actions ;
- b) insertion dans l'acte de constitution de clauses limitant les droits de l'actionnaire ;
- c) conclusion de contrats de grande valeur sur la base d'une décision de l'assemblée générale d'actionnaires ;
- d) transformation de la société, si le rachat des actions en est une condition.

(3) L'actionnaire a droit à demander le rachat des actions s'il n'a pas été informé ou si on ne lui a pas permis de participer à l'assemblée ayant statué sur les questions mentionnées à l'alinéa 2, lettres b – d, ou s'il a voté contre la décision adoptée et a demandé qu'il en soit fait mention dans le procès-verbal.

(4) L'actionnaire n'a pas le droit de demander le rachat des actions:

- a) dans les cas stipulés à l'alinéa 2, lettres b – d, si les actions ont été portées sur le listing de la bourse de valeurs ;
- b) si une décision de liquidation de la société a été prise.

(5) La décision de rachat des actions est adoptée par l'assemblée générale d'actionnaires, à moins que l'acte de constitution n'attribue cette prérogative au conseil de la société.

(6) Les actions sont rachetées au prix du marché, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

Article 167. Droits supplémentaires des actionnaires titulaires de 5% des actions

Avec 5% des actions avec droit de vote, les actionnaires ont droit à :

- a) demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'assemblée générale ;
- b) proposer des candidats au conseil de la société et pour le poste de commissaire au compte ;
- c) demander la convocation d'une séance extraordinaire du conseil de la société ;
- d) demander en justice la désignation des membres du conseil de la société si ceux-ci ne sont pas élus au cours de 2 assemblées générales d'actionnaires.

Article 168. Droits supplémentaires des actionnaires titulaires de 10% des actions

Avec 10% des actions avec droit de vote, les actionnaires ont droit à :

- a) demander la réalisation de contrôles extraordinaires sur la société ;
- b) demander que soit déterminé du coût du placement des actions d'une émission supplémentaire si la demande repose sur les conclusions d'un auditeur ;
- c) demander, au nom de la société, réparation du préjudice causé à celle-ci par les membres de ses organes.

Article 169. Direction, administration et représentation de la société par actions

Les normes de direction, d'administration et de représentation de la société par actions sont établies par la loi et par ses statuts.

Article 170. Accès des actionnaire aux informations de la société par actions

(1) Au moins 10 jours avant la tenue l'assemblée générale annuelle d'actionnaires, la société par actions est obligée de publier son bilan, le compte de résultat, la valeur comptable des actions et obligations, autres données requises par la loi.

(2) La société par actions est obligée de mettre à la disposition des actionnaires, dans les conditions de la loi et de l'acte de constitution, des renseignements concernant la direction, l'administration et la représentation de la société, des renseignements concernant la situation financière et autres, y inclus l'acte de constitution, le certificat d'enregistrement de la société et des actions, les règlements de la société, les procès-verbaux des assemblées générales, du conseil, la liste des membres du conseil, des administrateurs, les contrats conclu avec l'enregistreur, avec l'auditeur, les rapports comptables et fiscaux, les rapports des commissaires aux comptes.

(3) A la demande des actionnaires, la société est obligée de délivrer, aux frais des demandeurs, copies et extraits des documents indiqués à l'alinéa 2.

Section 3 COOPERATIVES

Article 171. Dispositions générales concernant les coopératives

(1) La coopérative est une association bénévole de personnes physiques et morales, organisée selon des principes corporatifs, visant à favoriser et à garantir, par les actions communes de ses membres, leurs intérêts économiques et d'autres intérêts légaux.

(2) La coopérative ne peut pas comporter moins de 5 membres. Peuvent être membres d'une coopérative les personnes physiques de 16 ans et les personnes morales.

(3) Les membres de la coopérative supportent les pertes dans la limite de leur apport au patrimoine de la coopérative, y inclus la fraction non encore versée.

(4) La dénomination d'une coopérative doit comporter le mot « coopérative » et indiquer, en langue officielle, le but principal de son activité.

(5) Les particularités et le statut juridique de divers types de coopératives, ainsi que les droits et obligations de ses membres sont établis par le présent code et d'autres lois.

Article 172. Statuts de la coopérative

- (1) Les statuts de la coopérative doivent indiquer :
- a) la dénomination ;
 - b) l'objet social et le but ;
 - c) le siège ;
 - d) les apports des membres au capital social, le mode et le délai de versement de ceux-ci ;
 - e) les contributions en numéraire et en nature auxquelles peuvent être astreints les associés, ainsi que la nature et la valeur de ces contributions ;
 - f) la structure, les attributions, le mode de constitution et de fonctionnement des organes de direction de la société ;
 - g) le mode de représentation ;
 - h) les règles de convocation des assemblées générales de membres ;
 - i) les filiales et les représentations de la société ;
 - j) autres données requises par la loi.
- (2) Sont réputées non écrites, à moins qu'elles ne soient insérées dans les statuts, les stipulations concernant :
- a) les apports en natures, leur objet, leur valeur estimée et le membre qui les verse ;
 - b) la responsabilité individuelle des membres ;
 - c) toute dérogation à la loi en ce qui concerne l'entrée dans la coopérative, le retrait et la révocation du membre ;
 - d) l'étendue et les restrictions au droit de vote du membre ;
 - e) le calcul et l'affectation de l'excédent positif de l'exercice financier et en cas de liquidation ;
 - f) le quota dans la limite duquel certains membres peuvent participer au capital social.
- (3) Les statuts peuvent prévoir d'autres clauses qui ne soient pas contraires à la loi.
- (4) Les statuts sont rédigés en langue officielle et sont signés par tous les membres fondateurs.

Article 173. Enregistrement de la coopérative

L'enregistrement d'Etat des coopératives suit les règles établies pour les sociétés commerciales.

Article 174. Le capital social de la coopérative

- (1) La coopérative a un capital social variable. Il représente la somme de toutes les participations des membres de la coopérative, en conformité avec les statuts.
- (2) A l'enregistrement de la coopérative, le membre est obligé de verser l'intégralité de sa participation, sauf stipulation contraire des statuts.

(3) Les membres de la coopératives disposent d'un délai de deux mois à compter de l'approbation du bilan annuel pour récupérer les pertes de la coopératives par des contributions supplémentaires. En cas de manquement à cette obligation, la coopérative peut être dissoute par décision judiciaire à la demande es créanciers. Les membres de la coopérative sont subsidiairement et solidairement responsables de ses obligations à concurrence de la fraction non-versée de la contribution supplémentaire de chaque membre.

(4) Le patrimoine restant après liquidation de la coopérative est réparti entre ses membres en conformité avec ses statuts.

Article 175. Gestion de la coopérative

(1) L'organe suprême de gestion de la coopérative est l'assemblée générale de ses membres. Les coopératives comportant plus de 50 membres peuvent se doter d'un conseil de surveillance chargé d'exercer le contrôle de l'activité des organes exécutifs. Les membres du conseil de surveillance n'ont pas le droit d'agir au nom de la coopérative.

(2) Les organes exécutifs de la coopérative – le conseil d'administration et/ou le président de la coopérative – assurent l'administration courante et sont placés sous l'autorité du conseil de surveillance et de l'assemblée générale.

(3) Le président de la coopérative, les membres du conseil de surveillance et du conseil d'administration ne peuvent avoir que la qualité de membres de la coopérative. Une personne ne peut pas cumuler le mandat de membre du conseil de surveillance avec celui de membre du conseil d'administration ou avec le mandat de président de la coopérative.

(4) La compétence des organes de gestion de la coopérative et la procédure d'émission des décisions sont établies par la loi et les statuts de la coopérative.

(5) L'assemblée générale est exclusivement compétente pour :

- a) modifier les statuts ;
- b) former le conseil de surveillance et révoquer les membres de celui-ci, attribuer et retirer certains pouvoirs aux organes exécutifs de la coopérative, à moins que les statuts ne réservent cette prérogative au conseil de surveillance ;
- c) approuver les rapports et le bilan comptable annuel, la répartition des pertes ;
- d) statuer sur la transformation et la liquidation de la coopérative.

(6) Les lois traitant des coopératives et les statuts de la coopérative peuvent faire rentrer d'autres questions dans la compétence exclusive de l'assemblée générale. Les questions relevant de la compétence exclusive de l'assemblée générale et du conseil de surveillance ne peuvent pas être rattachées à la compétence des organes exécutifs de la coopérative.

(7) Le membre de la coopérative dispose d'un seul vote à l'assemblée générale.

Article 176. Acquisition de la qualité de membre

(1) La coopérative peut faire entrer à tout moment de nouveaux membres.

(2) Les statuts peuvent établir certaines conditions particulières pour l'admission de nouveaux membres.

Article 177. Cessation de la qualité de membre de la coopérative et restitution de la participation

(1) La qualité de membre de la coopérative prend fin par retrait, révocation, décès ou liquidation.

(2) Le membre a droit à se retirer de la coopérative avant l'adoption de la décision de liquidation.

(3) Le membre qui décide de se retirer de la coopérative a droit à la compensation de la valeur de la participation ou à une fraction du patrimoine proportionnellement à sa participation. Les calculs sont opérés sur la base du bilan du jour de retrait et si le retrait a lieu au cours de l'exercice financier, la restitution se fera conformément au dernier bilan.

(4) Sauf stipulation contraire des statuts, le membre de la coopérative peut céder à tout moment sa participation à un autre membre ou à un tiers qui est sur le point de devenir membre, en se retirant de la sorte de la coopérative sans réclamer la fraction de patrimoine qui lui est due.

(5) Le membre de la coopérative est révocable par décision de l'assemblée générale pour non-exécution ou exécution non-conforme des obligations qui lui incombent au titre des statuts de la coopérative. Le membre révoqué a droit à se faire restituer la participation dans les conditions de l'alinéa 3.

(6) La participation est transmissible par voie de succession, sauf stipulation contraire des statuts de la coopérative. S'ils ne peuvent pas devenir membres de la coopérative, les successeurs se feront acquitter à valeur de la participation.

(7) La poursuite de la participation pour des dettes personnelles n'est admissible que si les autres moyens du membre de la coopérative ne suffisent pas à couvrir ces dettes dans les conditions de la loi et des statuts de la coopérative.

Article 178. Transformation et liquidation de la coopérative

La transformation et la liquidation de la coopérative sont soumises aux règles établies pour la société commerciale.

§ 4. ENTREPRISES D'ETAT ET ENTREPRISES MUNICIPALES

Article 179. Entreprises d'Etat et entreprises municipales

(1) Les entreprises d'Etat sont constituées et dotées par le Gouvernement ou autres organes habilités par la loi.

(2) Les entreprises municipales sont constituées et dotées d'un patrimoine par les autorités de l'administration publique locale.

(3) Les entreprises d'Etat et municipales sont dotées de personnalité morale et sont responsables de leurs obligations sur la totalité de leur patrimoine.

(4) L'Etat et les collectivités territoriales ne sont pas responsables des obligations des entreprises d'Etat et municipales. Ces entreprises ne sont pas responsables des obligations de l'Etat et des collectivités territoriales.

(5) Les particularités de la constitution, du fonctionnement et de la cessation de l'activité des entreprises d'Etat et municipales sont réglementées par le présent code, par

la législation relative aux entreprises d'Etat et municipales, par la loi sur l'administration publique locale et d'autres actes normatifs, ainsi que par les statuts-type de ces entreprises.

Section 5

ORGANISATIONS NON-COMMERCIALES

Article 180. Dispositions générales concernant les organisations non-commerciales

(1) L'organisation non-commerciale est une personne morale dont le but est autre que la recherche d'un profit.

(2) Ont le statut d'organisations non-commerciales :

- a) l'association ;
- b) la fondation ;
- c) l'institution.

Article 181. L'association

(1) L'association est une organisation non-commerciale constituée bénévolement par des personnes physiques et morales réunies, dans les conditions de la loi, par une communauté d'intérêts qui ne soient pas contraires à la loi, dont le but est la satisfaction de certains besoins immatériels.

(2) L'association peut revêtir la forme d'association publique, d'association religieuse, de parti et d'autre organisation socio-politique, de syndicat, d'union de personnes morales, de patronat, d'autres formes.

(3) La qualité de membre d'association est consignée.

(4) Le patrimoine transmis à l'association par les fondateurs (associés) constitue sa propriété. L'association emploie ce patrimoine conformément aux buts fixés dans ses statuts.

(5) Les membres perdent tous droits sur le patrimoine transmis à l'association, de même que sur les cotisations de membre. Ils ne répondent pas des obligations de l'association tout comme cette dernière ne répond pas des obligations de ses membres.

(6) Les particularités de la constitution et de l'activité, le statut juridique de différents types d'associations sont établis par le présent code et d'autres lois.

Article 182. La fondation

(1) La fondation est une organisation non-commerciale, sans membres, constituée par une ou plusieurs personnes physiques et morales, dotée d'un patrimoine distinct de celui de ses fondateurs, destiné à la réalisation des buts fixés dans l'acte de constitution.

(2) La fondation peut également être constituée par testament.

Article 183. L'institution

(1) L'institution est une organisation non-commerciale constituée par un fondateur (plusieurs fondateurs) en vue d'exercer des fonctions d'administration, sociales, culturelles, d'enseignement et d'autres fonctions à caractère non-commercial, financée en tout ou en partie par celui-ci (ceux-ci).

(2) Le fondateur transmet le patrimoine à l'institution à titre de propriété, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(3) Peuvent avoir la qualité de fondateur les personnes physiques et morales, y inclus les personnes morales de droit public.

(4) Le fondateur est responsable des obligations de l'institution dans la mesure où le patrimoine de celle-ci ne suffit pas à les éteindre.

(5) L'institution peut être publique ou privée.

Article 184. L'institution publique

(1) L'institution publique est constituée sur la base d'un acte émis par l'autorité publique et elle est financée, en tout ou en partie, du budget de cette dernière.

(2) L'institution publique n'a pas le droit d'instituer d'autres personnes morales, à l'exception de l'union de personnes morales.

Article 185. L'institution privée

(1) L'institution privée est constituée par décision d'une personne physique ou morale de droit privé qui la dote en conformité avec le but fixé.

(2) La décision de constitution de l'institution doit être authentifiée conforme.

Article 186. Statuts de l'organisation non-commerciale

(1) L'organisation non-commerciale exerce son activité en conformité avec les statuts, sauf disposition contraire de la loi.

(2) Les statuts doivent comporter les signatures de tous les fondateurs, sauf disposition contraire de la loi.

(3) Les statuts de l'organisation non-commerciale doivent indiquer :

- a) dénomination ;
- b) but et objet social ;
- c) siège ;
- d) nom et prénom, domicile, date de naissance, nationalité et autres données de l'acte d'identité des fondateurs ;
- e) conditions et modalité d'admission dans l'organisation non-commerciale, procédure de retrait et de révocation des membres (pour les associations) ;
- f) mode de formation du patrimoine, contributions des fondateurs et cotisations périodiques des membres ;
- g) procédure de nomination et de révocation des membres des organes ;
- h) mode de constitution et de liquidation des filiales ;
- i) mode et conditions de transformation ;
- j) mode de liquidation de l'organisation ;

k) autres données requises par la loi pour le type respectif d'organisation non-commerciale.

(4) D'autres clauses peuvent également être prévues dans les statuts, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la loi.

Article 187. Genres d'activités des organisations non-commerciales

(1) Les organisations non-commerciales ont le droit d'exercer toute activité que la loi n'interdit pas, ayant trait aux buts fixés dans les statuts.

(2) L'activité que la loi subordonne à l'obtention d'une autorisation ne pourra être exercée par les organisations non-commerciales qu'après obtention de l'autorisation.

Article 188. L'activité économique de l'organisation non-commerciale

(1) L'organisation non-commerciale a droit à exercer une activité économique qui découle directement du but fixé dans les statuts.

(2) Pour exercer une activité économique qui ne découle pas directement du but fixé dans les statuts, les organisations non-commerciales peuvent constituer des sociétés commerciales ou coopératives.

(3) Le droit de certaines catégories d'organisations non-commerciales de créer des sociétés commerciales peut faire l'objet de restrictions fixées par la loi.

Article 189. Direction, administration et représentation de l'organisation non-commerciale

Les règles de direction, d'administration et de représentation de l'organisation non-commerciale sont fixées par la loi et ses statuts.

Article 190. Conflit d'intérêts

(1) L'organisation non-commerciale doit éviter les conflits d'intérêts dans le cadre de son activité. Si pourtant de tels conflits apparaissent, elle les règlera en conformité avec l'article 191.

(2) Le conflit d'intérêts correspond à la situation dans laquelle un acte juridique relatif au patrimoine de l'organisation non-commerciale est passé entre celle-ci et la personne intéressée.

(3) Aux termes du présent article, sont considérés comme des personnes intéressées : le dirigeant de l'entreprise, les membres des organes de direction et de contrôle, les employés, ainsi que toute autre personne qui, grâce aux relations spécifiques avec l'organisation non-commerciale, peut conditionner la prise de décisions concernant la conclusion d'actes juridiques au nom de l'organisation avec soi-même ou avec des personnes avec lesquelles il est en relations de parenté jusqu'au troisième degré inclus, en relations de travail, ou avec des personnes dont il est créancier.

Article 191. Règlement du conflit d'intérêts

(1) Les actes juridiques à conflit d'intérêts doivent être préalablement approuvés par l'organe suprême de l'organisation commerciale, à moins que les statuts n'aient établi la compétence d'un autre organe collégial.

(2) La personne intéressée est obligée de réparer le préjudice subi par l'organisation non-commerciale du fait de la conclusion d'un acte juridique à conflit d'intérêts, si celui-ci n'a pas été approuvé par l'organe compétent.

(3) En sus de la réparation du préjudice, la personne intéressée doit restituer à l'organisation non-commerciale tout le revenu obtenu à la suite de la conclusion de l'acte juridique à conflit d'intérêts. Si le préjudice résulte de l'action de plusieurs personnes intéressées, celles-ci seront solidairement responsables à l'égard de l'organisation non-commerciale.

Section 6

PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AUX RAPPORTS REGIS PAR LA LEGISLATION CIVILE.

Article 192. La République de Moldova et ses collectivités territoriales vues comme sujets de droit civil

(1) La République de Moldova et les collectivités territoriales participent aux rapports régis par la législation civile selon le principe de l'égalité des participants à ces rapports - personnes physiques et morales.

(2) Les sujets indiqués à l'alinéa (1) sont soumis aux règles qui régissent la participation des personnes morales aux rapports régis par la législation civile, à moins qu'il ne ressorte le contraire de la loi ou du caractère spécifique de ces sujets .

Article 193. Modalités de participation de la République de Moldova et des collectivités territoriales aux rapports régis par la législation civile

(1) Les autorités de l'administration publique centrale peuvent obtenir et exercer des droits et obligations patrimoniaux et personnels extra-patrimoniaux au nom de la République de Moldova, ainsi que la représenter devant un tribunal, dans les limites de leur compétence.

(2) Les autorités de l'administration publique locale peuvent obtenir et exercer des droits et obligations patrimoniaux et personnels extra-patrimoniaux au nom des collectivités territoriales, dans les limites de leur compétence.

(3) Dans les cas et selon le mode prévu par la loi, par les décrets du Président de la République de Moldova, par les arrêts du Gouvernement et par les actes des autorités de l'administration publique locale, les personnes physiques et morales peuvent agir en leur nom en vertu d'une autorisation spéciale. Les règles du mandat sont appliquées dans la mesure où elles ne contreviennent pas à l'essence du rapport juridique ou ne prévoient pas expressément le contraire.

Article 194. La responsabilité civile de la République de Moldova et des collectivités territoriales

(1) La République de Moldova et ses collectivités territoriales répondent des obligations sur tous les biens qui leur appartiennent à titre de propriété.

(2) La République de Moldova n'est pas responsable des obligations des collectivités territoriales.

(3) Les collectivités territoriales ne sont pas responsables des obligations de la République de Moldova.

(4) Les dispositions des alinéas (2) et (3) ne seront pas prises en considération si la République de Moldova accorde des garanties pour les obligations des collectivités territoriales ou que celles-ci accordent des garanties pour les obligations de la République de Moldova.

(5) Les particularités de la responsabilité civile de la République de Moldova et des collectivités territoriales dans leurs rapports avec des personnes physiques et morales étrangères ou d'autres Etats sont établies par la loi.

Titre III

L'ACTE JURIDIQUE ET LA REPRESENTATION

Chapitre I

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTE JURIDIQUE

Article 195. Notion d'acte juridique

L'acte juridique civil est une manifestation de la volonté des personnes physiques et morales qui a pour objet de faire naître, de modifier ou d'éteindre des droits et des obligations civils.

Article 196. L'acte juridique unilatéral, bilatéral ou multilatéral

(1) L'acte juridique unilatéral représente la manifestation de la volonté d'une seule partie. L'acte juridique unilatéral ne peut faire naître des obligations pour un tiers que dans les cas prévus par la loi.

(2) L'acte juridique unilatéral sera appliqué de la façon correspondante aux dispositions concernant les obligations et les contrats, à moins que cela ne soit contraire à la loi ou au caractère unilatéral de l'acte juridique.

(3) L'acte juridique bilatéral est une manifestation de la volonté de deux parties.

(4) L'acte juridique plurilatéral est une manifestation de la volonté de trois ou plusieurs parties.

Article 197. Acte juridique à titre gratuit et acte juridique à titre onéreux

(1) L'acte juridique à titre gratuit est l'acte par lequel on procure à une partie un avantage patrimonial sans contrepartie d'un autre avantage patrimonial.

(2) L'acte juridique à titre onéreux est l'acte par lequel on procure à une partie un avantage patrimonial afin d'obtenir en échange un autre avantage patrimonial.

Article 198. Actes juridiques de conservation, de gestion ou de disposition

(1) L'acte juridique de conservation est l'acte dont le but est de prévenir la perte d'un droit subjectif civil.

(2) L'acte juridique de gestion est l'acte qui a pour but de mettre en valeur un bien ou un patrimoine.

(3) L'acte juridique de disposition est l'acte qui a comme résultat de faire sortir du patrimoine un droit ou de faire grever un bien de charges réelles.

Chapitre II LES CONDITIONS DE VALABILITE DE L'ACTE JURIDIQUE

Article 199. Le consentement

(1) Le consentement est une manifestation extériorisée de la volonté d'une personne d'accomplir un acte juridique.

(2) Le consentement est valable s'il provient d'une personne qui fait preuve de discernement, s'il a pour objet de produire des effets juridiques et s'il n'est pas entaché de vices.

Article 200. Le moment de production des effets du consentement

(1) La manifestation de volonté qui doit être réceptionnée par l'autre partie produit des effets au moment où cette manifestation parvient à celle-ci, qu'elle ait ou n'ait pas pris connaissance de son contenu

(2) La manifestation de volonté ne produira pas d'effets lorsqu'une déclaration de rétractation est parvenue antérieurement ou parvient en même temps à l'autre partie.

(3) La validité de la manifestation de volonté n'est pas affectée par le décès de la personne qui a exprimé sa volonté ou par son incapacité, si ces événements se sont produits après l'expression de la volonté.

Article 201. L'impossibilité de déterminer l'essence du consentement

L'acte juridique est considéré comme nul et non avenu lorsque son sens ne peut être déduit avec certitude ni de son expression extériorisée, ni d'autres circonstances de sa formation.

Article 202. L'accord d'un tiers à la conclusion et à l'exécution de l'acte juridique

(1) Si l'effet de l'acte juridique qui doit être accompli à l'égard d'une autre personne dépend de l'accord d'un tiers, l'accord ou le désaccord peut être exprimé à l'égard des deux parties.

(2) L'accord ne requiert pas les formes établies pour l'acte juridique.

Article 203. L'accord préalable pour l'accomplissement d'un acte juridique

L'accord préalable est révocable jusqu'à la formation de l'acte juridique, dans la mesure où le rapport juridique qui est à la base de cet accord préalable ne fait pas ressortir le contraire. La révocation peut être exprimée à l'égard des deux parties.

Article 204. L'accord ultérieur pour l'accomplissement de l'acte juridique

(1) A défaut de dispositions contraires, l'accord ultérieur (la confirmation) aura un effet rétroactif dès l'accomplissement de l'acte juridique.

(2) Ne seront pas annulés par rétroactivité les actes de disposition qui ont été faits antérieurement à la confirmation par celui qui les a confirmés, ou ont été produits au cours de l'exécution forcée, de l'application d'une saisie ou ont été pris par l'administrateur de l'insolvabilité.

Article 205. Effets de l'acte de disposition d'une personne sans autorisation

(1) Un acte de disposition, relatif à une chose, accompli par une personne sans autorisation produit des effets s'il est accompli avec l'accord d'une personne autorisée.

(2) L'acte de disposition d'une personne sans autorisation produit des effets si une personne autorisée le confirme ou celui qui établit cet acte acquiert ultérieurement le bien ou il hérite de ce bien de la personne autorisée et il est indéfiniment responsable des obligations de succession. Lorsque, pendant l'acquisition ou l'héritage, plusieurs actes de disposition incompatibles entre eux ont été conclus successivement, seul l'acte qui a été établi le premier produira effet.

Article 206. L'objet de l'acte juridique

(1) L'objet de l'acte juridique est constitué par l'obligation de la personne qui a accompli l'acte juridique.

(2) L'objet de l'acte juridique doit être licite, se trouver dans le circuit civil et être déterminé ou déterminable, au moins en ce qui concerne son espèce.

(3) Les biens à venir peuvent également constituer l'objet d'un acte juridique.

Article 207. La cause de l'acte juridique

(1) L'acte juridique civil conclu sans cause ou ayant à sa base une cause erronée ou illicite ne pourra produire aucun effet.

(2) La cause de l'acte juridique est présumée jusqu'à la preuve contraire.

(3) Toute cause qui est contraire à la loi, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public est illicite.

Article 208. La forme de l'acte juridique

(1) L'acte juridique peut être conclu oralement, par écrit ou peut prendre une forme authentique.

(2) La forme n'est une condition de validité de l'acte juridique que dans les cas expressément prévus par la loi.

(3) L'acte juridique qui peut être établi oralement sera considéré comme conclu si le comportement de la personne laisse voir sa volonté manifeste de le conclure.

(4) Le silence sera considéré comme manifestation de volonté favorable à l'accomplissement de l'acte juridique dans les cas prévus par la loi ou par l'accord des parties.

(5) Toute modification d'un acte juridique devra prendre la forme établie pour cet acte.

(6) La promesse d'accomplir un acte juridique ne devra pas prendre la forme requise pour cet acte.

Article 209. La forme verbale

(1) Tout acte juridique pour lequel la loi ou l'accord des parties ne requièrent pas de forme écrite ou authentique pourra être conclu oralement.

(2) L'acte juridique qui sera exécuté au moment-même de son établissement peut être conclu oralement. Font exception les actes juridiques pour lesquels une forme authentique est requise ou les actes juridiques pour lesquels on exige une forme écrite pour qu'ils soient valables.

Article 210. La forme écrite

(1) Seront établis par écrit les actes juridiques entre les personnes morales; entre les personnes morales et les personnes physiques et entre les personnes physiques si la valeur de l'objet est supérieur à 50 salaires minimums, et dans les cas prévus par la loi, quelle que soit la valeur de l'objet.

(2) Si, selon la loi ou l'accord des parties, l'acte juridique doit être établi par écrit, il peut être conclu en un seul exemplaire signé par les deux parties, aussi que par un échange de lettres, télégrammes, téléphonogrammes, etc., signés par l'expéditeur.

(3) Le fait d'utiliser des moyens techniques pour signer les actes juridiques sera autorisé dans les cas et selon le mode établis par la loi ou par l'accord des parties

(4) Si une déficience physique, une maladie ou toute autre cause empêchent la personne de signer personnellement l'acte juridique, une autre personne autorisée par cette dernière pourra signer l'acte juridique. La signature d'un tiers doit être certifiée par un notaire ou une autre personne autorisée par la loi, avec indication de la raison pour laquelle celui qui a conclu l'acte juridique n'a pu signé personnellement l'acte.

Article 211. Effets de la non-observation de la forme écrite de l'acte juridique

(1) La non-observation de la forme écrite d'un acte juridique fait perdre aux parties le droit de demander, en cas de litige, la convocation de témoins pour prouver l'acte juridique.

(2) La non-observation de la forme écrite d'un acte juridique n'entraîne la nullité de l'acte que dans les cas expressément prévus par la loi ou par l'accord des parties.

Article 212. La forme authentique de l'acte juridique

La forme juridique de l'acte est obligatoire dans les cas :

- a) établis par la loi ;
- b) prévus d'un commun accord des parties, même si la loi ne la requiert pas.

Article 213. Effets de la non-observation de la forme authentique

(1) La non-observation de la forme authentique entraîne la nullité de l'acte juridique.

(2) Si l'une des parties a respecté en tout ou en partie les conditions d'accomplissement de l'acte juridique pour lequel la forme authentique est requise, alors que l'autre partie se soustrait à l'authentification de l'acte chez un notaire, l'instance judiciaire a le droit, sur demande de la partie qui a exécuté en totalité ou partiellement l'acte juridique, de le déclarer valable s'il ne contient par d'éléments contraires à la loi. Dans ce cas, l'authentification ultérieure de l'acte juridique n'est pas obligatoire.

(3) La partie qui se soustrait sans justification à l'authentification de l'acte juridique chez un notaire sera obligée à réparer le préjudice causé à l'autre partie par le retard d'authentification.

Article 214. Effets de la soustraction à l'enregistrement de l'acte juridique

(1) Si l'acte juridique qui devait être enregistré est conclu suivant la forme requise par la loi, mais la partie obligée se soustrait à l'enregistrement de celui-ci ou le délai d'enregistrement établi par la loi a expiré, l'instance judiciaire, sur la demande de la partie intéressée, peut ordonner l'enregistrement de l'acte juridique. Dans ce cas, l'acte juridique sera enregistré en vertu de la décision judiciaire.

(2) La partie qui s'est soustraite sans justification à l'enregistrement de l'acte juridique sera obligée à réparer le préjudice causé à l'autre partie par le retard d'enregistrement de l'acte juridique.

Chapitre III. LA NULLITE DE L'ACTE JURIDIQUE

Article 216. Actes juridiques nuls et annulables

(1) L'acte juridique est nul par les motifs prévus par le présent code (nullité absolue).

(2) L'acte juridique peut être déclaré nul par décision judiciaire pour les raisons prévues au présent Code ou convenues entre les parties (nullité relative).

Article 217. Nullité absolue de l'acte juridique

(1) La nullité absolue de l'acte juridique peut être invoquée par toute personne qui a un intérêt né et actuel. L'instance judiciaire l'invoque d'office.

(2) La nullité absolue de l'acte juridique ne peut pas être déclinée par confirmation, par les parties, de l'acte frappé de nullité.

(3) L'action en constatation de la nullité absolue est imprescriptible.

Article 218. Nullité relative de l'acte juridique

(1) La nullité relative de l'acte juridique peut être invoquée seulement par la personne dans l'intérêt de qui elle est établie ou par ses successeurs, par le représentant légal ou par les créanciers chirographaires de la partie défendue par voie d'action oblique. L'instance judiciaire ne peut pas l'invoquer d'office.

(2) La nullité relative peut être couverte par la volonté expresse ou tacite de la personne dans l'intérêt de laquelle est établie la nullité. La volonté de confirmer l'acte juridique frappé de nullité doit être certaine et évidente.

(3) Pour confirmer l'acte juridique frappé de nullité relative, la volonté ne doit pas être exprimée sous la forme requise pour l'accomplissement de l'acte juridique respectif.

(4) Si chaque partie peut invoquer la nullité de l'acte juridique ou si plusieurs personnes peuvent exiger la déclaration de nullité, la confirmation de l'acte juridique par une personne n'empêche pas les autres personnes à invoquer la nullité.

Article 219. Effets de la nullité de l'acte juridique

(1) L'acte juridique nul prend fin rétroactivement à compter du moment de son accomplissement. S'il résulte de son contenu qu'il ne peut prendre fin que pour l'avenir, l'acte juridique ne produira d'effets que pour l'avenir.

(2) Chaque partie doit restituer tout ce qu'elle a reçu en vertu de l'acte juridique nul. En cas d'impossibilité de restituer, elle sera obligée de payer la contre-valeur de la prestation.

(3) La partie et les tiers de bonne foi ont droit à la réparation du préjudice causé par l'acte juridique déclaré nul.

Article 220. Nullité de l'acte juridique contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes moeurs

(1) L'acte juridique ou la clause contraires aux normes impératives sont nuls, sauf disposition contraire de la loi.

(2) L'acte juridique ou la clause contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs sont nuls.

(3) La nullité de la clause n'entraîne pas la nullité de l'acte juridique, s'il est possible de supposer qu'il aurait pu être conclu en l'absence de la clause déclarée nulle.

Article 221. Nullité de l'acte juridique fictif ou simulé

(1) Tout acte juridique conclu sans intention de produire des effets juridiques (acte juridique fictif) est nul.

(2) L'acte juridique conclu aux fins de dissimuler un autre acte juridique (acte juridique simulé) est nul. L'acte juridique visé par les parties est soumis aux règles respectives.

(3) En cas de transfert d'un bien acquis en vertu d'un acte juridique fictif entre les mains d'un tiers de bonne foi, ce transfert est considéré comme ayant une justification juridique valable.

Article 222. Nullité d'un acte juridique conclu par une personne sans capacité d'exercice

(1) L'acte juridique conclu par une personne sans capacité d'exercice est nul.

(2) La personne à pleine capacité d'exercice est obligée de réparer le préjudice subi par l'autre partie à la suite de la conclusion de l'acte juridique nul, si l'on est à même de prouver qu'elle a su ou devait savoir que l'autre partie était incapable.

Article 223. Nullité de l'acte juridique conclu par un mineur de 7 à 14 ans

(1) Tout acte conclu par un mineur entre 7 et 14 ans, à l'exception des cas stipulés à l'article 22 alinéa (2), sera déclaré nul.

(2) La personne adulte à pleine capacité d'exercice est obligée de réparer le préjudice subi par un mineur s'il est impossible de prouver qu'elle ne savait pas et ne devait pas savoir que l'autre partie n'était pas capable à conclure un acte juridique.

Article 224. Nullité d'un acte juridique conclu par un mineur de 14 à 18 ans ou par une personne à capacité d'exercice limitée

(1) Tout acte conclu par un mineur entre 14 et 18 ans ou par une personne à capacité d'exercice limitée sans l'accord des parents, des tuteurs, si cet accord est requis par la loi, pourra être déclaré nul par décision judiciaire à la demande des parents, des adoptants ou du curateur.

(2) Toute personne majeure à pleine capacité d'exercice sera obligée de réparer le préjudice causé à une autre partie s'il est possible de prouver qu'elle savait ou devait savoir que l'autre partie était incapable de conclure un acte juridique.

Article 225. Nullité d'un acte conclu par une personne sans discernement ou incapable de contrôler ses actes

Tout acte juridique conclu par une personne à pleine capacité d'exercice au moment où elle ne pouvait pas se rendre compte de la signification de ses actes ou les contrôler, pourra être déclaré nul.

Article 226. Nullité d'un acte juridique dont la conclusion est viciée par un excès de pouvoir

Lorsque les attributions de la personne concernant la conclusion de l'acte juridique sont restreintes par un contrat, et les attributions d'un organisme personne

morale sont limitées par l'acte de constitution, par rapport à celles qui sont stipulées par le mandat, par la loi ou par rapport à celles qui découlent des circonstances de l'accomplissement de l'acte juridique, l'acte conclu en violation des limites imposées pourra être déclaré nul à condition que l'on démontre que l'autre partie avait connaissance ou devait avoir connaissance des limites existantes.

Article 227. Nullité de l'acte juridique vicié à cause d'une erreur

(1) L'acte juridique reposant sur une erreur considérable pourra être déclaré nul par décision judiciaire.

(2) Une erreur est réputée considérable lorsque pendant la conclusion de l'acte on a eu une représentation erronée sur :

- a) la nature de l'acte juridique ;
- b) les qualités substantielles de l'objet de l'acte juridique ;
- c) les parties de l'acte juridique (partenaire et bénéficiaire), lorsque leur identité représente le motif déterminant de la conclusion de l'acte juridique.

(3) L'erreur concernant le motif n'est considérable que si le motif est inclus dans l'objet de l'acte juridique.

(4) L'erreur imputable à celui dont le consentement est vicié ne pourra pas servir de motif pour l'annulation de l'acte juridique.

(5) La personne dans l'intérêt de laquelle a été déclarée la nullité de l'acte est tenue à réparer le préjudice subi par l'autre partie, le dédommagement ne pouvant excéder le bénéfice que celle-ci aurait obtenu si l'acte n'avait pas été déclaré nul.

(6) Tout acte conclu sous l'influence d'une erreur ne pourra pas être contesté si l'autre partie est prête à l'exécuter en conformité avec les souhaits de la partie qui a l'intention de le contester.

Article 228. Nullité de l'acte juridique vicié par le dol

(1) L'acte juridique dont la conclusion a été déterminée par le comportement dolosif et trompeur de l'une des parties pourra être déclaré nul par décision judiciaire, même si l'auteur du dol estime que l'acte est avantageux pour l'autre partie.

(2) Lorsque l'une des parties passe sous silence certaines circonstances, à la révélation desquelles l'autre partie n'aurait pas conclu l'acte juridique, l'annulation de celui-ci ne pourra être exigée que si, selon le principe de la bonne foi, on pouvait s'attendre à ce que l'autre partie révèle ces circonstances.

(3) Lorsque le dol est commis par un tiers, l'acte juridique pourra être annulé à condition que l'on puisse prouver que l'autre partie avait connaissances ou devait avoir connaissance du dol.

Article 229. Nullité de l'acte juridique vicié par la violence

(1) Tout acte juridique conclu à la suite d'une violence physique ou psychique, pourra être déclaré nul par l'instance judiciaire, même si la violence a été exercée par un tiers.

(2) La violence peut servir de motif pour l'annulation d'un acte juridique, lorsque l'on prouve qu'elle est de nature à déterminer une personne à croire qu'elle-même, son(sa) époux(épouse), ses parents, un proche parent ou leur patrimoine sont soumis à un danger imminent.

(3) Au sens du présent article, la violence ne saurait pas être invoquée si son auteur n'a pas utilisé de moyen illicite.

Article 230. Nullité d'un acte juridique vicié par lésion

(1) Tout acte juridique conclu par une personne à cause d'un concours de circonstances graves et dans des conditions extrêmement défavorables dont l'autre partie a profité, pourra être déclaré nul par l'instance judiciaire.

(2) L'instance judiciaire peut maintenir l'acte juridique si le défendeur est prêt à consentir une réduction sur sa créance ou un dédommagement pécuniaire équitable.

Article 231. Nullité d'un acte juridique conclu à la suite d'une entente dolosive entre le représentant d'une partie et l'autre partie

(1) Tout acte juridique conclu à la suite d'une entente dolosive entre le représentant d'une partie et l'autre partie, pourra être déclaré nul par l'instance judiciaire.

(2) La demande d'annulation, dans les cas prévus à l'alinéa (1), peut être remise dans un délai d'un an à partir de la date à laquelle l'intéressé a appris ou devait apprendre la conclusion de l'acte juridique.

Article 232. Nullité d'un acte juridique conclu en violation de l'interdiction de disposer d'un bien

Tout acte juridique de disposition d'un bien faisant l'objet d'une interdiction concernant sa disposition, cette interdiction ayant été instituée par la loi, par l'instance judiciaire ou par un autre organisme autorisé en faveur de certaines personnes, pourra être déclaré nul par décision judiciaire à la demande de la personne en faveur de qui a été instituée l'interdiction.

Article 233. Le délai d'introduction d'une action en annulation de l'acte juridique

(1) Toute personne justifiée a le droit de demander l'annulation de l'acte juridique pour l'une des raisons prévues aux articles 227, 228 et 230 dans un délai de 6 mois à partir de la date où cette personne a appris ou devait apprendre la raison de l'annulation.

(2) La demande d'annulation reposant sur d'une des raisons stipulées à l'article 232 pourra être introduite dans un délai de 6 mois à compter de la date de cessation de la violence.

Chapitre IV ACTES JURIDIQUES CONCLUS SOUS CONDITION

Article 234. L'acte juridique conclu sous condition

L'acte juridique sera considéré comme conclu sous condition lorsque la naissance ou la cessation des droits subjectifs civils et des obligations corrélatives dépendent d'un événement ultérieur dont la réalisation est incertaine.

Article 235. Condition nulle

(1) Toute condition contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou dont l'accomplissement est impossible, est nulle.

(2) La condition dont la réalisation ou la non-réalisation dépendent de la volonté des parties de l'acte juridique est nulle. L'acte juridique conclu sous une telle condition est, lui aussi, nul.

Article 236. Condition positive

(1) Lorsque l'acte juridique est conclu sous condition de la réalisation d'un certain événement dans un délai déterminé, la condition sera considérée comme irréalisée si le délai a expiré sans que l'événement se soit produit.

(2) Si le délai de la réalisation de l'événement n'est pas déterminé, la condition peut être accomplie n'importe quand. La condition peut être reconnue irréalisée lorsqu'il est évident que la réalisation ultérieure de l'événement est impossible.

Article 237. Conditions négatives

(1) Lorsque l'acte juridique est conclu sous condition qu'un certain événement ne se produise pas dans un délai déterminé, la condition sera considérée comme réalisée même avant l'expiration du délai fixé s'il est évident que la réalisation ultérieure de l'événement est impossible.

(2) Si le délai n'est pas fixé, la condition sera considérée comme effectivement réalisée au moment où il sera évident que l'événement ne se produira pas.

Article 238. Inadmissibilité de l'influence sur la réalisation de la condition

(1) Toute personne qui a conclu un acte juridique sous condition déterminée n'aura pas le droit, jusqu'à la réalisation de la condition, d'effectuer des actions qui pourraient empêcher l'exécution de ses obligations.

(2) Si la condition est en cours de se réaliser et la personne a déjà entrepris les actions mentionnées au premier alinéa, elle sera tenue de réparer le préjudice subi par l'autre partie.

Article 239. Acte juridique conclu sous condition suspensive

L'acte juridique est considéré comme conclu sous condition suspensive si la naissance des droits subjectifs civils et des obligations corrélatives, prévus par celui-ci, dépend d'un événement ultérieur et incertain ou d'un événement qui s'est produit, mais reste inconnu, pour le moment, aux parties.

Article 240. Acte juridique conclu sous condition résolutoire

L'acte juridique est considéré comme conclu sous condition résolutoire si la réalisation de la condition entraîne l'annulation de l'acte juridique et le rétablissement de la situation existante jusqu'à la conclusion de l'acte

Article 241. La bonne foi lors de la réalisation de la condition

(1) La condition sera considérée comme réalisée si son accomplissement a été retardé de mauvaise foi par la partie pour laquelle la réalisation de la condition est désavantageuse.

(2) La condition sera considérée comme irréalisée si la partie pour laquelle sa réalisation ne présente que des avantages a contribué de mauvaise foi à son accomplissement.

Chapitre V REPRESENTATION ET PROCURATION

Article 242. Représentation

(1) Un acte juridique peut être conclu personnellement ou par un représentant. Les pleins pouvoirs du représentant sont établis par la loi, l'acte juridique ou les circonstances dans lesquelles celui-ci agit.

(2) L'acte juridique conclu par une personne (le représentant) au nom d'une autre personne (le représenté) dans les limites des pouvoirs autorisés fait naître, modifie ou éteint les droits et les obligations civils de la personne représentée.

(3) Si l'acte juridique est conclu au nom d'une autre personne, on ne peut pas opposer à la partie avec laquelle le représentant a contracté le manque de pouvoirs si le représentant a créé des circonstances en vertu desquelles cette partie supposait de bonne foi l'existence de pareils pouvoirs.

(4) Lorsque, à la conclusion de l'acte juridique, le représentant ne présente pas ses pouvoirs, l'acte ne produira directement d'effets pour la personne représentée que si l'autre partie devait supposer l'existence de la représentation, compte tenu des circonstances dans lesquelles l'acte juridique a été conclu. La même règle sera appliquée si la personne de la partie contractante n'a pas d'importance pour l'autre partie.

(5) Il est défendu de conclure un contrat par l'intermédiaire d'un représentant, si l'acte est de telle nature qu'il doit être conclu personnellement par la personne contractante ou si la loi interdit expressément la conclusion d'un acte juridique par un représentant.

Article 243. Capacité d'exercice limitée du représentant

L'acte juridique conclu par un représentant est valable même si la capacité d'exercice de celui-ci est limitée.

Article 244. Substitution du représentant

(1) Le représentant devra conclure personnellement les actes juridiques pour lesquels il est autorisé. Le représentant peut transmettre ses pouvoirs à un tiers, à condition qu'il ait l'autorisation de la personne représentée ou l'intérêt du représentant le requiert.

(2) Le représentant qui a transmis ses pouvoirs à un tiers est obligé de porter le fait à la connaissance de la personne représentée au plus vite possible ainsi que d'adresser l'information nécessaire concernant le substitut. Lorsque cette obligation n'est pas respectée, le représentant est responsable des actions du substitut comme pour ses propres actions.

Article 245. Vices de consentement, connaissance, obligation de connaître

(1) Lors de la déclaration de la nullité pour cause de vice de consentement d'un acte juridique conclu par un représentant, c'est le consentement de celui-ci qu'on aura en vue.

(2) Si le représentant autorisé par un mandat a agi selon certaines indications de la personne représentée, celle-ci n'aura pas le droit d'invoquer l'ignorance du représentant de certaines circonstances que celui-ci connaissait ou devait connaître.

Article 246. Pouvoirs de représentation

(1) L'attribution des pouvoirs est effectuée par la manifestation de la volonté à l'égard la personne qui reçoit l'autorisation ou à l'égard du tiers visé par la représentation.

(2) La déclaration d'attribution des pouvoirs ne doit pas revêtir la forme exigée pour l'acte juridique qui sera conclu ensuite sur la base de ce mandat. Cette disposition ne sera pas appliquée si le rôle protecteur des conditions de forme est ainsi réduit à zéro.

Article 247. Durée du mandat

(1) Le mandat demeure valable jusqu'à son annulation par la personne qui l'a attribué, s'il est accordé par une déclaration adressée à un tiers.

(2) Lorsqu'une personne annonce une autre personne, par une communication spéciale adressée à un tiers ou par une communication publique, qu'elle attribue à une autre personne le droit de la représenter, la dernière a le droit de représentation dans le premier cas auprès du tiers indiqué, et en deuxième cas auprès de toute autre personne. Les droits de représentation seront maintenus jusqu'à leur annulation en l'ordre dans lequel ils sont attribués.

Article 248. Modification ou retrait du mandat

Les tiers doivent être informés sur la modification ou le retrait du mandat par des moyens adéquats. En cas de non-respect de cette condition, la modification ou le retrait du mandat ne peuvent pas être opposés aux tiers, à l'exception des cas où l'on sera à

même de prouver que ceux-ci savaient ou devaient être au courant de la modification ou du retrait du mandat au moment de la conclusion de l'acte juridique.

Article 249. Acte conclu sans autorisation de représentation

(1) Si une personne conclut un acte juridique au nom d'une autre personne sans droits de représentation ou en les dépassant, l'acte juridique produira des effets pour la personne représentée à moins que celle-ci le confirme. En ce cas l'acte juridique peut être confirmé tant exprès que par actions concluantes.

(2) Si l'autre partie adresse au représentant une demande de confirmation de l'acte, la confirmation peut être établie seulement sous la forme d'une déclaration expresse adressée directement à cette partie. Si la déclaration de confirmation n'est pas adressée à l'autre partie dans un délai de 2 semaines dès la date de réception, on pourra considérer que la personne représentée a refusé de confirmer l'acte juridique.

(3) La partie qui a conclu l'acte juridique avec le représentant dépourvu de pouvoirs, en cas où elle ignorait l'absence des pleins pouvoirs, jusqu'à la confirmation de ceux-ci, pourra décliner l'acte juridique, par une déclaration adressée à la personne représentée ou au représentant.

Article 250. Responsabilité du représentant agissant sans mandat

(1) La personne qui a conclu un acte juridique en tant que représentant, sans qu'elle n'ait pu prouver l'existence d'un mandat, sera obligée, au choix de l'autre partie, d'exécuter l'acte juridique ou de réparer le préjudice causé si la personne représentée refuse de confirmer l'acte juridique.

(2) Si le représentant ignorait l'absence du mandat, il est tenu de réparer seulement le préjudice dû au fait que l'autre partie était convaincue de l'existence des pouvoirs et dans la mesure dans laquelle la validité de l'acte juridique présente un intérêt pour l'autre partie.

(3) Le représentant ayant agi sans mandat n'est pas tenu responsable si l'autre partie savait ou devait savoir que le représentant n'était pas muni d'un mandat. Le représentant n'est pas non plus responsable lorsqu'il a une capacité d'exercice réduite, à l'exception des cas où il agit avec l'accord du curateur.

Article 251. Acte juridique conclu avec soi-même

Le représentant n'a pas le droit, sans autorisation expresse, de conclure des actes juridiques au nom du représentant avec soi-même, ni en son propre nom, ni en qualité de représentant d'un tiers, à l'exception des cas où l'acte juridique consiste exclusivement dans l'exécution d'une obligation.

Article 252. Procuration

(1) La procuration est l'écrit établi afin de confirmer les pouvoirs attribués par une personne représentée à un ou plusieurs représentants.

(2) La procuration délivrée à une personne aux fins de la conclusion d'actes juridiques sous forme authentique doit être authentifiée par un notaire.

(3) Les procurations authentifiées, conformément à la loi, par les autorités de l'administration publique locale sont équivalentes aux mandats notariés.

(4) Sont équivalentes aux mandats authentifiés par un notaire les procurations délivrées par :

a) les personnes qui suivent un traitement dans un dispensaire, une clinique ou autres établissements médicaux militaires, si ces mandats sont authentifiés par les chefs de ces institutions, par leurs adjoints ou par le médecin hiérarchiquement supérieur compétent en ces problèmes médicaux ou par le médecin de service ;

b) les militaires ou, dans les endroits de dislocation des unités militaires, dans les institutions militaires ou les institutions d'enseignement militaire où il n'y a pas de bureaux de notaire ou d'autres organismes qui établissent des actes notariés, par les salariés ou les membres de leurs familles et de celles des militaires, par le commandant (chef) de l'unité ou de l'institution respective ;

c) les personnes qui exécutent leur sanction dans des endroits de privation de liberté, les procurations étant authentifiées par le chef de l'institution respective ;

d) des personnes majeures qui se trouvent dans des institutions de protection sociale de la population, les mandats étant authentifiés par l'administration de l'institution respective ou le dirigeant de l'organisme de protection sociale respectif.

(5) Les procurations délivrées pour la réception des salaires ou d'autres droits au lieu de travail, des pensions, indemnités, bourses, courrier, y inclus des colis et des mandats pécuniaires, peuvent être authentifiés par l'administration de l'entreprise où l'on travaille ou de l'établissement d'enseignement du mandant (personne qui émet le mandat), par l'organisation d'exploitation des logements du domicile du mandant ou par l'administration de l'institution médicale où le mandant est hospitalisé.

Article 253. La procuration de substitution

(1) Le mandataire (la personne à qui on délivre la procuration) peut délivrer à son tour une procuration de substitution, à condition que ce droit soit expressément stipulé dans le mandat ou que ce soit dans l'intérêt du mandant.

(2) Dans tous les cas, la procuration de substitution doit être authentifiée par un notaire.

Article 254. Durée de la procuration

(1) La procuration est délivrée pour un délai de trois ans au plus. Lorsque le délai n'est pas fixé dans la procuration, celle-ci reste valable pour une période d'une année à partir de la date de son établissement.

(2) La procuration dans laquelle n'est pas fixée la date de l'établissement de celle-ci est déclarée nulle.

(3) La procuration délivrée afin de conclure des acte juridiques hors le territoire de la République de Moldova, et qui est authentifiée par un notaire, sera valable jusqu'à son annulation par le mandant.

Article 255. Invalidité de la procuration

- (1) La procuration n'est plus valable dans les cas suivants :
- a) expiration du délai ;
 - b) annulation par le mandant ;
 - c) renoncement du mandant ;
 - d) dissolution de la personne morale mandant;
 - e) dissolution de la personne morale mandataire;
 - f) décès de la personne physique mandant, incapacité de celle-ci, capacité d'exercice limitée ou déclaration absence ;
 - g) décès de la personne physique à qui on a délivré la procuration, incapacité de celle-ci, capacité d'exercice limitée ou déclaration d'absence.
- (2) Le mandant peut annuler la procuration à tout moment, et le mandataire peut aussi renoncer à tout moment. Toute clause contraire est nulle.
- (3) La cessation de la procuration entraîne la cessation de la procuration de substitution.

Article 256. Information sur l'annulation ou l'invalidité de la procuration

Le mandant est obligé d'informer sur l'annulation ou la cessation de la validité de la procuration le mandataire et les tiers connus avec qui celui-ci devait contracter. La même obligation incombe aux successeurs du mandant dans les cas stipulés à l'article 255 à l'alinéa (1) lettres (d) et (f).

Article 257. Effets de la cessation de la procuration

- (1) Les actes juridiques conclus par le mandataire avant le moment où celui-ci a appris ou devait apprendre le caractère non-valable de la procuration restent valables pour le mandant et ses successeurs, à moins qu'ils ne puissent prouver que l'autre partie savait ou devait savoir que la procuration était arrivée à terme.
- (2) Au moment où la procuration arrive à son terme, le mandataire ou ses successeurs sont obligés de restituer immédiatement la procuration.

Article 258. La représentation commerciale

- (1) Le représentant commercial est la personne qui représente indépendamment et en permanence les intérêts de l'entrepreneur lors de la conclusion des actes juridiques en vue de la gestion des affaires.
- (2) La représentation commerciale simultanée de différents participants à la conclusion d'un acte juridique ne sera admise qu'en vertu d'un accord exprès entre les parties dans ce sens et dans d'autres cas prévus par la loi. Dans ce cas, le représentant commercial est tenu d'exécuter ses attributions à la diligence d'un bon propriétaire.
- (3) Le représentant commercial a le droit d'exiger le paiement de la rémunération convenue, ainsi que le remboursement des frais subis lors de l'exécution du mandat, les personnes représentées devant se partager en partie égales cette rémunération, sauf stipulation contraire du contrat.

(4) La représentation commerciale sera effectuée en vertu d'un contrat écrit indiquant les pouvoirs du représentant ou, à défaut, selon les dispositions du mandat.

(5) Le représentant commercial est obligé de ne pas révéler les informations confidentielles qu'il a apprises à la suite de nouveaux pouvoirs acquis, même après la cessation de la validité du mandat commercial.

(6) Le spécifique de la représentation commerciale ayant trait à certains domaines de l'activité de l'entrepreneur est établi par la loi.

Titre IV DES DELAIS

Chapitre I CALCUL DES DELAIS

Article 259. Institution des délais

(1) Les délais sont institués par la loi, par décision judiciaire ou d'un commun accord entre les parties.

(2) Le délai sera calculé en conformité avec les règles stipulées dans le présent titre, quelle que soit la raison de son apparition.

Article 260. Le mode d'établissement des délais

Le délai est institué par l'indication d'une date, d'un laps de temps ou par référence à un événement ultérieur et qui se produira certainement.

Article 261. La date à partir de laquelle le délai commence à courir

(1) Si la date à partir de laquelle le délai commence à courir est déterminée par un événement ou un moment dans le temps qui adviendra au cours d'une journée, le jour où l'événement se produira ou le moment adviendra ne sera pas compté dans le délai.

(2) Si le délai commence à courir en début d'une journée, ce jour sera compté dans le délai. La règle s'étend également au jour de naissance, lors du calcul de l'âge.

Article 262. Différentes modalités d'expression du délai

(1) On entend par moitié d'année un délai de 6 mois, par trimestre - trois mois, par moitié de mois - 15 jours, par décade - 10 jours.

(2) Si le délai stipulé représente une période et une fraction de cette période, la fraction sera calculée à la fin.

(3) S'il est fait mention du début, de la moitié ou de la fin du mois, il est fait renvoi au premier du mois, au quinze du mois et respectivement au dernier jour du mois.

Article 263. Calcul des délais d'une année ou d'un mois

Si les délais d'une année ou d'un mois sont calculés sans tenir compte de leur écoulement ininterrompu, on considère que le mois a 30 jours et que l'année en a 365.

Article 264. Expiration du délai

(1) Le délai fixé en années expire le mois et le jour respectif de la dernière année du délai.

(2) Le délai fixé en mois expire à la date respective du dernier mois du délai. Si le dernier mois ne comporte pas la date respective, le délai expire le dernier jour du mois respectif.

(3) Le délai fixé en semaines expire le jour respectif de la dernière semaine du délai.

(4) Le délai expire le dernier jour du délai à minuit. Si l'action doit être accomplie dans un établissement (une organisation), le délai prendra fin à l'heure à laquelle cet établissement, conformément au règlement établi, achève son programme d'activité.

(5) Le délai inférieur à une journée prendra fin après expiration de cette unité de temps respective. La deuxième disposition de l'alinéa (4) sera appliquée de manière appropriée.

(6) Les documents présentés à la poste ou au télégraphe jusqu'à minuit du dernier jour du délai seront considérés comme remis à temps. La transmission du texte par un appareil télétype, fax ou par d'autres moyens de communication équivaut à la remise des documents à la poste.

Article 265. Expiration du délai un jour férié

Si le délai expire un dimanche, un samedi ou un jour que la loi en vigueur a déclaré férié au lieu de l'exécution de l'obligation, le délai expire le jour ouvrable suivant.

Article 266. Prolongation du délai

Lors de la prolongation du délai, le nouveau délai sera calculé à compter du moment où le délai précédent a expiré.

Chapitre 2 PRESCRIPTION EXTINCTIVE

Article 267. Le délai général de prescription extinctive

(1) Le délai général à l'intérieur duquel une personne peut défendre son droit violé, par recours à un tribunal, est de trois ans.

(2) Les actions relatives à la défense des droits personnels extra-patrimoniaux ne se prescrivent que dans les cas expressément prévus par la loi.

Article 268. Les délais spéciaux de prescription extinctive

Se prescrivent par 6 mois les actions concernant :

- a) l'encaissement des pénalités ;
- b) les vices cachés d'un bien vendu ;
- c) les vices des travaux exécutés au titre d'un contrat de prestation de services courants à des personnes ;
- d) les litiges issus d'un contrat de transport.

Article 269. La prescription en cas de vices de construction

(1) Dans un contrat d'exécution des travaux, le droit né du vice de construction se prescrit par 5 ans.

(2) Dans un contrat d'achat-vente, le droit né du vice de construction ne sera pas prescrit avant l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la date d'exécution des travaux de construction.

(3) Le droit né des vices de la matière première ou des matériaux livrés, destinés à la réalisation d'une construction, qui ont causé le vice de la dernière, se prescrit par 5 ans.

Article 270. Interdiction de modifier le délai de prescription extinctive ou la méthode de calcul

Tout acte juridique relatif à la modification du délai de prescription ou de la méthode de son calcul ou concernant le renoncement au droit d'invoquer la prescription, sera nul.

Article 271. Application de la prescription extinctive

L'action relative à la défense du droit violé sera rejetée, pour cause d'expiration du délai de prescription extinctive, seulement à la demande de la personne en faveur de qui la prescription court, cette demande devant être introduite avant la fin des délibérations au fond. A l'occasion d'un appel ou d'un recours, la prescription ne peut être opposée par l'ayant droit que si l'instance statue à fond.

Article 272. Début du délai de la prescription

(1) Le délai de prescription extinctive commence à courir à la date de naissance du droit à l'action. Le droit à l'action naît au moment où la personne a appris ou devait apprendre la violation du droit.

(2) Si la loi prévoit le contraire, la prescription commence à courir le jour où l'obligation devient exigible. S'agissant d'une obligation de ne pas faire, le délai commence à courir le jour de manquement à cette obligation. Si le droit subjectif est affecté d'un délai suspensif ou d'une condition suspensive, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date d'achèvement du délai ou de réalisation de la condition.

(3) Lorsque, dans les rapports juridiques, le délai d'exécution d'une obligation n'est pas stipulé ou l'exécution de celle-ci peut être exigée à tout moment, le délai de

prescription extinctive commence à courir dès la date où le débiteur doit exécuter son engagement.

(4) En ce qui concerne les actions relatives à la responsabilité délictuelle, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où la partie préjudiciée a eu connaissance ou devait avoir connaissance du dommage et de celui qui en est responsable.

(5) Le délai de prescription extinctive, en cas d'une action en vue d'annuler un acte juridique pour cause de violence, commence à courir à compter de la date de cessation de la violence. Dans les autres cas d'annulation, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où le défendeur, son représentant légal ou la personne autorisée par la loi à approuver ses actes a pris connaissance du motif de l'annulation.

(6) En cas d'une obligation régressive, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où l'obligation principale devait être exécutée.

(7) La prescription du droit à l'action pour vice caché commence à courir :

a) en cas d'un bien aliéné ou d'un travail exécuté, autre qu'une construction, après expiration du délai d'une année à compter de la date de la remise du bien ou de la présentation du travail. Si le vice est découvert plus tôt, la prescription commence à courir le jour de découverte du vice.

b) en cas d'une construction, après expiration de 3 ans à compter de la remise de la construction. Si le vice est découvert plus tôt, la prescription commence à courir le jour de découverte du vice.

(8) Pour les travaux courants, les délais prévus à l'alinéa (7) seront d'un mois pour les cas prévus à la lettre (a) et respectivement de trois mois pour les cas correspondant à la lettre (b).

(9) Lorsqu'il s'agit de prestations successives, la prescription du droit à l'action commence à courir à partir de la date à laquelle chaque prestation devient exigible. La prescription commence à courir le jour de la dernière prestation qui n'a pas été exécutée si les prestations constituent un tout entier.

Article 273. Effet de la cession sur la prescription

La cession de la créance ou de la dette n'affecte pas le cours de la prescription extinctive.

Article 274. Suspension du délai de prescription extinctive

(1) L'écoulement du délai de prescription extinctive sera suspendu si :

- a) l'avancement de l'action est impossible pour cause de force majeure ;
- b) l'exécution de l'obligation est remise à une date ultérieure (moratoire) ;
- c) le créancier ou le débiteur font partie des forces armées qui sont en guerre ;
- d) le créancier est incapable ou a une capacité d'exercice limitée et n'a pas de représentant légal, à l'exception des cas où le créancier a la capacité d'exercice procédurale ;
- e) l'acte normatif qui réglemente le rapport juridique conflictuel est suspendu ;

f) l'activité des organismes judiciaires compétents pour régler le litige entre les parties est suspendue.

(2) Le cours de la prescription extinctive ne sera suspendu que si les motifs de la suspension sont apparus ou ont continué d'exister durant les 6 derniers mois du terme de la prescription extinctive. Si le terme de prescription est de six mois ou moins, la suspension interviendra dans cet intervalle.

(3) Le cours de la prescription extinctive se poursuit à partir de la date de cessation des circonstances qui ont constitué le motif de la suspension, et le temps écoulé durant la suspension ne sera pas compté dans le délai de la prescription extinctive. Le délai qui reste sera prorogé jusqu'à 6 mois, et si ce délai est inférieur à 6 mois, il sera prolongé jusqu'à son terme.

Article 275. Suspension de la prescription extinctive en cas de rapports de famille

Le cours de la prescription extinctive sera suspendu :

- a) sur demande entre les époux - pour la durée de leur mariage ;
- b) sur demande entre les parents et es enfants jusqu'à l'âge du majorat des enfants ;
- c) sur demande entre les tuteurs (curateurs) et les personnes mises sous tutelle (curatelle), tout au long de la durée de la tutelle (curatelle).

Article 276. Suspension de la prescription en cas de gestion des biens d'une autre personne

La prescription ne commence pas à courir et celle qui a commencé sera suspendue entre la personne qui, au titre de la loi, d'une décision judiciaire ou d'un acte juridique, gère les biens d'autrui et celui dont les biens sont administrés, autant que l'administration des biens ne cesse pas et le compte n'est pas rendu et approuvé.

Article 277. Interruption de la prescription extinctive

(1) Le cours de la prescription extinctive est interrompu en cas :

- a) d'une action en justice suivant les règles établies ;
- b) où le débiteur accomplit des actions par lesquelles il reconnaît son obligation.

(2) Un nouveau terme commence à courir après l'interruption du cours de la prescription. Le temps écoulé jusqu'à l'interruption du cours de la prescription extinctive ne sera pas compté dans le nouveau terme de prescription extinctive.

Article 278. Le cours de la prescription extinctive en cas de radiation de l'action du rôle

Si l'instance judiciaire a rayé l'action du rôle, le cours de la prescription extinctive qui a commencé à courir avant l'introduction de l'action en justice continuera de courir sans interruption.

Article 279. Remise en terme de la prescription extinctive

(1) Si l'instance judiciaire constate le non-respect du délai de la prescription extinctive à cause de certaines circonstances liées à la personne du demandeur, dans des cas exceptionnels, le droit violé de la personne sera défendu.

(2) La remise en terme ne peut être disposée que si la partie a exercé son droit à l'action avant l'expiration d'un délai de 30 jours à partir du moment où elle a appris ou devait apprendre la disparition des motifs justifiant le dépassement du terme.

Article 280. Prétentions imprescriptibles

Sont imprescriptibles les prétentions :

a) relatives à la défense des droits personnels extra-patrimoniaux si la loi ne prévoit pas le contraire ;

b) des titulaires de dépôts dans des institutions financières, concernant la restitution de leurs dépôts ;

c) relatives à la réparation du préjudice qui a porté atteinte à la vie ou santé d'une personne. Dans ce cas, le préjudice subi sera réparé pour une période antérieure à l'introduction de l'action en justice et qui ne saura pas dépasser trois ans.

Article 281. L'exécution des obligations après expiration du délai de prescription extinctive

(1) Le débiteur peut refuser d'exécuter l'obligation après expiration du terme de la prescription extinctive.

(2) L'exécution de bon gré de l'obligation après expiration du terme de prescription extinctive ne constitue pas un acte dépourvu de justification juridique.

(3) La personne qui a exécuté une obligation après expiration du terme de prescription extinctive n'a pas le droit d'exiger la restitution des montants versés, même si elle n'était pas au courant de l'expiration du terme de prescription extinctive à la date de l'exécution de l'obligation. La même prévision sera appliquée aussi pour la reconnaissance des dettes selon le contrat, ainsi que pour les garanties d'assurance données par le débiteur.

Article 282. Effets de la prescription extinctive en cas des droits garantis

(1) La prescription d'un droit garanti par un gage ou par une hypothèque n'empêche pas l'ayant droit d'exiger une satisfaction du bien grevé.

(2) Au cas où un droit aurait été transféré pour garantie, sa restitution ne peut pas être exigée pour cause de prescription. Lorsqu'il s'agit d'une propriété, la restitution du bien peut être exigée si le droit garanti a été prescrit.

(3) Les alinéas (1) et (2) ne seront pas appliqués à la prescription des droits aux intérêts ou aux autres prestations successives périodiques.

Article 283. Prescription des prestations supplémentaires

Le droit aux prestations supplémentaires liées au droit principal se prescrit en même temps que celui-ci, même si le délai de prescription spécial accordé pour ce droit n'a pas commencé à courir.

Livre II

CODE CIVIL DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

LIVRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES

Livre II

Titre I DISPOSITIONS COMMUNES

Chapitre I LA LEGISLATION CIVILE

Article I. Fondements de la législation civile

(1) La législation civile est fondée sur la reconnaissance de l'égalité entre les participants aux rapports qu'elle régit, de l'inviolabilité de la propriété, de la liberté contractuelle, de l'inadmissibilité de l'immixtion dans les affaires privées, de la nécessité du libre exercice des droits civils, ainsi que de la nécessité de garantir le rétablissement dans les droits lésés et d'assurer la protection juridique de ceux-ci.

(2) Les personnes physiques et morales sont libres à établir sur la base d'un contrat leurs droits et obligations, toutes conditions contractuelles, à moins qu'ils ne soient contraires à la loi.

(3) Les droits civils ne peuvent faire l'objet de restrictions prévues par une loi organique qu'au titre de la Constitution de la République de Moldova.

Article 2. Rapports régis par la législation civile

(1) La législation civile détermine le statut juridique des participants au circuit civil, les fondements de l'apparition du droit de propriété et la façon dont celui-ci est exercé, régit les obligations contractuelles et celles d'autre nature, d'autres rapports patrimoniaux et personnels extrapatrimoniaux connexes aux premiers.

(2) Les rapports familiaux, locatifs, les rapports de travail, d'exploitation des ressources naturelles et de protection de l'environnement, correspondant aux critères figurant à l'alinéa (1), sont régis par le présent code et d'autres lois.

(3) Les rapports relatifs à l'exercice et à la sauvegarde des droits et libertés fondamentales de l'homme, ainsi que d'autres valeurs extrapatrimoniales, sont régis par le présent code et d'autres lois.

(4) Ont la qualité de sujets des rapports juridiques civils les personnes physiques et morales, qu'elles déploient ou non l'activité d'entrepreneur.

Article 3. La législation civile

(1) La législation civile est constituée du présent code, d'autres lois, des ordonnances du Gouvernement et d'autres actes normatifs subordonnés à la loi, qui régissent les rapports prévus à l'article 2 et qui doivent être conformes à la Constitution de la République de Moldova.

(2) Les actes normatifs subordonnés à la loi ne sont applicables à la réglementation des rapports civils que s'ils sont émis sur la base de la loi et ne sont pas contraires à celle-ci.

Article 4. La coutume

(1) La coutume représente une norme de conduite qui, bien que non consacrée par la législation, est généralement reconnue et appliquée durant une longue période de temps dans un certain domaine des rapports civils.

(2) La coutume n'est applicable que si elle n'est pas contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Article 5. Analogie de la loi et analogie du droit

(1) Lorsqu'ils ne sont pas réglementés par la loi ou par un accord entre les parties et à défaut de coutume, il sera appliqué aux rapports prévus à l'article 2, à moins que cela ne soit contraire à leur essence, la norme de la législation civile qui régit des rapports similaires (analogie de la loi).

(2) En cas d'impossibilité d'appliquer l'analogie de la loi, les droits et obligations des parties sont déterminés en fonction des principes généraux et du sens de la législation civile (analogie du droit).

(3) L'application par analogie des normes limitant les droits civils ou établissant la responsabilité civile est inadmissible.

(4) L'instance judiciaire ne peut pas invoquer le défaut de norme juridique ou l'imprécision de celle-ci pour refuser d'administrer la justice.

Article 6. Action dans le temps de la loi civile

(1) La loi civile n'est pas rétroactive. Elle ne modifie et ne supprime ni les conditions de constitution d'une situation juridique constituée antérieurement, ni les conditions d'extinction d'une situation juridique éteinte antérieurement. De même, la loi nouvelle ne modifie et ne supprime pas les effets déjà produits d'une situation juridique éteinte ou en cours de réalisation.

(2) La loi nouvelle est applicable aux situations juridiques en cours de réalisation à la date de son entrée en vigueur.

(3) Les effets de la loi ancienne cessent à la date de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, à moins que celle-ci ne prévoie autrement.

(4) En cas de situations juridiques contractuelles en cours de réalisation à la date d'entrée en vigueur de la loi nouvelle, la loi ancienne continuera à gouverner la nature et l'étendue des droits et obligations des parties, ainsi que tout autre effet contractuel, sauf disposition contraire de la loi nouvelle.

(5) Dans les situations prévues à l'alinéa 4, les dispositions de la loi nouvelle s'appliquent aux modalités d'exercice des droits ou d'exécution des obligations, ainsi qu'à celles d'aliénation, de reprise, de transformation ou, selon le cas, d'extinction de ceux-ci. De même, les clauses d'un acte juridique conclu avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle qui sont contraires aux dispositions impératives de cette loi sont dépourvus, à partir de cette date, de tout effet juridique, sauf disposition contraire de la loi nouvelle.

Article 7. La législation civile et les traités internationaux

Si un traité international auquel la République de Moldova est partie établit d'autres dispositions que celles prévues par la législation civile, ce sont les dispositions du traité international qui seront appliquées.

Chapitre II

NAISSANCE DES DROITS ET OBLIGATIONS CIVILS EXERCICE ET PROTECTION DES DROITS CIVILS

Article 8. Fondements de la naissance des droits et obligations civils

(1) Les droits et obligations civils résultent des dispositions légales, de même que des actes des personnes physiques et morales qui, bien que n'étant pas prévus par la loi,

engendrent, en vertu des principes généraux et du sens de la loi civile, des droits et obligations civiles.

(2) Les droits et obligations civils naissent :

- a) de contrats et autres actes juridiques ;
- b) d'actes émis par une autorité publique, que la loi reconnaisse comme étant une source de droits et d'obligations civils ;
- c) de décisions judiciaires établissant des droits et obligations ;
- d) à la suite de la création et de l'acquisition du patrimoine dans des conditions que la loi n'interdit pas ;
- e) à la suite de l'élaboration d'ouvrages scientifiques, de la création d'œuvres littéraires, artistiques, à la suite des inventions et d'autres résultats de l'activité intellectuelle ;
- f) à la suite des préjudices portés à autrui ;
- g) en cas d'enrichissement injuste ;
- h) à la suite d'autres actions des personnes physiques et morales ;
- i) à la suite de certains événements, auxquels la loi civile attache les effets juridiques en matière civile.

Article 9. Exercice des droits et exécution des obligations

(1) Les personnes physiques et morales participant aux rapports juridiques civils doivent exercer leurs droits et exécuter leurs obligations de bonne foi, en accord avec la loi, le contrat, l'ordre public et les bonnes mœurs. La bonne foi est présumée jusqu'à preuve du contraire.

(2) Le non-exercice des droits civils par les personnes physiques et morales à qui ils reviennent n'entraîne pas l'extinction de ces droits, sauf disposition contraire de la loi.

Article 10. La protection judiciaire des droits civils

(1) La protection des droits civils s'opère par voie judiciaire.

(2) Le mode de règlement du litige entre les parties, avant qu'on ne le soumette à une instance judiciaire, peut être prévu dans la loi ou dans le contrat.

(3) La protection administrative des droits civils n'intervient que dans les cas prévus par la loi. Il peut être fait appel de la décision administrative en justice.

Article 11. Méthodes de protection des droits civils

La protection du droit civil se fait par :

- a) la reconnaissance de celui-ci ;
- b) le rétablissement de la situation antérieure à la violation du droit et la suppression des actions qui portent atteinte au droit ou menacent de le violer ;
- c) la reconnaissance de la nullité de l'acte juridique ;
- d) la déclaration de nullité de l'acte émis par une autorité publique ;
- e) l'astreinte à l'exécution en nature de l'obligation ;
- f) l'autodéfense ;
- g) la réparation des préjudices ;

- h) l'encaissement de la clause pénale ;
- i) la réparation du préjudice moral ;
- j) la suppression ou la modification du rapport juridique ;
- k) le refus de l'instance judiciaire de mettre en application un acte qui, étant émis par une autorité publique, est contraire à la loi ;
- l) d'autres moyens prévus par la loi.

Article 12. Déclaration de nullité d'un acte qui, étant émis par une autorité publique, est contraire à la loi

(1) L'acte émis par une autorité publique sera déclaré nul par l'instance judiciaire à partir du moment de son adoption s'il porte atteinte aux droits et intérêts civils des personnes physiques ou morales, protégés par la loi.

(2) A la suite de la reconnaissance, par l'instance judiciaire, de la nullité de l'acte prévu à l'alinéa (1), le droit lésé est susceptible de rétablissement ou de protection par d'autres méthodes prévues par le présent code et d'autres lois.

Article 13. L'autodéfense

(1) Ne sont pas considérées comme ayant un caractère illégal les actions des personnes qui, pour des raisons d'autodéfense, saisissent, soustraient, détruisent ou détériorent un bien ou, dans le même but, procèdent à la rétention de la personne obligée afin d'éviter sa fuite, ou encore visent à vaincre la résistance opposée par la personne obligée, à moins qu'on ne puisse avoir recours à l'assistance des organes compétents et à la condition que, sans une intervention immédiate, la réalisation du droit risque de devenir impossible ou essentiellement plus compliquée.

(2) L'autodéfense ne doit pas dépasser les limites nécessaires à écarter le danger.

(3) En cas de dépossession de biens, il faut immédiatement solliciter leur saisie, à moins qu'on n'ait obtenu l'exécution forcée.

(4) La personne obligée retenue doit être traduite sans délai devant l'autorité compétente.

(5) Celui qui commet une des actions indiquées à l'alinéa (1) ci-dessus en se prévalant, de manière erronée, du droit à l'autodéfense est tenu de réparer le préjudice subi par l'autre partie, même si l'erreur ne résulte pas de sa faute.

Article 14. Réparation des préjudices

(1) Celui dont un droit a été lésé peut réclamer la réparation intégrale du préjudice qui en résulte.

(2) On considère comme préjudice les frais que la personne lésée dans un droit a supportés ou devra supporter en vue de rétablir le droit violé, la perte ou la détérioration de ses biens (dommage effectif), ainsi que le bénéfice non-réalisé du fait de la violation du droit (revenu non-encaissé).

(3) Si celui qui a lésé un droit d'autrui obtient, par suite de cette violation, des revenus, la personne lésée a le droit de réclamer, en sus de la réparation des préjudices, la part de revenus restant après réparation.

Article 15. Protection des droits personnels extrapatrimoniaux

Les droits personnels extrapatrimoniaux et autres valeurs immatérielles sont protégés dans les cas et de la manière que prévoient le présent Code et d'autres lois, dans la limite où le recours aux modalités de protection des droits civils découle de l'essence du droit violé et du caractère des conséquences de cette violation.

Article 16. Protection de l'honneur, de la dignité et de la réputation professionnelle

(1) Toute personne a droit au respect de son honneur, de sa dignité et de sa réputation professionnelle.

(2) Toute personne a droit à réclamer le démenti de l'information qui lèse son honneur, sa dignité ou sa réputation professionnelle, si celui qui l'a diffusée ne peut prouver qu'elle correspond à la réalité.

(3) A la demande des personnes intéressées, il est admis que l'honneur et la dignité d'une personne physique continuent d'être protégées après la mort de celle-ci.

(4) Si l'information qui lèse l'honneur, la dignité ou la réputation professionnelle est diffusée à travers un média, l'instance judiciaire astreindra celui-ci à faire passer un démenti à la même rubrique, à la même page, au cours du même programme ou cycle d'émissions dans un maximum de 15 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision judiciaire.

(5) Au cas où un document émanant d'une organisation contiendrait des informations qui lèsent l'honneur, la dignité ou la réputation professionnelle, l'instance judiciaire l'astreindra à remplacer le document.

(6) Dans d'autres cas que ceux prévus aux alinéas (4) et (5), il appartient à l'instance judiciaire d'établir la manière dont seront démenties les informations lésant l'honneur, la dignité ou la réputation professionnelle.

(7) Celui dont les droits et intérêts protégés par la loi ont été lésés par les publications d'un média a droit à publier sa réplique dans ce même média aux frais de celui-ci.

(8) Toute personne au sujet de qui des informations avaient été diffusées lésant son honneur, sa dignité et sa réputation professionnelle a droit à réclamer, en dehors du démenti, la réparation du préjudice matériel et moral ainsi causé.

(9) Dans l'impossibilité d'établir l'identité de celui qui a diffusé des informations lésant l'honneur, la dignité et la réputation professionnelle d'autrui, ce dernier a droit à demander à l'instance judiciaire que l'information diffusée soit déclarée fausse.

Titre II DES PERSONNES

Chapitre I DE LA PERSONNE PHYSIQUE

Article 17. Notion de personne physique

La personne physique est la personne humaine, considérée individuellement, en tant que titulaire de droits et obligations civils.

Article 18. La capacité de jouissance

(1) La capacité d'avoir des droits et des obligations civils (capacité civile de jouissance) est reconnue d'une manière égale à toutes les personnes physiques.

(2) La capacité civile de jouissance de la personne physique apparaît au moment de la naissance et disparaît avec la mort.

(3) Le droit d'héritage (successif) de la personne physique apparaît avec la conception si elle naît vivante.

Article 19. La capacité d'exercice de la personne physique

La capacité d'exercice est l'aptitude à acquérir personnellement et à exercer les droits civils, à assumer personnellement les obligations civiles et à les exécuter.

Article 20. La pleine capacité d'exercice de la personne physique

(1) La pleine capacité d'exercice apparaît avec le majorat, c'est-à-dire à l'âge de 18 ans.

(2) Par suite du mariage, le mineur acquiert la pleine capacité d'exercice. La pleine capacité d'exercice du mineur n'est pas affectée par la dissolution du mariage. En cas de déclaration de nullité du mariage, l'instance judiciaire peut priver le conjoint mineur de la plénitude de la capacité d'exercice à partir d'un moment fixé.

(3) Le mineur de 16 ans peut se faire reconnaître la pleine capacité d'exercice s'il travaille sur la base d'un contrat de travail ou si, avec le consentement des parents, des adoptants ou du curateur, il exerce l'activité d'entrepreneur. La pleine capacité d'exercice est attribuée par décision de l'autorité de tutelle avec l'accord des deux parents, des adoptants ou du curateur ou, faute d'un tel accord, par décision judiciaire.

Article 21. La capacité d'exercice de mineur de 14 ans

(1) Le mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplit des actes juridiques avec l'autorisation des parents, des adoptants ou du curateur, de même que, dans les cas prévus par la loi, avec l'autorisation de l'organe de tutelle et de curatelle.

(2) Le mineur de quatorze ans n'a pas besoin de l'autorisation des parents, des adoptants ou du curateur pour :

a) disposer du salaire, de la bourse et d'autres revenus issus de ses propres activités ;

b) exercer le droit d'auteur sur des ouvrages scientifiques, des œuvres littéraires ou d'art, sur des inventions ou d'autres résultats de son activité intellectuelle placée sous la protection de la loi ;

c) déposer de l'argent dans une institution de crédit et disposer de ces dépôts conformément à la loi ;

d) accomplir les actes indiqués à l'article 22 (2).

(3) A la demande des parents, des adoptants, du curateur ou de l'autorité de tutelle, le tribunal peut restreindre les droits réservés au mineur par l'alinéa (2) lettres *a) et b)* ci-dessus, s'il estime qu'il y a de justes motifs.

(4) Le mineur de 16 ans peut devenir membre d'une coopérative.

Article 22. La capacité d'exercice du mineur de moins de 14 ans

(1) Tous les actes juridiques accomplis au nom et pour le compte d'un mineur de moins de 14 ans ne peuvent être conclus que par les parents, les adoptants ou le tuteur, dans les conditions de la loi.

(2) Le mineur de sept à quatorze ans peut librement :

a) accomplir des actes juridiques de la vie courante, de faible valeur, dont l'exécution est concomitante à la conclusion ;

b) conclure des actes juridiques qui lui procurent, à titre gratuit, des bénéfices et qui ne nécessitent pas l'authentification d'un notaire ou l'enregistrement des droits qui en découlent;

c) accomplir des actes conservatoires.

Article 23. L'inadmissibilité de la privation et de la limitation de la capacité de jouissance et d'exercice

(1) La capacité civile est reconnue de manière égale à toutes les personnes, sans égard à la race, à la nationalité, à l'origine ethnique, à la langue, à la religion, au sexe, à l'opinion, à l'appartenance politique, à la fortune, à l'origine sociale, au niveau de culture ou à d'autres critères similaires.

(2) La personne physique ne peut pas être privée de capacité de jouissance.

(3) Nul ne peut être restreint dans sa capacité de jouissance ou dans sa capacité d'exercice que dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

(4) La renonciation totale ou partielle d'une personne physique à la capacité de jouissance ou à la capacité d'exercice, ainsi que d'autres actes juridiques visant à restreindre la capacité de jouissance ou d'exercice sont nuls.

Article 24. La déclaration d'incapacité de la personne physique

(1) L'instance judiciaire déclarera l'incapacité de la personne qui n'est pas en mesure de comprendre la signification de ses actes et de les diriger par suite de troubles psychiques (maladie mentale ou déficience mentale). Cette personne sera mise en tutelle.

(2) C'est le tuteur qui accomplit les actes juridiques au nom de la personne physique incapable.

(3) Si les raisons pour lesquelles la personne physique a été déclarée incapable disparaissent, celle-ci redeviendra capable en vertu d'une décision judiciaire. Cette même décision judiciaire met fin au régime de tutelle.

Article 25. La limitation de la capacité d'exercice de la personne physique

(1) La capacité d'exercice de la personne physique qui, du fait de la consommation abusive d'alcool ou de la consommation de stupéfiants ou d'autres substances psychotropes, dégrade la situation matérielle de sa famille peut faire l'objet de restrictions imposées par l'instance judiciaire. Cette personne est mise en curatelle.

(2) La personne indiquée à l'alinéa (1) ne peut accomplir des actes juridiques de disposition du patrimoine, ni toucher et disposer du salaire, de la pension de retraite ou d'autres types de revenus qu'avec le consentement du curateur.

(3) Lorsque les raisons pour lesquelles la capacité de la personne physique a fait l'objet de restrictions disparaissent, l'instance judiciaire rend nulle la limitation. La curatelle prend fin en vertu de la même décision judiciaire.

Article 26. L'activité d'entrepreneur de la personne physique

(1) Une personne physique a droit à exercer l'activité d'entrepreneur dès son enregistrement en tant qu'entrepreneur individuel ou selon d'autres modalités prévues par la loi, sans qu'il soit nécessaire de constituer une personne morale.

(2) La personne physique qui exerce l'activité d'entrepreneur sans enregistrement en due forme ne peut pas invoquer l'absence de la qualité d'entrepreneur.

(3) L'activité d'entrepreneur exercée en dehors d'une personne morale est soumise aux règles régissant l'activité des personnes morales à but lucratif, à moins qu'il ne ressortisse de la loi ou de l'essence des rapports juridiques le contraire.

Article 27. La responsabilité patrimoniale de la personne physique

La personne physique est responsable de ses obligations sur l'intégralité de son patrimoine, à l'exception des biens qui, selon la loi, ne peuvent pas être poursuivis.

Article 28. Le nom de la personne physique

(1) Toute personne a droit à un nom établi ou acquis par voie légale.

(2) Le nom inclut le nom patronymique et le prénom, auxquels s'ajoute, le cas échéant, le prénom du père.

(3) Le nom patronymique s'acquiert par l'effet de la filiation et sa modification peut s'opérer par suite d'un changement intervenu dans l'état civil, dans les conditions de la loi.

(4) Le prénom est fixé le jour de l'enregistrement de la naissance, sur la base de la déclaration de naissance.

Article 29. Utilisation du nom

- (1) Toute personne a droit au respect de son nom.
- (2) La personne physique acquiert et exerce les droits et exécute les obligations en son propre nom.
- (3) Celui qui utilise un nom qui n'est pas le sien est responsable de toutes les confusions et préjudices qui en résulteraient. Aussi bien le titulaire du nom, que le conjoint ou les proches parents de celui-ci peuvent faire opposition à une telle utilisation et demander la réparation du préjudice subi.
- (4) La personne physique est tenue à prendre les mesures nécessaires à aviser ses débiteurs et créanciers de la modification du nom et est responsable des préjudices dus au manquement à cette obligation.

Article 30. Le domicile et la résidence

- (1) Le domicile d'une personne est le lieu d'habitation permanent ou principal de celle-ci. Toute personne est présumée conserver son domicile tant qu'un nouveau domicile n'est pas acquis.
- (2) La résidence d'une personne physique est le lieu d'habitation temporaire ou secondaire de celle-ci.
- (3) Lorsque le domicile d'une personne ne peut pas être établi avec certitude, celle-ci est présumée domicilier à sa résidence.
- (4) A défaut d'une résidence, la personne physique est présumée domicilier là où elle se trouve ou, si ce lieu n'est pas connu, à son dernier domicile.

Article 31. Le domicile du mineur et de l'incapable

- (1) Le mineur âgé de moins de quatorze ans est domicilié chez ses parents ou chez celui des parents avec lequel il réside.
- (2) Le domicile d'un enfant mis en placement chez un tiers, en vertu d'une décision judiciaire, reste fixé chez ses parents. Si les père et mère ont des domiciles distincts et n'arrivent pas à se mettre d'accord pour savoir chez qui sera domicilié l'enfant, le choix du domicile est laissé à l'appréciation du juge.
- (3) A titre exceptionnel et considérant l'intérêt suprême de l'enfant, le tribunal peut décider de fixer le domicile de celui-ci chez ses grands-parents, chez d'autres parents ou personnes de confiance, pourvu qu'ils y consentent, ou encore dans un établissement de protection.
- (4) Le domicile du mineur représenté seulement par son père ou sa mère ou mis en tutelle est fixé chez le représentant légal.
- (5) Le domicile de l'enfant qui se trouve en difficulté, dans les cas prévus par la loi spéciale, est fixé chez la famille ou les personnes chez qui il est en placement ou à qui a été confiée sa garde.
- (6) Le domicile d'un incapable est fixé chez son représentant légal.

Article 32. Tutelle et curatelle

(1) La raison d'être de la tutelle et de la curatelle est d'assurer la protection des droits et intérêts des personnes physiques incapables ou à capacité d'exercice limitée ou frappée de restrictions.

(2) Les tuteurs et les curateurs protègent les droits et intérêts des personnes mises en tutelle dans les relations avec les personnes physiques et morales, y inclus au tribunal, sans mandat.

(3) Un mineur sera mis en tutelle ou en curatelle s'il n'a pas de parents ou d'adoptants, si ses parents ont été déchus de l'autorité parentale par décision judiciaire ou s'il est privé de la protection de ses parents pour d'autres motifs.

Article 33. Tutelle

(1) La mise en tutelle est applicable aux personnes incapables et, en cas de nécessité, aux mineurs âgés de moins de quatorze ans.

(2) Les tuteurs sont les représentants légaux des personnes mises en tutelle et ils accomplissent sans mandat, au nom et dans l'intérêt de celles-ci, les actes juridiques nécessaires.

Article 34. Curatelle

(1) La mise en curatelle est applicable aux mineurs âgés de quatorze à dix-huit ans, ainsi qu'aux personnes à la capacité d'exercice limitée par décision judiciaire pour cause de consommation abusive d'alcool, de consommation de stupéfiants et d'autres substances psychotropes.

(2) Le curateur doit consentir à accomplir, au nom de la personne mise en curatelle, les actes juridiques que celle-ci ne peut pas accomplir indépendamment.

(3) Le curateur aide la personne mise en curatelle à exercer les droits et à remplir les obligations et la protège contre les abus commis par des tiers.

Article 35. Les autorités des tutelles

(1) Ont la qualité d'autorités des tutelles les autorités de l'administration publique locale.

(2) L'autorité des tutelles du domicile de la personne mise en tutelle supervise l'activité du tuteur ou du curateur de celle-ci.

Article 36. Ouverture de la tutelle et de la curatelle

(1) L'autorité des tutelles est tenue à statuer sur l'ouverture de la tutelle ou de la curatelle dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de l'information sur la nécessité d'ouvrir une tutelle ou une curatelle.

(2) Avant la désignation du tuteur ou du curateur, les attributions de ceux-ci sont exercées par l'autorité des tutelles.

Article 37. L'obligation de signaler l'existence de personnes qu'il y a lieu de mettre en tutelle ou en curatelle

Ont l'obligation de porter à la connaissance de l'autorité des tutelles l'existence de personnes qu'il y a lieu de mettre en tutelle ou en curatelle, dans un délai de cinq jours après avoir eu connaissance de ce fait :

a) les proches de la personne qu'il y a lieu de mettre en tutelle et en curatelle, de même que les administrateurs et les locataires de l'immeuble où habite le mineur ;

b) le service d'état civil, à l'occasion de l'enregistrement du décès d'une personne, de même que le notaire public, à l'occasion de l'ouverture d'une procédure de succession ;

c) les instances judiciaires, les représentants de la Prokuratura et de la police, lorsqu'une mesure privative de liberté est ordonnée, entreprise ou exécutée ;

d) les organes de l'administration publique locale, les établissements de protection, de même que toute autre personne.

Article 38. Le tuteur et le curateur

(1) Peut être tuteur ou curateur une seule personne physique ou l'époux et l'épouse, ensemble, sous réserve des incompatibilités prévues à l'alinéa 4 et à la condition du consentement expressément donné.

(2) Les attributions de tuteur et de curateur à l'égard des personnes placées dans un établissement d'assistance sociale publique, d'enseignement, de traitement ou dans d'autres établissements similaires, sont exercées par ces établissements, à moins que la personne n'ait un tuteur ou un curateur.

(3) Le tuteur et le curateur sont désignés par l'autorité des tutelles du domicile de la personne devant être mise en tutelle ou en curatelle, d'office ou à la demande de ceux qui sont mentionnés à l'article 37.

(4) Ne peuvent pas être tuteurs ou curateurs :

a) les mineurs ;

b) les incapables et les personnes à capacité limitée ;

c) ceux qui ont été déchus de l'autorité parentale ou qui ont été déclarés incapables des charges tutélaires ;

d) ceux qui ont été déclarés incapables d'être tuteurs ou curateurs pour cause de maladie ;

e) celui qui, ne s'étant pas convenablement acquitté des obligations d'adoptant, s'est fait annuler l'adoption ;

f) ceux qui ont fait l'objet de restrictions à l'exercice de certains droits politiques et civils, soit par application de la loi, soit par la suite d'une décision judiciaire, ainsi que les gens ayant fait preuve de mauvaise conduite ;

g) ceux dont les intérêts sont opposés à ceux de la personne mise en tutelle ou en curatelle ;

h) ceux qui ont fait l'objet d'une exclusion, par testament ou par un acte notarié, par le parent qui exerçait à lui seul, au moment de sa mort, la protection parentale ;

g) ceux qui, antérieurement, n'ont pu s'acquitter de leurs obligations d'adoptants et, par conséquent, l'adoption a été annulée ;

i) ceux qui, dans l'exercice d'une tutelle ou d'une curatelle, ont été destitués des charges de la tutelle ou de la curatelle ;

j) ceux qui ont un emploi dans l'établissement où est placée la personne à mettre en tutelle ou en curatelle.

Article 39. Le caractère personnel et gratuit de la tutelle et de la curatelle

(1) La tutelle et la curatelle sont des charges personnelles.

(2) Les obligations de tutelle et de curatelle sont remplies gratuitement. Le tuteur et le curateur peuvent demander le remboursement des frais occasionnés par l'accomplissement des obligations de tutelle et de curatelle.

(3) L'autorité des tutelles peut, eu égard à l'importance et à la composition du patrimoine de la personne mise en tutelle ou en curatelle, décider de confier l'administration du patrimoine ou d'une partie de celui-ci à une personne physique ou à une personne morale compétente.

Article 40. Obligations du tuteur et du curateur

(1) Les tuteurs et les curateurs sont obligés de :

a) partager le domicile avec le pupille et, en cas de transport du domicile, en aviser l'autorité des tutelles. Le curateur et la personne mise en curatelle âgée de quatorze ans accomplis peuvent habiter séparément, avec l'autorisation de l'autorité tutélaire ;

b) assurer l'entretien des personnes mises en tutelle ou en curatelle ;

c) protéger les droits et intérêts des personnes mises en tutelle ou en curatelle.

(2) Les tuteurs et les curateurs ont les mêmes pouvoirs et devoirs qu'un parent en ce qui concerne l'éducation du mineur.

Article 41. L'administration des biens de la personne en tutelle

(1) Le tuteur administre et dispose de manière efficace des biens de la personne en tutelle, au nom de celle-ci, à moins qu'un administrateur des biens n'ait été désigné.

(2) Après nomination, le tuteur procède à l'inventaire des biens de la personne mise en tutelle, en présence d'un représentant de l'autorité des tutelles, et transmet cet inventaire à l'autorité des tutelles pour approbation.

(3) Les sommes dues à la personne mise en tutelle, qu'il s'agisse de pension, d'aide, de pension alimentaire ou d'autres revenus courants, sont touchées par le tuteur qui les emploie à entretenir la personne mise en tutelle.

(4) Si les revenus courants ou les moyens dont dispose la personne mise en tutelle ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses dues à son entretien, le solde est à valoir sur ses biens, l'autorisation de l'autorité des tutelles étant exigée.

(5) Le tuteur est tenu de dresser et de présenter annuellement à l'autorité des tutelles, au plus tard dans les trente jours fin de l'année civile, un compte-rendu de la manière dont il a pris soin de la personne en tutelle, ainsi que de l'administration et de la disposition qui a été faite des biens de celle-ci.

Article 42. L'autorisation de l'autorité des tutelles pour l'accomplissement des actes juridiques

(1) Sans l'autorisation préalable de l'autorité des tutelles, le tuteur ne peut accomplir des actes juridiques et le curateur ne peut consentir à passer, au nom de la personne mise en curatelle, des actes juridiques d'aliénation (notamment de donation), d'échange, de bail, de jouissance gratuite ou de mise en gage des biens, des actes juridiques par lesquels on renoncerait aux droits, des conventions de partage du patrimoine ou des quotes-parts de la personnes mise en tutelle, d'autres actes juridiques qui auraient pour effet de réduire l'avoir de celle-ci.

(2) Les actes juridiques portant sur les immeubles de la personne mise en tutelle ne peuvent se faire qu'avec l'autorisation préalable de l'autorité des tutelles.

Article 43. L'interdiction d'accomplir des actes juridiques au nom de la personne en tutelle ou en curatelle

(1) Le tuteur ne peut pas accomplir des actes juridiques à titre gratuit et le curateur ne peut pas consentir à l'accomplissement d'actes juridiques à titre gratuit par lesquels la personne mise en tutelle ou en curatelle s'obligerait ou renoncerait à ses droits.

(2) La règle énoncée à l'alinéa 1 ne s'applique pas aux actes juridiques qui sont conformes aux obligations morales et aux bonnes mœurs.

(3) Le tuteur et le curateur, le conjoint et les proches de ceux-ci, jusqu'au quatrième degré de parenté inclus, ne peuvent pas passer des actes juridiques avec ou au nom de la personne mise en tutelle ou en curatelle, sauf s'il s'agit de lui faire donation ou de lui donner la jouissance gratuite de l'avoir.

Article 44. L'administration fiduciaire de la propriété du mis en tutelle

(1) S'il est nécessaire d'assurer l'administration permanente des biens meubles et immeubles de grande valeur de la personne mise en tutelle, l'autorité des tutelles passe un contrat d'administration fiduciaire avec l'administrateur désigné. Dans ce cas-là, le tuteur ou le curateur gardent leurs pouvoirs à l'égard de la partie de l'avoir du mis en tutelle qui ne fait pas l'objet de l'administration fiduciaire.

(2) Dans l'exercice des charges d'administration de la propriété de la personne mise en tutelle, l'administrateur obéit aux dispositions des articles 42 et 43.

(3) L'administration fiduciaire de la propriété du mis en tutelle prend fin lorsque sont réunies les conditions prévues par la loi pour la fin du contrat d'administration fiduciaire de la propriété, ainsi qu'en même temps que prennent fin la tutelle.

Article 45. La conservation des moyens financiers

(1) Les moyens restant après qu'il a été pourvu à l'entretien de la personne en tutelle et à l'administration des biens de celle-ci seront déposés, au nom du mis en tutelle,

dans une institution financière et ne pourront pas en être retirés sans l'autorisation de l'autorité des tutelles.

(2) Le tuteur ou le curateur peut déposer en compte les moyens destinés à l'entretien du mineur. Ces moyens seront déposés sur un compte séparé et pourront être retirés par le tuteur ou le curateur sans l'autorisation préalable de l'autorité des tutelles.

Article 46. Destitution et décharge du tuteur et du curateur

(1) Le mineur, de même que tous ceux qui sont visés à l'article 37, peuvent porter plainte devant l'autorité des tutelles contre les actes et les faits du tuteur et du curateur, préjudiciables pour le mineur.

(2) Sera destitué de ses charges le tuteur ou le curateur qui commet des abus, fait preuve de négligence ou accomplit des faits qui mettent en cause sa capacité d'être tuteur ou curateur, ou encore s'il ne s'acquitte pas convenablement de ses devoirs.

(3) L'autorité des tutelles libère le tuteur et le curateur de leurs charges si le mineur revient dans la famille ou est adopté.

(4) Au cas où la personne mise en tutelle ou en curatelle serait placée dans un établissement d'assistance sociale publique, d'éducation, d'enseignement, de santé ou dans un autre établissement similaire, l'autorité des tutelles libérera le tuteur et le curateur de leurs charges, à moins que cela ne soit contraire aux intérêts de la personne mise en tutelle ou en curatelle.

(5) L'autorité des tutelles peut libérer le tuteur et le curateur, sur requête de ceux-ci, de leurs charges, pour des motifs sérieux.

Article 47. Fin de la tutelle et de la curatelle

(1) Lorsque le mineur aura atteint l'âge de quatorze ans, la tutelle cessera et le tuteur deviendra, sans nomination spéciale, curateur du mineur.

(2) La curatelle cesse à la suite de l'acquisition ou du rétablissement de la pleine capacité d'exercice.

Article 48. Le patronage des personnes physiques capables

(1) Une personne physique à pleine capacité d'exercice qui, pour cause de maladie, n'est pas à même d'exercer et de protéger ses droits, ni de remplir ses obligations par soi-même, peut demander qu'une curatelle soit ouverte à son égard, sous forme de patronage.

(2) Pour désigner le curateur (assistant) d'une personne majeure capable, l'organe de tutelle ou de curatelle doit obtenir l'accord de celle-ci.

(3) Le curateur (assistant) ne peut disposer du patrimoine de la personne patronnée que sur la base d'un contrat de mandat ou d'administration fiduciaire dont il est partie. Pour accomplir des actes juridiques relatifs à l'entretien et à la satisfaction des besoins quotidiens de la personne patronnée, il suffit au curateur d'obtenir l'accord verbal de celle-ci.

(4) Le régime de patronage, tel que prévu à l'alinéa (1), prend fin à la demande du majeur capable patronné.

(5) Le curateur (assistant) d'un majeur patronné sera libéré de ses charges dans les cas prévus à l'article 46, alinéas (4) et (5).

Article 49. La déclaration d'absence

(1) Une personne physique est déclarée absente lorsqu'elle a cessé de paraître au lieu de son domicile et si une année au moins s'est écoulée à partir du dernier jour où on a eu des nouvelles concernant l'endroit où elle se trouvait. L'absence est déclarée par le tribunal à la requête de la personne intéressée.

(2) Dans l'impossibilité d'établir la date exacte à laquelle on a eu dernièrement de ses nouvelles, le délai d'une année commence à courir le premier jour du mois suivant le mois de ces nouvelles et si ce mois ne peut pas être établi non plus, le délai commence à courir le 1 janvier de l'année suivante.

Article 50. La protection des biens de l'absent

(1) S'il est nécessaire d'assurer l'administration permanente du patrimoine de l'absent, le tribunal désigne un administrateur, avec qui l'autorité des tutelles passe un contrat d'administration fiduciaire. A la demande des personnes intéressées, cette désignation peut intervenir avant l'expiration d'une année à compter du jour où on a dernièrement eu des nouvelles de l'absent.

(2) La déclaration d'absence n'a pas pour effet la modification ou l'extinction des droits et obligations de l'absent.

Article 51. Les effets de l'apparition de l'absent

(1) Si la personne déclarée absente reparaît où s'il y a des nouvelles concernant le lieu où elle se trouve, le tribunal annule le jugement déclaratif d'absence et met fin aux mesures prises pour l'administration des biens de l'absent, à la requête de la personne intéressée.

(2) La personne déclarée absente peut demander à l'administrateur fiduciaire la réparation des préjudices dus à l'administration non-conforme de son patrimoine.

Article 52. La déclaration de décès

(1) Le décès d'une personne peut être déclaré par décision judiciaire s'il n'y en a pas eu de nouvelles à son domicile depuis trois ans ou si six mois se sont écoulés depuis sa disparition dans des circonstances de nature à mettre en danger sa vie ou laissant présumer que son décès a été provoqué par un accident.

(2) En cas de disparition d'un militaire ou d'une autre personne par la suite d'actes de guerre, le tribunal déclarera leur décès deux ans après la cessation des actes de guerre.

(3) Si le décès est déclaré, sa date est fixée au jour où la décision judiciaire devient définitive. En cas de déclaration de décès des personnes disparues dans des

circonstances de nature à mettre en danger leur vie ou laissant présumer leur décès par suite d'un accident, le tribunal peut décider de fixer la date du décès au jour de leur décès présumé.

(4) La déclaration de décès est censée produire les mêmes effets que le décès physique constaté.

Article 53. Les effets de l'apparition des personnes dont le décès a été déclaré

(1) Si celui dont le décès a été déclaré reparaît, le tribunal rend nul le jugement déclaratif de décès.

(2) A quelque moment qu'elle reparaisse, la personne déclarée décédée peut demander à toute autre personne la restitution des biens conservés que celle-ci a acquis à titre gratuit après déclaration de son décès.

(3) Celui qui aurait acquis les biens à titre onéreux n'est pas tenu de les restituer, à moins qu'il ne soit prouvé que, à la date de l'acquisition des biens, l'acquéreur savait que leur titulaire était vivant. Si les biens n'ont pas été conservés, le possesseur de mauvaise foi est tenu de verser leur contre-valeur.

(4) Si les biens hérités par l'Etat ont été aliénés, la personne recouvre le prix de ces biens après annulation du jugement déclaratif de décès.

Article 54. Enregistrement d'Etat des actes de l'état civil

(1) Sont soumis à l'enregistrement d'Etat les actes de l'état civil suivants :

- a) naissance ;
- b) adoption ;
- c) établissement de la paternité ;
- d) conclusion du mariage ;
- e) dissolution du mariage ;
- f) changement du nom
- g) décès.

(2) Les actes de l'état civil sont enregistrés aux organes chargés de l'enregistrement des actes de l'état civil par l'inscription des données sur les registres des actes de l'état civil et par la délivrance de certificats sur la base de ces inscriptions.

(3) Les organes chargés de l'enregistrement des actes de l'état civil, la procédure d'enregistrement de ces actes, la procédure de rectification et de modification de ceux-ci, le rétablissement et l'annulation de l'inscription des actes de l'état civil, les formes des registres des actes de l'état civil et des certificats, ainsi que la modalité et les délais de conservation des registres des actes de l'état civil sont fixés par la loi.

Chapitre II DE LA PERSONNE MORALE

Section 1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 55. La notion de personne morale

(1) La personne morale est l'organisation qui a un patrimoine distinct et qui répond pour ses obligations sur ce patrimoine, qui peut acquérir et exercer en son propre nom des droits patrimoniaux et personnels extrapatrimoniaux, assumer certaines obligations, qui peut être aussi bien demandeur que défendeur en justice.

(2) La personne morale peut être organisée de manière corporative ou sur la base de la qualité de membre, elle peut être dépendante ou indépendante d'un certain nombre de membres et peut avoir un but lucratif ou non-lucratif.

(3) En fonction de leur participation à la constitution du patrimoine de la personne morale, les fondateurs (membres) peuvent avoir ou ne pas avoir de droits de créance à l'égard de celle-ci. Les sociétés commerciales et les coopératives sont des personnes morales à l'égard desquelles les fondateurs (membres) ont des droits de créance. Les organisations non-commerciales et les unions de personnes morales sont des personnes morales à l'égard desquelles les fondateurs (membres) n'ont pas de droits de créance.

Article 56. Le régime juridique applicable aux personnes morales étrangères

Les personnes morales étrangères sont assimilées, dans les conditions de la loi, aux personnes morales de la République de Moldova.

Article 57. Types de personnes morales

Les personnes morales sont de droit public et de droit privé. Dans les rapports civils, elles se situent sur des positions d'égalité.

Article 58. Personnes morales de droit public

(1) L'Etat et les collectivités territoriales participent aux rapports juridiques civils au même titre que les autres sujets du droit. Dans ce genre de rapports, les attributions de l'Etat et des collectivités territoriales sont exercées par les organes de ceux-ci, en conformité avec leur compétence.

(2) Les organes habilités à exercer une partie des attributions du Gouvernement ne sont dotés de personnalité morale que lorsque cela découle des dispositions de la loi ou, dans les cas expressément prévus par la loi, des actes des autorités de l'administration publique centrale ou locale.

(3) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, les personnes morales de droit public peuvent se constituer d'autres manières également, dans les cas expressément prévus par la loi.

(4) Les articles ci-dessous ne s'appliquent pas aux personnes morales visées dans le présent article, exception étant faite de certains cas expressément prévus.

Article 59. Personnes morales de droit privé

(1) Les personnes morales de droit privé peuvent se constituer librement, sous une des formes prévues par la loi.

(2) Les personnes morales de droit privé peuvent poursuivre un but lucratif (commercial) ou non-lucratif (non-commercial).

Article 60. La capacité de jouissance des personnes morales

(1) La capacité de jouissance de la personne morale apparaît à la date de l'enregistrement d'Etat de celle-ci et disparaît avec sa radiation du registre d'Etat.

(2) La personne morale à but lucratif peut exercer toute activité que la loi n'interdit pas, même si cette activité n'est pas prévue à l'acte de constitution.

(3) La personne morale à but non-lucratif ne peut exercer que l'activité prévue par la loi et par l'acte de constitution.

(4) Les personnes morales de droit public participent au circuit civil dans la mesure où la réalisation de leur but l'exige. Elles sont assimilées aux personnes morales de droit privé dans la mesure où elles participent au circuit civil.

(5) Pour exercer certains types d'activités, dont la liste est établie par la loi, les personnes morales doivent se munir d'une autorisation. Le droit de la personne morale d'exercer l'activité pour laquelle l'autorisation est requise apparaît au moment de l'obtention de celle-ci et disparaît avec l'expiration de l'autorisation, sauf disposition contraire de la loi.

(6) La personne morale ne peut être limitée dans ses droits que dans les cas et selon la modalité prévus par la loi.

Article 61. La capacité d'exercice des personnes morales

(1) Les personnes morales exercent leurs droits et remplissent leurs obligations, à compter de la date de constitution, par le biais d'un administrateur.

(2) Ont la qualité d'administrateur les personnes physiques que la loi et l'acte de constitution désignent pour agir, de manière individuelle ou collective, au nom et pour le compte de la personne morale dans les rapports avec les tiers.

(3) Les rapports entre la personne morale et ceux qui constituent ses organes exécutifs sont soumis, par analogie, aux règles du mandat, sauf disposition spéciale de la loi ou de l'acte de constitution.

(4) A défaut d'organe exécutif désigné, la désignation de celui-ci se fait par l'instance judiciaire, à la demande des participants ou des créanciers de la personne morale. L'organe exécutif désigné par l'instance judiciaire est révoqué lorsqu'une décision de l'organe compétent de la personne morale vient désigner l'organe exécutif.

Article 62. Les actes de constitution d'une personne morale

(1) L'activité des personnes morales est régie soit par le contrat de constitution, soit par le contrat de constitution et les statuts à la fois, soit uniquement par les statuts. Les personnes morales de droit public, auxquelles s'ajoutent, dans les cas prévus par la loi, les personnes morales de droit privé à but non-lucratif, exercent leur activité sur la base des normes générales relatives aux organisations du types respectif.

(2) Le contrat de constitution de la personne morale est signé par ses fondateurs (membres). Ce sont toujours eux qui approuvent les statuts. Si la personne est constituée par un seul fondateur, son activité est régie par les statuts approuvés par celui-ci.

(3) Les actes de constitution d'une personne morale doivent indiquer sa dénomination et son siège, la modalité d'administration de son activité, de même que d'autres données que la loi exige pour le type respectif de personnes morales. Les actes de constitution d'une personne morale à but non-lucratif doivent fixer l'objectif et le but de son activité.

Article 63. L'enregistrement d'Etat d'une personne morale

(1) La personne morale est considérée comme constituée dès son enregistrement d'Etat.

(2) La personne morale de droit public est considérée comme constituée dès l'entrée en vigueur de l'acte normatif approuvant ses statuts ou à compter du moment indiqué dans l'acte.

(3) La personne morale est passible d'enregistrement d'Etat selon la modalité prévue par la loi. Les données de l'enregistrement d'Etat sont inscrites sur le registre d'Etat et sont accessibles à tous.

(4) La non-observation de la modalité légale de constitution de la personne morale ou la non-conformité de l'acte de constitution à la loi entraîne le refus d'enregistrer la personne morale. Il n'est pas admissible d'invoquer l'inopportunité de la constitution de la personne morale pour refuser son enregistrement.

(5) La personne morale n'est soumise au réenregistrement que dans les cas prévus par la loi.

Article 64. La publicité des registres d'Etat des personnes morales

(1) Tant que le fait n'est pas inscrit sur le registre d'Etat des personnes morales et n'est pas rendu public, la personne dans l'intérêt de qui le fait devait être enregistré ne peut pas l'opposer aux tiers, à moins qu'il ne prouve que le tiers avait connaissance du fait.

(2) Après que le fait a été enregistré et rendu public, le tiers doit le reconnaître par rapport à soi-même. Cette disposition n'est pas valable pour les actes juridiques conclus dans les 15 jours à compter du moment où il a été rendu public, dans la mesure où le tiers prouve qu'il n'a pas eu connaissance et ne devait pas avoir connaissance de ce fait.

(3) Si le fait qui devait être enregistré a été rendu public de manière erronée, le tiers peut opposer le fait rendu public à la personne dans l'intérêt de qui il devait être enregistré, à moins que le tiers n'ait eu connaissance des erreurs commises.

Article 65. Durée de la personne morale

(1) La personne morale est perpétuelle, sauf disposition spéciale de la loi ou de l'acte de constitution.

(2) Après l'expiration du délai, la personne morale sera dissoute, à moins qu'une modification n'ait été opérée dans l'acte de constitution.

Article 66. Dénomination de la personne morale

(1) La personne morale participe aux rapports juridiques sous son propre nom, établi par l'acte de constitution et dûment enregistré à l'organe d'Etat.

(2) La dénomination de la personne morale doit inclure la forme juridique de celle-ci, dans la langue officielle.

(3) La personne morale ne pourra pas être enregistrée si sa dénomination coïncide avec la dénomination d'une autre personne morale déjà enregistrée.

(4) Il est interdit d'employer dans la dénomination de la personne morale des syntagmes contraires aux dispositions légales ou aux normes morales, ainsi que des noms propres qui ne coïncident pas avec le nom de ceux qui participent à la constitution de l'organisation, sans le consentement de la personne respective ou des héritiers de celle-ci.

(5) La personne morale ne peut pas employer dans sa dénomination des mots ou des abréviations pouvant induire les tiers en erreur en ce qui concerne sa forme.

(6) La personne morale dont la dénomination est enregistrée a droit à en user. Celui qui utilise la dénomination d'une autre personne morale est obligé, à la demande de cette dernière, de cesser d'utiliser la dénomination et de réparer le préjudice causé.

(7) La personne morale est tenue à informer le grand public, par le biais du Moniteur Officiel de la République de Moldova, de toute modification intervenue dans sa dénomination, sous peine de dommages-intérêts.

(8) Tout acte émanant d'une personne morale doit comporter la dénomination, le numéro d'enregistrement, le code fiscal et le siège, sous peine de versement de dommages-intérêts à la personne préjudiciée.

Article 67. Siège de la personne morale

(1) La personne morale a un siège qui est indiqué dans les actes de constitution.

(2) L'établissement et le changement du siège sont opposables aux tiers dès le moment de l'enregistrement au Registre d'Etat.

(3) L'adresse postale de la personne morale est l'adresse de son siège. La personne morale peut avoir d'autres adresses également pour la correspondance.

(4) Tous les actes et lettres arrivés au siège sont considérés comme étant reçus par la personne morale.

(5) La personne morale est obligée de porter à la connaissance du public, par le biais du Moniteur Officiel, le changement de son siège, sous peine de versement de dommages-intérêts.

Article 68. Responsabilité de la personne morale

(1) La personne morale est responsable de ses obligations sur son patrimoine.

(2) Le fondateur (membre) de la personne morale n'est pas responsable des obligations de celle-ci, tout comme la personne morale n'est pas responsable des obligations du fondateur (membre), sauf disposition spéciale de la loi ou de l'acte de constitution.

Article 69. Réorganisation de la personne morale

(1) La réorganisation d'une personne morale se fait par fusion (concentration ou absorption), démembrement (division et séparation) ou transformation.

(2) La réorganisation est décidée par chaque personne morale à part, dans les conditions établies pour la modification de l'acte de constitution.

(3) Dans les cas prévus par la loi, la réorganisation de la personne morale par division ou séparation se fait en vertu d'une décision judiciaire.

(4) S'il résulte de la fusion ou du démembrement une nouvelle personne morale, celle-ci sera constituée dans les conditions posées par la loi pour la forme que revêt la personne morale respective.

(5) La réorganisation prend effet à l'égard des tiers après l'enregistrement de la personne morale nouvellement apparue, à l'exception de la réorganisation par absorption, qui prend effet le jour où les modifications sont introduites dans l'acte constitutif de la personne morale absorbante.

Article 70. La succession en cas de réorganisation de la personne morale

(1) La personne morale issue de la concentration d'autres personnes morales reprend les droits et obligations de chacune de celles-ci, en conformité avec l'acte de transmission.

(2) En cas d'absorption d'une personne morale par une autre, la personne morale absorbante reprend les droits et obligations de la personne morale absorbée, en conformité avec l'acte de transmission.

(3) En cas de division d'une personne morale, les nouvelles personnes morales en reprennent les droits et obligations en conformité avec le bilan de répartition.

(4) En cas de séparation, chacune des personnes morales participant à la réorganisation (existant ou en formation) reprend une partie des droits et obligations de la personne morale réorganisée, en conformité avec le bilan de répartition.

(5) Si, en vue de sa réorganisation, une personne morale fait l'objet d'une transformation, la nouvelle personne morale reprend les droits et obligations de la personne morale réorganisée en conformité avec l'acte de transmission.

Article 71. L'acte de transmission et le bilan de répartition

(1) L'acte de transmission et le bilan de répartition doivent comporter des dispositions relatives à la succession de la totalité du patrimoine de la personne morale réorganisée, relatives à tous les droits et obligations à l'égard de tous les créanciers et débiteurs de celle-ci, y inclus les obligations contestées par les parties.

(2) L'acte de transmission et le bilan de répartition sont confirmés par les fondateurs (membres) de la personne morale ou par l'organe de la personne morale auquel la loi ou l'acte de constitution réserve ce genre d'attributions, qui ont décidé de réorganiser la personne morale. L'acte de transmission et le bilan de répartition, auxquels sont annexés les actes de constitution des personnes morales nouvellement créées, seront requis en vue de l'enregistrement de celles-ci ou en vue de l'introduction des modifications appropriées dans les actes de constitution des personnes morales existant.

Article 72. Garantie des droits des créanciers de la personne morale en cas de réorganisation de celle-ci

(1) L'organe exécutif de la personne morale participant à la réorganisation est tenu de porter à la connaissance de tous les créanciers connus le fait de la réorganisation et d'insérer dans deux numéros consécutifs du Moniteur Officiel une annonce sur la réorganisation dans un délai de 15 jours à compter de l'adoption de la décision de réorganisation.

(2) Les créanciers peuvent demander à la personne morale en cours de réorganisation, dans les deux mois suivant la publication de la dernière annonce, des garanties, dans la mesure où ils ne peuvent pas demander la satisfaction de leurs créances. Le droit aux garanties est réservé aux créanciers qui sont en mesure de prouver que la réorganisation créerait des obstacles à la satisfaction de leurs créances.

(3) Les créanciers ont droit à informer l'organe enregistreur des créances qu'ils détiennent sur le débiteur en cours de réorganisation.

(4) Les personnes morales participant à la réorganisation sont solidairement responsables des obligations apparues avant leur réorganisation si l'acte de transmission et le bilan de répartition ne permettent pas de déterminer le successeur.

(5) Les membres de l'organe exécutif de la personne morale participant à la réorganisation sont solidairement responsables, durant les 3 ans suivant la date de réorganisation, du préjudice causé, du fait de la réorganisation, aux participants ou aux créanciers des personnes morales réorganisées.

Article 73. Fusion des personnes morales

(1) La fusion s'opère par concentration ou absorption.

(2) La concentration a pour effet de mettre fin à l'existence des personnes morales participantes et de provoquer le transfert intégral des droits et obligations de celles-ci à la personne nouvellement créée.

(3) L'absorption a pour effet de mettre fin à l'existence des personnes morales absorbées et de provoquer le transfert intégral des droits et obligations de celles-ci à la personne absorbante.

(4) Dans les cas établis par la loi, la fusion peut être subordonnée à l'autorisation de l'organe d'Etat compétent.

Article 74. Le projet du contrat de fusion

(1) En vue de la fusion, l'organe habilité de la personne morale élabore un projet de contrat de fusion.

(2) Le projet de contrat de fusion doit stipuler :

- a) la forme de fusion ;
- b) la dénomination et le siège de chaque personne morale participant à la fusion ;
- c) le fondement et les conditions de la fusion ;
- d) le patrimoine transmis à la personne morale bénéficiaire ;

- e) le rapport de valeur des participants ;
- f) la date de l'acte de transmission, la même pour toutes les personnes morales impliquées dans la fusion.

(3) Si les personnes morales choisissent de fusionner par voie de concentration, le projet de contrat de fusion doit en outre stipuler la dénomination, le siège et l'organe exécutif de la personne morale nouvellement constituée. Il doit être annexé au projet de contrat de fusion le projet d'acte constitutif de la personne morale en voie de constitution.

(4) Le projet de contrat de fusion doit être écrit.

(5) Si le contrat de fusion est conditionnel, la non-réalisation de la condition dans l'année suivant son approbation entraînera la résiliation à effet rétroactif du contrat. Le contrat peut prévoir un délai plus court ou un délai de préavis.

Article 75. La décision de fusionner

(1) Le contrat de fusion ne prend effet que s'il est approuvé par les assemblées générales des participants de chaque personne morale participant à la fusion.

(2) La décision de fusionner est adoptée aux 2/3 des participants, à moins que l'acte de constitution ne prévoie une plus grande majorité.

Article 76. La demande d'enregistrement de la fusion

(1) Après l'expiration de trois mois à compter de la date de publication de la dernière annonce sur la fusion, l'organe exécutif de la personne morale absorbée ou celui de la personne participant à la concentration saisit l'organe qui l'avait enregistrée d'une demande d'enregistrement de la fusion. Il doit être annexé à cette demande :

- a) copie certifiée conforme du contrat de fusion ;
- b) la décision de fusionner de chaque personne morale participante ;
- c) les pièces justifiant des garanties offertes aux créanciers et acceptées par ceux-ci ou de l'acquittement des dettes ;
- d) l'autorisation de fusion, si nécessaire.

(2) Après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1, l'organe exécutif de la personne morale absorbante ou des personnes morales en voie de concentration adressent une demande d'enregistrement à l'organe d'enregistrement qui a enregistré la personne morale absorbante ou à celui qui doit enregistrer la personne morale en voie de constitution. La demande sera accompagnée des actes figurant à l'alinéa 1. La personne morale en voie de constitution y annexe en outre les actes nécessaires à l'enregistrement des personnes morales du type respectif.

Article 77. Enregistrement de la fusion

(1) L'enregistrement de la fusion se fait par l'organe qui a enregistré la personne morale absorbante ou qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée.

(2) L'organe qui a enregistré la personne morale absorbante ou qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée notifie l'enregistrement de la fusion à l'organe qui a enregistré la personne morale absorbée ou les personnes morales qui participent à la concentration.

(3) L'organe qui a enregistré la personne morale absorbée ou les personnes morales qui participent à la concentration inscrit au registre d'Etat la date de la fusion et envoie à l'organe qui a enregistré la personne morale absorbante ou qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée tous les actes des personnes morales dissoutes, pour conservation.

(4) Après l'inscription faite selon l'alinéa 1, les personnes morales absorbées ou concentrées sont considérées comme dissoutes et sont radiées du registre d'Etat.

Article 78. Effets de la fusion

(1) Le patrimoine de la personne morale absorbée et celui des personnes morales ayant participé à la concentration est transféré à la personne morale absorbante et respectivement à la personne morale nouvellement constituée, dès le moment de l'enregistrement de la fusion.

(2) Après l'enregistrement de la fusion, l'actif et le passif des personnes morales dissoutes sont intégrés dans le bilan de la personne morale absorbante ou nouvellement constituée. Les biens meubles et immeubles devant faire l'objet de l'enregistrement sont enregistrés en tant que biens de la personne morale absorbante ou nouvellement constituée.

Article 79. Démembrement de la personne morale

(1) Le démembrement s'opère par division ou séparation.

(2) La division de la personne morale met fin à l'existence de celle-ci et a pour effet le transfert des droits et obligations vers les personnes morales nouvellement constituées.

(3) La séparation a pour effet le détachement d'une fraction du patrimoine d'une personne morale qui ne cesse d'exister et son transfert vers une ou plusieurs personnes morales existant ou nouvellement constituées.

Article 80. Le projet de démembrement

(1) Le projet de démembrement de la personne morale est établi par l'organe exécutif et doit indiquer :

- a) la forme de démembrement ;
- b) la dénomination et le siège de la personne morale qui fait l'objet d'un démembrement ;
- c) la dénomination et le siège des personnes morales qui se constituent à la suite du démembrement ou vers lesquelles est transférée une partie du capital ;
- d) la fraction de capital qui est transférée ;
- e) le nombre de participants qui sont transférés à la personne morale en voie de constitution ;
- f) le rapport de valeur des participations ;
- g) le mode et le délai de cession des participations des personnes morales à but lucratif qui sont en voie de démembrement et de réception des participations par les personnes morales à but lucratif en voie de constitution ou existant, la date où ces participations donnent droit à des dividendes ;

- h) la date d'établissement du bilan de démembrement ;
 - i) les conséquences du démembrement pour les salariés.
- (2) Le projet de démembrement doit être écrit.
- (3) Il doit être annexé au projet de démembrement le projet d'acte de constitution de la nouvelle personne morale, selon le cas.

Article 81. Adoption du projet de démembrement

- (1) Le projet de démembrement est adopté aux 2/3 des participants, à moins que l'acte de constitution ne prévoie une plus grande majorité.
- (2) De même, l'acte de constitution de la nouvelle personne morale est adopté et l'organe exécutif est désigné aux 2/3 des participants.

Article 82. La demande d'enregistrement du démembrement

- (1) L'organe exécutif de la personne morale en voie de démembrement adresse, après l'expiration de 3 mois à compter de la date de publication de la dernière annonce sur le démembrement, une demande d'enregistrement du démembrement à l'organe d'Etat qui l'avait enregistrée et une autre, à l'organe d'Etat qui doit enregistrer la personne morale en voie de constitution ou celle vers laquelle s'opère le transfert d'une partie du patrimoine. Il est annexé à la demande le projet de démembrement, portant la signature des représentants des personnes morales participantes, ainsi que les pièces justifiant des garanties offertes aux créanciers et acceptées par ceux-ci ou de l'acquittement des dettes.
- (2) Il sera annexé en plus à la demande déposée auprès de l'organe d'Etat qui doit enregistrer la personne morale en voie de constitution les actes requis pour l'enregistrement des personnes morales du type respectif.

Article 83. Enregistrement du démembrement

- (1) L'enregistrement du démembrement est effectué par l'organe d'Etat qui a enregistré la personne morale faisant l'objet du démembrement. Le démembrement ne peut être enregistré qu'après l'enregistrement de la personne morale constituée ou l'enregistrement de la modification de l'acte de constitution de la personne morale vers laquelle est transférée une partie du patrimoine.
- (2) L'organe d'Etat qui doit enregistrer la personne morale nouvellement constituée ou celle vers laquelle est transférée une partie du patrimoine en informe l'organe d'Etat qui avait enregistré la personne morale ayant fait l'objet du démembrement.
- (3) L'organe d'Etat qui avait enregistré la personne morale ayant fait l'objet du démembrement enregistre le démembrement et, selon le cas, procède à la radiation de la personne morale divisée et en informe l'organe d'Etat qui a enregistré la personne morale nouvellement constituée ou la personne morales vers laquelle est transférée une partie du patrimoine. Ce dernier inscrit la date à laquelle s'est produit le démembrement.
- (4) Le démembrement prendra effet dès le moment où il aura été enregistré à l'organe d'Etat ayant enregistré la personne morale qui a fait l'objet du démembrement.

(5) Après l'enregistrement effectué en conformité avec l'alinéa 1, la personne morale divisée est considérée comme dissoute et est radiée du registre d'Etat.

Article 84. Effets du démembrement

(1) Le jour du démembrement, le patrimoine de la personne morale ayant fait l'objet du démembrement ou une partie de celui-ci sont transférés vers les personnes morales constituées ou existant.

(2) La personne morale nouvellement constituée ou existante reçoit, par acte de transfert, et inclut dans son bilan le patrimoine reçu et, le cas échéant, enregistre les biens soumis à l'enregistrement.

Article 85. Transformation de la personne morale

(1) La transformation a pour effet la modification de la forme de la personne morale à la suite de la modification de l'acte de constitution dans les conditions de la loi.

(2) La transformation doit réunir les conditions posées par la loi à l'égard de la forme que la personne morale existante acquerra après transformation.

Article 86. Dissolution de la personne morale

(1) La dissolution de la personne morale peut être provoquée par :

- a) l'expiration du délai fixé pour son existence ;
- b) la réalisation du but auquel sa constitution a été subordonnée ou l'impossibilité de réaliser ce but ;
- c) la décision de l'organe compétent de la personne morale ;
- d) une décision judiciaire, dans les cas prévus à l'article 87 ;
- e) la faillite ou la fin du processus d'insolvabilité en raison d'une masse débitrice insuffisante ;
- f) le fait que la personne morale à but non-lucratif ou la coopérative n'ait plus de participants ;
- g) d'autres motifs prévus par la loi ou par l'acte de constitution.

(2) La dissolution de la personne morale a pour effet l'ouverture de la procédure de liquidation, à l'exception de la fusion et du démembrement qui débouchent sur la dissolution, sans liquidation, de la personne morale qui cesse d'exister et sur le transfert universel de son patrimoine, tel qu'il était à la date de fusion ou de démembrement, vers la personne morale bénéficiaire.

(3) Après sa dissolution, la personne morale continue d'exister dans la mesure où c'est nécessaire pour la liquidation du patrimoine.

(4) A partir du moment de la dissolution, le gérant ne peut plus se livrer à de nouvelles opérations, sinon il en sera personnellement et solidairement responsable. Cette interdiction commence à courir le jour où le délai arrêté pour la durée de la société a expiré ou le jour où la dissolution est décidée par l'assemblée des participants ou est déclarée par décision judiciaire.

(5) L'organe compétent de la personne morale peut revenir sur la décision de liquidation ou de réorganisation, à condition que le patrimoine ne soit pas réparti entre les membres de celle-ci ou ne soit pas transmis à d'autres personnes.

(6) Le jour où la personne morale est dissoute, son gérant devient liquidateur, à moins que l'organe compétent ou l'instance judiciaire n'ait désigné un autre liquidateur.

Article 87. Dissolution de la personne morale par décision judiciaire

(1) La personne morale peut être dissoute par décision judiciaire si un des cas ci-dessous se présente :

- a) la constitution de la personne morale est entachée de vices ;
- b) l'acte de constitution ne correspond pas aux dispositions légales ;
- c) la personne morale n'est pas conforme aux dispositions légales régissant la forme d'organisation de celle-ci ;
- d) son activité est contraire à l'ordre public ;
- e) d'autres situations prévues par la loi.

(2) La dissolution ne sera pas prononcée si, au terme d'un délai fixé par l'instance judiciaire, la personne morale est conforme aux dispositions légales.

(3) Une décision judiciaire de dissolution sera prononcée si la personne morale fait l'objet des interdictions que le présent Code établit pour sa forme d'organisation ou s'il existe des écarts importants entre son activité et l'acte de constitution.

(4) La dissolution est prononcée à la demande du participant, du procureur ou du Ministre de la Justice.

Article 88. L'administration fiduciaire

(1) L'instance judiciaire devant statuer sur la demande de dissolution de la personne morale peut instituer, sur requête, une administration fiduciaire sur les biens de celle-ci. La décision de l'instance indiquera la date d'ouverture de l'administration fiduciaire. L'instance judiciaire désignera un ou plusieurs administrateurs fiduciaires et déterminera les limites de leurs pouvoirs et leur rémunération.

(2) Sauf disposition spéciale de l'instance judiciaire, les organes de la personne morale ne peuvent pas adopter des décisions sans le consentement préalable de l'administrateur fiduciaire et les personnes ayant le droit de représenter la personne morale ne peuvent passer des actes juridiques qu'avec la participation de l'administrateur fiduciaire.

(3) La décision judiciaire instituant l'administration fiduciaire peut être à tout moment modifiée ou annulée par l'instance judiciaire. L'administration fiduciaire cesse dès que le jugement rendu par l'instance judiciaire concernant la demande de dissolution devient définitif.

(4) L'administrateur fiduciaire notifiera la décision d'ouverture de l'administration à l'organe qui a enregistré la personne morale et communiquera à cet organe les données personnelles qui lui sont exigées en tant qu'administrateur.

(5) L'acte juridique que la personne morale aura passé avant l'enregistrement de l'administration fiduciaire, sans tenir compte des limitations imposées par

l'administration judiciaire, restera valable si l'autre partie n'a pas eu connaissance et ne devait pas avoir connaissance de l'ouverture d'une administration fiduciaire.

Article 89. Enregistrement de la dissolution

(1) En cas de dissolution de la personne morale en vertu de l'article 86, alinéa 1, lettres *a, b, c, f, et g*, l'organe exécutif déposera auprès de l'organe ayant enregistré la personne morale une demande de dissolution. Si la dissolution de la personne morale est consécutive à une décision prise par les participants, cette décision devra être annexée à la demande de dissolution.

(2) En cas de dissolution par décision judiciaire, l'instance judiciaire devra transmettre copie de sa décision irrévocable à l'organe d'Etat ayant enregistré la personne morale dissoute.

(3) La demande introduite par l'organe exécutif de la personne morale et la décision judiciaire donnent lieu à l'enregistrement de la dissolution.

(4) A partir de la date de l'enregistrement de la dissolution, tous les actes et informations émanant de la personne morale doivent juxtaposer à la dénomination de celle-ci le syntagme « en cours de liquidation ». Sinon, le liquidateur de la personne morale sera personnellement responsable du préjudice causé aux tiers.

Article 90. Le liquidateur de la personne morale

(1) Peut être liquidateur toute personne physique majeure à pleine capacité qui a la nationalité moldave et qui a son domicile dans la République de Moldova. La loi peut établir des conditions supplémentaires à remplir par la personne du liquidateur.

(2) Le liquidateur est tenu à notifier sa désignation à l'organe d'Etat qui a enregistré la personne morale et à communiquer à celui-ci les mêmes données personnelles que celles qui sont exigées à l'administrateur. Le liquidateur y joindra la décision par laquelle s'est faite sa désignation.

(3) Le registre devra indiquer nom, prénom, adresse, numéro de l'acte d'identité et code personnel du liquidateur, ainsi que la signature de celui-ci.

(4) Le liquidateur a les mêmes pouvoirs, obligations et responsabilités que l'administrateur, dans la mesure où ceux-ci sont compatibles avec l'activité de liquidateur.

(5) Si plusieurs liquidateurs sont désignés, ils représenteront la personne morale de concert, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution ou de la décision par laquelle ils ont été désignés.

(6) Dès qu'il aura assumé sa fonction, le liquidateur, de concert avec l'administrateur, établira et signera un inventaire et un bilan constatant la situation exacte de l'actif et du passif.

(7) Le liquidateur est chargé de mener à leur terme les opérations courantes, de recouvrer les créances, de transformer en argent d'autres biens et de donner satisfaction aux créanciers. Il peut également conclure de nouveaux actes juridiques dans la mesure où cela est nécessaire pour la liquidation.

(8) Le liquidateur est obligé de recevoir et de conserver le patrimoine de la personne morale, les registres et les actes de celle-ci. Il est tenu à inscrire dans un registre toutes les opérations de la liquidation, dans l'ordre chronologique.

(9) Le liquidateur peut être révoqué à tout moment par l'organe ou l'instance judiciaire qui l'a désigné. A sa place, un autre liquidateur sera désigné. Le liquidateur révoqué remet à son successeur le compte-rendu de son activité. Si le successeur est désigné par l'instance judiciaire, c'est à celle-ci que devra être présenté le compte-rendu.

(10) La rémunération du liquidateur est fixée par l'organe ou l'instance judiciaire qui l'a désigné, à l'exception des cas prévus par la loi.

Article 91. Information des créanciers

Le liquidateur est obligé, après l'enregistrement de sa désignation, d'insérer dans deux numéros consécutifs du Moniteur Officiel de la République de Moldova une annonce de liquidation de la personne morale, de même que d'informer, dans les 15 jours, tous les créanciers connus de la dissolution de la personne morale, en leur faisant connaître le délai d'exigibilité de leurs créances.

Article 92. Le délai d'exigibilité des créances

(1) Les créances sont exigibles au cours des six mois suivant la date de la publication de la dernière annonce au Moniteur Officiel. La décision de liquidation peut prévoir un délai plus long.

(2) Au cas où le liquidateur refuserait de reconnaître une créance, le créancier a droit, sous peine de déchéance, dans les trente jours suivant la date où il a été informé du refus de reconnaissance de la créance, à introduire une action en justice.

Article 93. Le projet de bilan de liquidation

(1) Dans les 15 jours suivant l'expiration du délai d'exigibilité des créances, le liquidateur est tenu à dresser un projet de bilan de liquidation qui reflète la valeur de bilan et la valeur de marché de l'actif de la personne morale, y inclus les créances, les dettes de la personne morale, reconnues par le liquidateur, ainsi que les dettes qui font l'objet d'une action en justice.

(2) Le projet de bilan de liquidation est déposé auprès de l'organe ou de l'instance qui a désigné le liquidateur, pour approbation.

(3) Si le bilan fait apparaître que le passif excède l'actif, le liquidateur est obligé de déclarer l'insolvabilité. Après avoir recueilli l'accord de tous les créanciers, le liquidateur peut poursuivre la liquidation sans avoir recours à une action de faillite.

Article 94. Défense des droits des créanciers et des débiteurs

La réorganisation ou la liquidation ne donnent pas droit à exiger les créances non encore échues.

Article 95. Dépôt des montants dus aux créanciers

Les montants dus aux créanciers connus ayant omis d'exiger leurs créances ou de se présenter pour en prendre exécution sont déposés sur des comptes en banque, aux noms des créanciers.

Article 96. Répartition de l'actif des personnes morales à but lucratif

(1) L'actif restant après la satisfaction des prétentions des créanciers de la personne morale dissoute est transmis par le liquidateur aux participants, proportionnellement à leurs participations.

(2) Le liquidateur fait les calculs et dresse un rapport sur la liquidation qui doivent faire apparaître le montant et la composition de l'actif restant. Si deux ou plusieurs participants ont droit à l'actif de la personne morale, le liquidateur dresse un projet de répartition de l'actif faisant état des principes sur lesquels repose la répartition.

(3) Le liquidateur peut ne pas aliéner les biens de la personne morale dissoute si leur écoulement n'est pas nécessaire à la satisfaction des créanciers et si les participants de la personne morale y consentent.

(4) Le projet de répartition de l'actif, les calculs et le rapport sur la liquidation sont remis pour approbation à l'organe ou à l'instance judiciaire qui a désigné le liquidateur. L'organe ou l'instance ayant désigné le liquidateur peuvent opérer certaines modifications dans le projet de répartition, en accord avec la volonté des participants.

Article 97. Répartition de l'actif des personnes morales à but non-lucratif

(1) L'actif restant après exécution des créances est réparti entre les personnes auxquelles l'acte de constitution ou, si prévu par l'acte de constitution, l'assemblée générale donne ce droit.

(2) Si la personne morale à but non-lucratif poursuit exclusivement la satisfaction des intérêts de ses participants, l'acte de constitution ou l'assemblée générale n'ayant pas désigné les personnes qui ont droit à l'actif de la personne morale à but non-lucratif, le patrimoine résiduel sera réparti proportionnellement entre toutes les personnes ayant la qualité de participants de la personne morale au moment de la dissolution de celle-ci.

(3) Dans l'impossibilité de procéder à une répartition de l'actif en conformité avec les dispositions des alinéas 1 et 2, celui-ci sera transmis à l'Etat qui l'emploiera à des buts similaires à ceux que poursuivait la personne morale liquidée.

Article 98. Le délai de répartition de l'actif

Il ne peut être procédé à la répartition de l'actif de la personne morale dissoute aux ayants droits qu'après l'expiration de 12 mois à compter de la date de la dernière annonce de dissolution et après l'expiration de 2 mois à compter du moment de l'approbation du bilan de liquidation et du projet de répartition de l'actif, à moins que ces actes n'aient fait l'objet d'un appel ou que l'appel n'ait été rejeté par décision judiciaire irrévocable.

Article 99. Radiation de la personne morale du registre

(1) Après répartition de l'actif net, le liquidateur doit demander la radiation de la personne morale du registre.

(2) Le liquidateur doit joindre à la demande de radiation tous les actes nécessaires à la liquidation.

Article 100. Reprise de la procédure de liquidation

(1) Si, une fois la radiation opérée, un nouveau créancier ou un ayant droit à obtenir le solde apparaissent, ou encore si l'existence d'un actif est attestée, l'instance judiciaire peut, à la demande de toute personne intéressée, à rouvrir la procédure de liquidation et, si besoin, à désigner un liquidateur. Si tel est le cas, la personne morale est considérée de nouveau comme existante, mais exclusivement en vue de la poursuite de la liquidation reprise. Le liquidateur peut demander aux ayants droits la restitution de ce qu'ils ont reçu en sus de la part d'actif qui leur était due.

(2) Il sera sursis à la prescription extinctive du droit d'action de la personne morale ou contre celle-ci durant la période d'inexistence de la personne morale respective.

Article 101. L'insolvabilité de la personne morale

Le tribunal peut déclarer l'insolvabilité de la personne morale qui n'a pas les moyens d'honorer ses obligations envers les créanciers. La constatation de l'insolvabilité de la personne morale par le tribunal repose sur les fondements et suit la modalité établis pas la loi.

Article 102. Filiales de la personne morale

(1) Les personnes morales peuvent constituer des filiales dans la République de Moldova et à l'étranger, sauf dispositions spéciales de la loi ou des statuts.

(2) Les filiales des personnes morales n'ont pas de personnalité morale.

Article 103. La représentation

(1) La représentation est une subdivision séparée de la personne morale, située en dehors du siège de celle-ci, qui représente et défend les intérêts de la personne morale.

(2) La représentation n'a pas de personnalité morale.

Article 104. Dispositions générales concernant l'union des personnes morales

(1) Les personnes morales peuvent se réunir au sein d'unions en vue de la coordination de leur activité et de la représentation de leurs intérêts communs. S'il est préconisé, dans une décision des participants, que l'union exercera l'activité d'entrepreneur, celle-ci est transformée en une société commerciale ou en une coopérative, selon la procédure fixée par le présent code.

- (2) Les associés de l'union gardent leur indépendance et leur personnalité morale.
- (3) Le patrimoine transmis à l'union par les fondateurs (les associés) représente le patrimoine de l'union. L'affectation de ce patrimoine correspond aux buts fixés dans l'acte de constitution.
- (4) L'union n'est pas responsable des obligations de ses associés. Ceux-ci sont subsidiairement responsables des obligations de l'union à concurrence du montant établi par l'acte de constitution et selon la modalité qui y est fixée.
- (5) Les particularités du statut juridique de l'union des personnes morales sont établies par le présent code et les lois relatives aux organisations non-commerciales.

Article 105. Les publications de la personne morale

Si la loi ou les actes de constitution prévoient la publication d'informations sur la personne morale, ces informations sont publiées dans le Moniteur Officiel de la République de Moldova. Les actes de constitution peuvent prévoir la publication d'informations sur la société dans d'autres médias également.

Section 2 DES SOCIETES COMMERCIALES

§ 1. Dispositions communes

Article 106. Dispositions générales concernant les sociétés commerciales

- (1) Les sociétés commerciales sont des organisations commerciales dont le capital social est constitué des participations des fondateurs (membres). Le patrimoine créé avec les apports des fondateurs (membres) et celui que la société commerciale acquiert en exerçant son activité appartient à celle-ci à titre de propriété. Dans les cas prévus par le présent code, la société commerciale peut être fondée par une seule personne.
- (2) La société commerciale ne peut être constituée que sous la forme d'une société en nom collectif, d'une société en commandite, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société par actions.
- (3) La société commerciale peut être le fondateur (membre) d'une autre société commerciale, à l'exception des cas prévus par le présent code et d'autres lois.
- (4) On peut faire des apports au patrimoine de la société commerciale en numéraire, en valeurs mobilières, en d'autres biens ou en droits patrimoniaux. L'évaluation des apports des membres à la société commerciale se fait à l'unanimité des fondateurs (membres) de la société, étant soumise au contrôle indépendant exercé par des experts (audit).

Article 107. Constitution de la société commerciale

- (1) La société commerciale est constituée par acte de constitution authentifié conforme.

(2) Tous les fondateurs d'une société commerciale doivent contribuer, à concurrence du montant indiqué dans l'acte de constitution, à la formation du capital social.

Article 108. L'acte de constitution de la société commerciale

- (1) L'acte de constitution de la société commerciale doit indiquer :
- a) nom, prénom, lieu et date de naissance, domicile, nationalité et données extraites de l'acte d'identité du fondateur personne physique ; dénomination, siège, nationalité, numéro d'immatriculation du fondateur personne morale ;
 - b) dénomination de la société ;
 - c) l'objet d'activité ;
 - d) apports des associés, modalité et délai de versement de celles-ci ;
 - e) valeur des biens ayant fait l'objet d'apports en nature et mode l'évaluation de ceux-ci, si de tels apports ont été faits ;
 - f) siège ;
 - g) structure, attributions, mode de constitution et de fonctionnement des organes de la société ;
 - h) mode de représentation ;
 - i) filiales et représentations de la société ;
 - j) d'autres données, requis par la loi pour le type respectif de société.

(2) L'acte de constitution ne peut déroger aux dispositions du présent titre que dans les cas expressément prévus par la loi.

(3) L'acte de constitution de la société commerciale peut comporter d'autres clauses également, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la loi.

(4) L'acte de constitution de la société commerciale est libellé en langue officielle et doit comporter les signatures de tous les associés fondateurs.

Article 109. Enregistrement d'Etat de la société commerciale

(1) La société commerciale doit être enregistrée selon la modalité et dans le délai prévus par la loi, à l'organe d'enregistrement d'Etat dans le ressort duquel elle a son siège.

(2) Si la société commerciale n'est pas enregistrée dans un délai de 3 mois à compter de la date de l'authentification de l'acte de constitution, ses membres peuvent être dégrevés des obligations qui résultent de leurs souscriptions, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution.

Article 110. Nullité de la société commerciale

(1) La société commerciale peut être déclarée nulle par décision judiciaire.

(2) Un jugement déclaratif de nullité ne peut être prononcé que si l'un des cas suivants se présente :

- a) l'acte de constitution fait défaut ou n'est pas authentifié conforme ;
- b) l'objet de la société est illicite ou est contraire à l'ordre public ;
- c) l'acte de constitution ne fait pas mention de la dénomination de la société, des participations des associés, du montant du capital social souscrit ou du but de la société ;

- d) les dispositions légales relatives au capital social n'ont pas été respectées ;
 - f) tous les fondateurs étaient incapables à la date de constitution de la société.
- (3) Le dispositif du jugement déclaratif de nullité sera inséré dans les publications de la société dans un délai de 15 jours à compter de la date où le jugement est devenu définitif.

Article 111. Effets de la déclaration de la nullité de la société commerciale

- (1) Le jour où le jugement déclaratif de nullité devient définitif, la société commerciale est dissoute et sa liquidation est amorcée. Le jugement déclaratif de nullité désigne le liquidateur de la société.
- (2) Les actes juridiques passés au nom de la société commerciales ne sont pas affectés par sa nullité, à l'exception du cas prévu à l'alinéa 3.
- (3) Si la société commerciale déclarée nulle est insolvable, sa liquidation est régie par la Loi sur l'insolvabilité.
- (4) Les associés auxquels la nullité de la société commerciale est imputable sont indéfiniment et solidairement responsable à l'égard des autres associés et des tiers du préjudice dû à la nullité de la société.

Article 112. Formation du capital social de la société commerciale

- (1) Le capital social détermine la valeur minimale de l'actif dont doit disposer la société commerciale.
- (2) Le capital social de la société commerciale est constitué des apports des fondateurs, libellés en Lei.
- (3) Le capital social est à verser intégralement dans un délai de 6 mois au plus à compter de la date d'enregistrement de la société commerciale.
- (4) L'associé unique verse l'intégrité de son apport avant la date d'enregistrement de la société commerciale.

Article 113. Les apports au capital social de la société commerciale

- (1) Les apports au capital social d'une société commerciale se font en numéraire, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution.
- (2) Le travail et les services mis à la disposition de la société à la constitution ou durant son existence ne constituent pas des apports à la formation ou à l'augmentation du capital social.
- (3) Les associés sont tenu de verser en numéraire, à l'enregistrement de la société commerciale, au moins 40% de l'apport souscrit, à moins que la loi ou les statuts ne prévoient une proportion plus importante.
- (4) L'apport au capital social d'une société commerciale ne procure pas d'intérêts, sous les réserves établies par la loi.
- (5) Si un associé a omis de verser son apport dans le délai imparti, tout autre associé peut le lui demander par écrit, en lui fixant un délai supplémentaire d'au moins un mois et en l'avertissant que le non-paiement emporterait son exclusion de la société.

(6) En cas de non-versement de l'apport dans le délai supplémentaire, l'associé perd le droit à une part sociale et à la fraction déjà versée. Ce fait doit lui être notifié.

Article 114. Les apports en nature au capital social de la société commerciale

(1) Les apports en nature au capital social de la société commerciale ont pour objet les biens qui se trouvent dans le circuit civil.

(2) Les biens sont considérés être transmis à titre de propriété, sauf disposition spéciale de l'acte de constitution.

(3) Il ne peut être fait apport de créances ou de droits non-patrimoniaux à la formation ou à l'augmentation du capital social d'une société de capitaux.

(4) Les associés d'une société en nom collectif et les associés commandités peuvent mettre à la disposition de la société leur travail et leurs services à titre d'apport social, celui-ci ne concourant pas à la formation ou à l'augmentation du capital social. En contrepartie de cet apport, les associés ont droit à participer, conformément à l'acte de constitution, à la répartition des bénéfices et de l'actif social et ils assument également le risque de supporter des pertes.

(5) L'apport en nature doit être déposé dans le délai fixé dans l'acte de constitution, mais au plus tard dans le délai indiqué à l'article 112, alinéa 3. En cas d'augmentation du capital social, l'apport est à verser dans le délai arrêté par l'assemblée générale, mais au plus tard dans un délai de 60 jours à compter de l'adoption de la décision d'augmentation du capital social.

(6) La valeur de l'apport en nature au capital social de la société commerciale est approuvé par l'assemblée générale.

(7) L'apport en créances est considéré comme versé après que la société recouvre la somme d'argent faisant l'objet de la créance.

Article 115. Droits des membres d'une société commerciale

(1) Le membre d'une société commerciale a droit à :

a) participer à la gestion et à l'activité de la société dans les conditions établies par la loi et par l'acte de constitution ;

b) avoir accès aux informations sur l'activité de l'entreprise, aux livres comptables et à d'autres documents, selon la procédure prévue par la loi et l'acte de constitution ;

c) participer à la répartition du profit de la société proportionnellement à son apport au capital social ;

d) recevoir, en cas de liquidation de la société, une partie de la valeur de l'actif restant après satisfaction des créances, proportionnellement à son apport au capital social ;

e) accomplir d'autres actions prévues par le présent code, la législation relative aux sociétés commerciales ou l'acte de constitution.

(2) L'acte de constitution peut prévoir d'autres modalités de répartition du profit de la société ou de l'actif que celle indiquée à l'alinéa 1, sans toutefois que quiconque ait droit à l'ensemble du profit réalisé par la société ou soit exonéré des pertes enregistrées par celle-ci.

(3) Si les organes chargés de la direction refusent de le faire, un membre de la société commerciale peut demander, au nom de celle-ci, aux autres membres de réparer le préjudice causé.

Article 116. Obligations des membres de la société commerciale

(1) Le membre de la société commerciale est obligé de :

- a) verser son apport au capital social dans l'ordre, pour le montant, selon la procédure et dans les délais établis dans l'acte de constitution ;
- b) ne pas révéler les informations confidentielles sur la société ;
- c) porter immédiatement à la connaissance de la société le déplacement du domicile ou du siège, la modification du nom ou de la dénomination, d'autres informations nécessaires à l'exercice des droits et à l'exécution des obligations assumées par la société et ses membres;
- d) s'acquitter d'autres obligations prévues par la loi ou l'acte de constitution.

(2) Sans l'accord préalable de la société de personnes, le membre ne peut pas exercer des activités similaires à celles qu'exerce la société. L'accord des membres est présumé jusqu'à preuve du contraire pour les activités à l'égard desquelles les membres étaient informés à la date de son acceptation en tant que membre.

(3) En cas de manquement à l'alinéa 2, la société peut demander la réparation du préjudice, la cession des droits et obligations ou du bénéfice issu des actes conclu. La demande de réparation du préjudice ou de cession des droits et obligations ou du bénéfice se prescrit par trois mois à compter de la date à laquelle tous les membres ont pris connaissance ou devaient prendre connaissance de la conclusion de l'acte, mais au plus par un an à compter de la date de conclusion de l'acte juridique.

Article 117. Sociétés affiliées

Sont considérées comme affiliées les entreprises qui, dans les rapports qui les lient les unes aux autres, sont :

- a) des entreprises en possession majoritaire et des entreprises à participation majoritaire ;
- b) des entreprises dépendantes et dominantes ;
- c) réunies au sein d'un trust ;
- d) des entreprises à participation réciproque.

Article 118. Entreprises en possession majoritaire et entreprises à participation majoritaire

(1) Si une entreprise détient la majorité des voies ou une participation majoritaire dans le capital social d'une autre entreprise, indépendante du point de vue juridique, la première est une entreprise à participation majoritaire et la seconde est une entreprise en possession majoritaire.

(2) L'entreprise en possession majoritaire ne peut pas détenir, directement ou indirectement, de participation ou de voies dans l'entreprise à participation majoritaire.

(3) L'entreprise à participation majoritaire est subsidiairement responsable des obligations de l'entreprise en possession majoritaire si cette dernière devient insolvable par suite de l'exécution des ordres donnés par l'entreprise à participation majoritaire.

Article 119. Entreprise dépendante et entreprise dominante

(1) Les entreprises dépendantes sont celles à l'égard desquelles une autre entreprise (l'entreprise dominante) peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante.

(2) Une entreprise en possession majoritaire est présumée dépendante de l'entreprise qui y détient une participation majoritaire.

Article 120. Le trust et les entreprises du trust

(1) Les entreprises réunies sous une direction unique, sans qu'elles soient dépendantes les unes des autres, forment un trust. Chacune de ces entreprises est une entreprise du trust.

(2) Sont considérées comme des composantes d'un trust les entreprises qui ont passé un contrat par lequel une entreprise subordonne son administration à une autre entreprise ou s'engage à verser l'ensemble de son revenu à une autre entreprise, ou encore les entreprises dont l'une est intégrée (incorporée) dans l'autre.

(3) L'entreprise dominante et l'entreprise dépendante sont présumées former un trust.

§ 2. LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

Article 121. Dispositions générales relatives à la société en nom collectif

(1) La société en nom collectif est une société commerciale dont les membres exercent, en conformité avec les statuts, l'activité d'entrepreneur pour le compte de la société et sont indéfiniment et solidairement responsables de ses obligations. La clause qui limite la responsabilité n'est pas opposable aux tiers.

(2) Le nombre d'associés ne peut pas être inférieur à 2 et ne peut pas excéder 20 personnes physiques ou morales. Une personne physique ou morale peut être l'associé d'une seule société en nom collectif.

(3) La raison sociale de la société en nom collectif doit inclure le syntagme « société en nom collectif », en langue officielle, ou le sigle « SNC », le nom ou la dénomination des associés. Si elle ne comporte pas nom ou dénomination de tous les associés, la raison sociale doit inclure le nom ou la dénomination d'au moins un associé, suivis du syntagme « et compagnie », en langue officielle, ou l'abréviation « et C^{ie} ».

Article 122. L'acte de constitution de la société en nom collectif

(1) En plus de ce qui a été mentionné à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution d'une société en nom collectif doit comporter :

- a) le montant et la composition du capital social de la société, ainsi que le mode de versement des apports ;
 - b) le montant et la modalité de modification de toutes les participations détenues dans la société ;
 - c) la responsabilité des membres pour le manquement à l'obligation de déposer les fonds ;
 - d) la procédure d'adoption des décisions par les associés ;
 - e) la procédure d'admission de nouveaux associés ;
 - f) les motifs et la procédure de retrait et de révocation d'un associé.
- (2) L'acte de constitution ne peut être modifié qu'à l'unanimité de tous les associés.

Article 123. Direction de la société en nom collectif

- (1) La direction de la société en nom collectif s'exerce avec l'accord de tous les associés. L'acte de constitution peut déterminer les décisions à prendre à la majorité des membres.
- (2) Chaque membre de la société en nom collectif dispose d'un seul vote, à moins que l'acte de constitution ne prévoie autrement.

Article 124. L'administration de la société en nom collectif

- (1) Chaque membre de la société en nom collectif a droit à agir au nom de la société, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution qui peut prévoir que tous les membres doivent agir conjointement ou que l'administration est confiée à un ou plusieurs membres ou à un tiers.
- (2) Les pouvoirs de l'administrateur ne peuvent pas outrepasser l'objet social de la société. Les actes qui ne relèvent pas de l'objet social sont subordonnés au consentement de tous les associés.
- (3) En cas d'administration en commun, les décisions doivent être prises à l'unanimité. Si l'administration est confiée à une ou plusieurs personnes, les autres membres doivent obtenir la procuration de celles-ci pour pouvoir passer des actes juridiques au nom de la société. Les stipulations statutaires limitant les pouvoirs des membres de la société ne sont pas opposables aux tiers, à moins que la société ne prouve qu'ils savaient ou qu'ils ne pouvaient pas ignorer que le membre n'était pas habilité à agir au nom de la société.
- (4) Tout membre d'une société en nom collectif, qu'il soit ou qu'il ne soit pas habilité à administrer la société, a le droit de prendre connaissance de tous les documents concernant l'administration. La clause d'exclusion ou de limitation de ce droit est réputée non écrite.

Article 125. Représentation de la société en nom collectif

- (1) Tous les membres d'une société en nom collectif ont le droit et l'obligation de la représenter.

(2) L'acte de constitution peut désigner un ou plusieurs membres pour représenter la société. Si tel est le cas, les autres associés n'ont pas le droit de la représenter.

(3) En cas de pluralité de représentants, ils ont le droit d'agir séparément, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution qui peut prévoir qu'ils doivent agir conjointement.

(4) En cas de désignation des administrateurs en dehors des associés, le droit de représenter la société en nom collectif peut être stipulé dans l'acte de constitution.

(5) Les personnes qui ont le droit de représenter la société en nom collectif doivent notifier leur désignation à l'organe d'enregistrement.

(6) Les stipulations de l'acte de constitution limitant le droit des associés de représenter la société en nom collectif ne sont pas opposables aux tiers de bonne foi. La bonne foi est présumée.

Article 126. Privation du droit d'administrer et de représenter la société en nom collectif et renonciation à ce droit

(1) Une personne peut être privée du droit d'administrer et de représenter la société en nom collectif par décision judiciaire pour cause légitime à la demande de tout associé. Le juste motif de la privation est lié, entre autres, à l'existence d'une faute grave de l'intéressé ou à l'impossibilité, pour celui-ci, d'exercer ses attributions.

(2) Tout membre peut renoncer, à tout moment, par déclaration adressée aux personnes chargées de l'administration et de la représentation, à son droit d'administrer et de représenter la société.

Article 127. Répartition des revenus et des pertes d'une société en nom collectif

(1) Les revenus et les pertes d'une société en nom collectif sont répartis entre ses membres proportionnellement à leurs participations dans le capital social, sauf stipulation contraire des statuts ou d'un accord entre parties. Tout accord en vertu duquel un membre de la société ne participerait pas à la répartition des revenus ou des pertes de la société est nul.

(2) Si la société n'accepte pas les actes passés par un associé qui a agi dans l'intérêt de la société en outrepassant ses pouvoirs, l'associé a droit à lui demander la compensation des frais supportés, à concurrence du bénéfice ou des économies réalisés par la société à l'issue de ses actions.

(3) Si, du fait des pertes supportées, l'actif net d'une société en nom collectif passe en dessous du montant du capital social, le revenu obtenu par la société ne sera pas réparti entre ses membres jusqu'à ce que la valeur de l'actif net dépasse le montant du capital social.

Article 128. Responsabilité des membres de la société en nom collectif

(1) Les membres de la société en nom collectif sont subsidiairement et solidairement responsables des obligations de la société sur la totalité de leur patrimoine.

(2) Les membres de la société qui ne sont pas fondateurs de celle-ci sont solidairement responsables, à côté des autres membres, des obligations apparues avant leur entrée dans la société.

(3) Le membre qui s'est retiré de la société en nom collectif est responsable pour les obligations apparues après son retrait, solidairement avec les autres membres, durant un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du rapport d'activité pour l'année de retrait.

(4) L'associé qui fait l'objet d'une action en justice concernant les obligations de la société en nom collectif ne peut opposer que les exceptions auxquelles lui personnellement ou la société ont droit.

(5) Tout accord entre les membres d'une société en nom collectif qui limite ou abroge la responsabilité prévue au présent article est nul.

Article 129. Modifications de la composition de la société en nom collectif

(1) En cas de retrait, de décès, de déclaration d'absence ou d'incapacité d'une personne physique membre de la société en nom collectif, d'insolvabilité, d'ouverture de la procédure de réorganisation en vertu d'une décision judiciaire, de liquidation d'une personne morale membre de la société ou de poursuite par un créancier de la participation d'un membre dans le capital social, la société peut poursuivre son activité si la continuation est prévue par les statuts ou si les autres associés la décident à l'unanimité.

(2) Un associé de la société en nom collectif est révocable par décision de justice pour cause légitime à la demande unanime des autres associés.

(3) Si un associé décide de se retirer de la société en nom collectif, les participations au capital social des autres associés augmenteront d'autant, sauf stipulation contraire des statuts ou d'un accord entre les associés.

(4) L'associé d'une société en nom collectif peut céder, avec le consentement des autres associés, tout ou partie de sa participation au capital social à un autre associé ou à un tiers. En même temps que la participation, il est fait cession des droits de l'associé ayant cédé la participation, intégralement ou proportionnellement.

Article 130. Retrait d'un associé de la société en nom collectif

(1) L'associé d'une société en nom collectif a le droit de s'en retirer, à condition d'en informer au préalable les autres associés, au moins 6 mois avant le retrait.

(2) Tout accord intervenu entre les associés d'une société en nom collectif par lequel on renoncerait au droit de retrait de la société est nul.

Article 131. Effets du retrait d'un associé de la société en nom collectif

(1) L'associé qui décide de se retirer de la société reçoit la valeur d'une part du patrimoine correspondant à sa participation dans le capital social, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(2) L'associé qui se retire de la société en nom collectif et les autres associés peuvent convenir que, au lieu de recevoir ladite part du patrimoine en argent, celle-ci lui sera transmise en nature.

(3) La part du patrimoine due à l'associé qui se retire de la société ou la valeur de cette part se calcule conformément au bilan établi au moment du retrait.

Article 132. Conséquences du décès ou de la réorganisation d'un membre de la société en nom collectif

(1) Le successeur du membre de la société en nom collectif décédé ou réorganisé peut devenir associé à l'unanimité des membres, sous réserve d'interdiction stipulée dans l'acte de constitution. L'acte de constitution peut prévoir que la décision d'accepter un successeur en qualité d'associé est prise à la majorité des voix.

(2) Si les membres de la société en nom collectif n'acceptent pas les successeurs en tant qu'associés, la société est tenue de leur verser une part de l'actif net, calculée à la date du décès ou de la réorganisation proportionnellement à la participation détenue par l'associé décédé ou réorganisé dans le capital de la société.

(3) Le successeur du membre de la société en nom collectif est responsable, dans la limite du patrimoine qui lui a été dévolu, des obligations dont était responsable, conformément à l'article 128, alinéas 2 et 3, son prédécesseur.

Article 133. Poursuite de la participation du membre dans le capital social de la société en nom collectif

(1) La poursuite des parts sociales d'un membre de la société en nom collectif pour des dettes qui n'ont pas trait à sa participation à la société (dettes personnelles) n'est possible que si le reste de son patrimoine ne suffit pas à couvrir ses dettes. Dans cette hypothèse, les créanciers sont en droit de demander à la société de séparer une partie de son patrimoine proportionnellement à la participation du débiteur au capital social en vue de la poursuite de cette partie. La part du patrimoine susceptible d'être séparée ou sa valeur est déterminée conformément à un bilan dressé au moment de la demande de séparation, introduite par les créanciers.

(2) La poursuite du patrimoine proportionnellement à la participation du membre dans le capital social conditionne la révocation du membre et produit les effets prévus à l'article 128, alinéas 2 et 3.

Article 134. Dissolution de la société en nom collectif

(1) La société en nom collectif prend fin s'il n'y reste qu'un seul membre.

(2) Le dernier membre restant de la société en nom collectif dispose d'un délai de 6 mois pour réorganiser la société dans les conditions du présent code.

Article 135. Réorganisation de la société en nom collectif

(1) En cas de transformation de la société en nom collectif en société par actions, en société à responsabilité limitée ou en coopérative, les associés continuent de répondre, pendant trois ans, indéfiniment et solidairement des obligations nées avant la transformation.

(2) L'associé n'est pas exonéré de cette responsabilité même si, avant l'expiration du délai de trois ans, il aliène son droit de participation au capital social.

§ 3. SOCIETE EN COMMANDITE

Article 136. Dispositions générales sur la société en commandite

(1) La société en commandite est une société commerciale qui est constituée entre un ou plusieurs associés qui exercent l'activité d'entrepreneur au nom de la société et qui sont indéfiniment et solidairement responsables de ses obligations (commandités) et un ou plusieurs associés apporteurs de capitaux (commanditaires) qui ne participent pas à l'activité d'entrepreneur de la société et qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

(2) Une personne ne peut être commandité que dans une seule société en commandite. Le membre d'une société en nom collectif ne peut pas être commandité dans une société en commandite. Le commandité d'une société en commandite ne peut pas être membre d'une société en nom collectif.

(3) La raison sociale de la société en commandite doit comprendre le syntagme « société en commandite », en langue officielle, ou le sigle « SC », le nom ou la dénomination des commandités. Si elle ne comprend pas nom ou dénomination de tous les commandités, la raison sociale doit inclure le nom ou la dénomination d'au moins un commandité, suivis du syntagme « et compagnie », en langue officielle, ou l'abréviation « et C^{ie} ». Si la raison sociale comprend le nom ou la dénomination du commanditaire, celui-ci est tenu indéfiniment et solidairement des dettes de la société.

(4) Les dispositions concernant la société en nom collectif sont applicables à la société en commandite dans la mesure où le présent code ne comprend pas de normes spécifiques relatives à la société en commandite.

Article 137. L'acte de constitution de la société en commandite

En plus de ce qui a été mentionné à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution d'une société en commandite doit comporter :

- a) le montant et la composition du capital social de la société, ainsi que le mode de versement des apports ;
- b) le montant et la modalité de modification des participations de tous les commandités dans la société ;
- c) la responsabilité des commandités pour le manquement à l'obligation de déposer les fonds ;
- d) le montant total des apports faits par les commandités ;
- e) la procédure d'adoption des décisions par les associés ;
- f) la procédure d'admission de nouveaux associés ;
- g) les motifs et la procédure de retrait et de révocation d'un associé.

Article 138. Direction, administration et représentation de la société en commandite

(1) La direction de la société en commandite est assurée par les commandités. Le mode de direction, d'administration et de représentation de la société par les commandités est à déterminer par ceux-ci en conformité avec les dispositions du présent code relatives à la société en nom collectif.

(2) Les commanditaires n'ont pas le droit de participer à la direction et à l'administration de la société en commandite, de la représenter sans procuration, de contester les actes de direction, d'administration ou de représentation de la société, accomplis par les commandités dans la limite de son objet social. Pour les actes outrepassant ces limites, l'unanimité des associés est requise.

Article 139. Droits et obligations du commanditaire

(1) Le commanditaire a droit à :

a) recevoir une fraction des bénéfices de la société, proportionnellement à sa participation dans le capital social, dans les conditions prévues par l'acte de constitution ;

b) prendre connaissance des rapports et des bilans annuels et les vérifier par confrontation avec les données des registres et d'autres pièces justificatives ;

c) se retirer de la société en fin d'exercice et se faire verser une fraction de son actif proportionnellement à sa participation dans le capital social, dans les conditions stipulées par l'acte de constitution ;

d) céder tout ou partie de sa participation à un autre commanditaire ou, si c'est prévu par l'acte de constitution, à un tiers. Les commanditaires ont un droit préférentiel face aux tiers à l'achat de la participation (ou d'une partie de celle-ci).

(2) Les règles relatives à l'interdiction de la concurrence, telles que prévues à l'article 116, alinéa 2 et 3, ne sont pas applicables au commanditaire, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(3) Au moment de l'enregistrement de la société en commandite, le commanditaire est tenu de verser au moins 60 % de son apport, le solde devant être versé dans le délai fixé dans l'acte de constitution. Le dépôt de l'apport est confirmée par un certificat de participation, délivré par la société.

(4) L'acte de constitution de la société en commandite peut prévoir d'autres droits et obligations pour le commanditaire.

Article 140. Responsabilité en cas d'acceptation de la qualité de commanditaire

Celui qui devient commanditaire d'une société existante répondra, dans la limite de sa participation, même pour les obligations nées avant qu'il n'ait acquis la qualité d'associé. Une stipulation contraire n'est pas opposable aux tiers.

Article 141. Réduction de la participation du commanditaire

(1) La réduction de la participation d'un commanditaire n'est opposable aux tiers qu'après enregistrement de la réduction au registre d'Etat.

(2) La réduction de la participation n'est pas opposable aux créanciers titulaires de créances nées avant l'enregistrement de la réduction.

Article 142. Cession de la participation du commanditaire

(1) La participation du commanditaire peut être cédée à des tiers ou transmise par voie de succession sans le consentement des associés, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(2) Les commanditaires ont le droit de préemption en cas de cession de la participation. Les règles concernant la cession des participations dans une société à responsabilité limitée sont applicables de manière correspondante.

(3) La cession intégrale de la participation met fin à la qualité de commanditaire.

Article 143. Dissolution de la société en commandite

(1) En dehors de cas prévus à l'article 86, alinéa 1, la société en commandite sera dissoute si elle ne comporte plus aucun commandité ou aucun commanditaire et si, dans un délai de 6 mois à compter du retrait du dernier commandité ou du dernier commanditaire, la société ne s'est pas transformée ou n'a pas accepté un autre commandité ou un autre commanditaire.

(2) En cas de dissolution de la société en commandite, notamment du fait de l'insolvabilité, les commanditaires ont le droit de récupérer, de préférence aux commandités, le patrimoine de la société restant après satisfaction de toutes les prétentions de créanciers.

Article 144. Transformation de la société en commandite

(1) En cas de transformation de la société en commandite en société par actions, en société à responsabilité limitée ou en coopérative, les commandités continueront de répondre, durant les trois ans, indéfiniment et solidairement des engagements pris avant la transformation.

(2) La cession du droit à la participation avant l'expiration du délai de trois ans n'exonère en aucun cas le commandité de sa responsabilité.

§ 4. SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

Article 145. Dispositions générales concernant la société à responsabilité limitée

(1) La société à responsabilité limitée est une société commerciale dont le capital social est divisé en parts sociales, conformément à l'acte de constitution, et dont les obligations sont garanties avec le patrimoine de la société.

(2) La société à responsabilité limitée peut être constituée par une ou plusieurs personnes.

(3) Les membres de la société ne sont pas tenus de ses obligations. Ils ne supportent les pertes de la société qu'à concurrence de leur participation.

(4) L'associé ayant omis de verser l'apport souscrit dans le délai imparti répond subsidiairement des obligations de la société dans la limite de la fraction non-versée.

(5) La société à responsabilité limitée peut avoir une dénomination en toutes lettres ou abrégée. La dénomination en toutes lettres et la dénomination abrégée doivent

comporter le syntagme « société à responsabilité limitée », en langue officielle, et respectivement l'abréviation « SARL ».

Article 146. L'acte de constitution de la société à responsabilité limitée

En plus de ce qui a été mentionné à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution de la société à responsabilité limitée doit indiquer :

- a) le montant du capital social ;
- b) la valeur nominale des participations.

Article 147. Le capital social de la société à responsabilité limitée

(1) Le montant du capital social de la société à responsabilité limitée est fixée par la loi.

(2) Le capital social de la société à responsabilité limitée est divisé en parts sociales.

Article 148. Le capital de réserve de la société à responsabilité limitée

(1) La société à responsabilité limitée est obligée de former un capital de réserve d'au moins 10% du montant du capital social.

(2) Il ne peut être eu recours au capital de réserve de la société à responsabilité limitée que pour couvrir les pertes ou aux fins d'une augmentation du capital.

(3) Le capital de réserve de la société à responsabilité limitée est formé par le versement annuel d'une fraction d'au moins 5 % de ses bénéfices nets, jusqu'à concurrence du montant fixé dans l'acte de constitution.

(4) Si la valeur de l'actif net de la société à responsabilité limitée passe en dessous du montant du capital social et de celui du capital de réserve, les versements dans le capital de réserve sont renouvelés.

Article 149. La part sociale de l'associé de la société à responsabilité limitée

(1) La part sociale de l'associé de la société à responsabilité limitée représente une fraction du capital social, fixée en fonction de son apport à ce capital.

(2) Un associé détient une seule part sociale. Le montant des parts sociales peut varier et elles sont indivisibles, sauf stipulations contraire de l'acte de constitution.

(3) Lorsqu'un associé acquiert une autre part sociale ou une fraction de la part sociale d'un autre associé, la part sociale du premier augmentera proportionnellement au montant de la part sociale acquise.

(4) L'acte de constitution de la société à responsabilité limitée peut fixer des limites pour le montant maximum de la part sociale des associés. Ces limites ne peuvent pas concerner qu'un certain associé.

(5) Sauf stipulation contraire de l'acte de constitution, les associés peuvent changer le co-rapport entre les parts sociales.

(6) La société à responsabilité limitée remet aux associés ayant versé l'intégralité de leur apport un certificat attestant de la détention de la part sociale et du montant de celle-ci.

(7) Les contributions supplémentaires au capital social se font en conformité avec les stipulations des statuts, proportionnellement aux apports de chaque associé. L'acte de constitution peut limiter l'obligation de verser des contributions supplémentaires à un certain montant fixé proportionnellement aux apports.

Article 150. La part sociale des conjoints dans une société à responsabilité limitée

(1) La part sociale des conjoints, acquise durant le mariage, est soumise au régime juridique de la propriété commune en indivision.

(2) Le conjoint de l'associé ne peut pas demander la division de la part sociale, ni son acceptation en tant qu'associé, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

Article 151. Rachat de ses propres parts sociales par la société à responsabilité limitée

(1) La société à responsabilité limitée ne peut racheter ses propres parts sociales, intégralement acquittées, que dans les cas suivants :

- a) décision de l'assemblée générale à la demande de l'associé qui se propose de vendre tout ou partie de sa part sociale ;
- b) rachat auprès des successeurs d'un associé décédé ;
- c) exécution forcée des créances du créancier de l'associé ;
- d) révocation de l'associé.

(2) La société à responsabilité limitée ne peut racheter des parts sociales que sur l'actif dont elle dispose en sus du capital social et d'autres fonds qu'elle est obligée de constituer et qui ne peuvent pas être affectés aux associés.

(3) Le rachat d'une part sociale par la société à responsabilité limitée ne lui procure pas, en rémunération de cette part sociale, une fraction du profit réparti, ni le droit de voter lors des assemblées des associés.

(4) La société à responsabilité limitée est obligée de réduire le capital social proportionnellement à la valeur de la part sociale rachetée, si celle-ci n'est pas aliénée dans un délai de 6 mois à compter de l'acquisition.

Article 152. Cession des parts sociales dans une société à responsabilité limitée

(1) Les parts sociales ou les fractions de parts sociales sont librement cessibles au conjoint, aux parents et alliés en ligne directe sans limite et en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré inclus, ainsi qu'à la société à responsabilité limitée, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(2) L'associé ne peut céder la part sociale qu'après avoir versé l'intégralité de l'apport souscrit, sauf le cas de succession.

(3) En cas de cession de la part sociale à une personne autre que celles qui viennent d'être énumérées à l'alinéa 1, les associés ont le droit de préemption. La cession se fait dans les conditions des alinéas 4 – 9.

(4) L'associé qui envisage de céder tout ou partie de la part sociale notifie son intention à l'administrateur de la société. Celui-ci la porte à la connaissance des associés dans les 15 jours qui suivent la notification.

(5) Les associés doivent formuler par écrit leur agrément et le transmettre à l'administrateur dans les 15 jours. L'associé indique le montant de la fraction du capital social qu'il envisage d'acquérir.

(6) En cas de pluralité d'acquéreurs, chacun d'entre eux acquiert la fraction sollicitée de la part sociale. A défaut d'accord entre ceux-ci, la part sociale est distribuée proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun.

(7) Si les associés ou la société ne rachètent pas la part sociale dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification, celle-ci peut être cédée à un tiers contre un prix qui ne soit pas inférieur au prix indiquée dans l'offre initiale.

(8) En cas d'inobservation du droit de préemption lors de la vente de tout ou partie d'une part sociale, chaque associé dispose d'un délai de trois mois à compter de l'accomplissement de l'acte pour demander par voie judiciaire que lui soient transférés les droits et obligations de l'acquéreur.

(9) L'acte de cession de la part sociale doit être authentifié conforme.

(10) Toute stipulation contraire aux prévisions des alinéas 2 – 9 est réputée non-écrite.

Article 153. Poursuite de la part sociale par les créanciers de l'associé

(1) Dans l'impossibilité d'assurer l'exécution de leurs créances sur d'autres biens de l'associé, les créanciers de celui-ci, munis d'un titre d'exécution, peuvent poursuivre sa part sociale.

(2) Les créanciers exercent leur droit sur la part sociale dans les conditions de l'article 152.

Article 154. Révocation des associés de la société à responsabilité limitée

(1) L'assemblée générale des associés, l'administrateur, un ou plusieurs associés peuvent demander la révocation d'un associé si celui-ci :

a) a été mis en retard et n'a pas versé intégralement l'apport souscrit dans le délai supplémentaire ;

b) en tant qu'administrateur, commet des fraudes en nuisant à la société, se sert des biens de la société dans son intérêt personnel ou dans l'intérêt d'un tiers.

(2) Un associé n'est révocable que par décision judiciaire.

(3) Il sera restitué à l'associé révoqué, dans un délai de 6 mois, l'apport versé, après déduction des dédommagements dus. L'obligation de réparation du préjudice subsiste dans la partie qui n'a pas été couverte par l'apport non-versé .

Article 155. Direction, administration et représentation de la société à responsabilité limitée

Les normes de direction, d'administration et de représentation de la société à responsabilité limitée sont établies par la présente loi et par ses statuts.

§ 5. SOCIETE PAR ACTIONS

Article 156. Dispositions générales concernant la société par actions

(1) La société par actions est une société commerciale dont le capital social est divisé en actions et dont les obligations sont garanties avec le patrimoine de la société.

(2) La société par actions peut être constituée par une ou plusieurs personnes.

(3) Les actionnaires ne répondent pas des obligations de la société. Ils ne supportent les pertes résultant de l'activité de la société qu'à concurrence de leur apport.

(4) L'actionnaire n'ayant pas versé dans le délai imparti l'apport souscrit répond subsidiairement des obligations de la société, dans la limite de la fraction non-versée.

(5) La dénomination de la société par actions est en toutes lettres ou abrégée. La dénomination en toutes lettres et la dénomination abrégée doivent comporter le syntagme « société par actions », en langue officielle, et respectivement l'abréviation « S.A. ».

Article 157. L'acte de constitution de la société par actions

En plus de ce qui vient d'être mentionnée à l'article 108, alinéa 1, l'acte de constitution de la société par actions doit comporter :

- a) le nom ou la dénomination des fondateurs ;
- b) le montant du capital social ;
- c) le nombre, le type et la valeur nominale des actions, les classes d'actions et le nombre d'actions de chaque classe ;
- d) le montant de l'apport et le nombre d'actions attribuées à chaque fondateur ;
- e) le nombre, le type, la valeur nominale, le taux d'intérêt et les délais d'extinction des obligations émises par la société ;
- f) le mode de tenue des registres de la société ;
- g) l'ordre de conclusion des contrats en cas de conflit d'intérêt.

Article 158. Le capital social de la société par actions

(1) Le montant minimum du capital social de la société par actions est fixé par la loi.

(2) Le capital social de la société par actions est formé par le placement des actions entre les actionnaires et représente la valeur des apports en numéraire et en nature versés proportionnellement au nombre et à la valeur des actions souscrites.

(3) Les actions émises à la constitution de la société par actions sont intégralement placées entre les fondateurs.

(4) Les fondateurs sont obligés de payer les actions souscrites avant l'enregistrement de la société par actions si l'apport est en numéraire ou dans un délai de trente jours à compter de l'enregistrement si l'apport est en nature.

(5) Si l'actif de la société par actions passe en dessous du montant minimum établi par la loi sans que l'assemblée d'actionnaires ait décidé de couvrir les pertes ou de transformer la société, celle-ci sera dissoute.

Article 159. Placement de l'émission supplémentaire d'actions

(1) L'émission supplémentaire d'actions est publique si celles-ci ne sont pas intégralement souscrites par les actionnaires.

(2) Les conditions de l'émission supplémentaire d'actions sont fixées dans la loi et sont les mêmes pour tous les souscripteurs.

Article 160. Le capital de réserve de la société par actions

(1) La société par actions est obligée de former un capital de réserve d'au moins 10% du montant du capital social.

(2) Il ne peut être eu recours au capital de réserve que pour couvrir les pertes ou aux fins d'une augmentation du capital.

(3) Le capital de réserve de la société par actions est formé par le versement annuel d'une fraction d'au moins 5 % de ses bénéfices nets, jusqu'à concurrence du montant fixé dans l'acte de constitution.

(4) Si la valeur de l'actif net de la société par actions passe en dessous du montant du capital social et de celui du capital de réserve, les versements dans le capital de réserve sont renouvelés.

Article 161. Des actions

(1) Les actions sont les parts résultant de la division du capital social d'une société par actions en conformité avec l'acte de constitution.

(2) Les actions attestent du droit de l'actionnaire de participer à la gestion de la société, de percevoir des dividendes ou une part de la valeur des biens de la société en cas de liquidation de celle-ci, ainsi que d'autres droits prévus par la loi ou par l'acte de constitution de la société.

(3) Les types d'actions sont déterminés par l'acte de constitution. A défaut, elles seront au porteur. Les actions nominatives peuvent être matérialisées par un titre ou simplement être inscrites dans un compte.

(4) Les actions ne peuvent pas être émises pour un montant inférieur à leur valeur nominale.

(5) Il ne pourra être procédé à une nouvelle émission d'actions avant que ne soient libérées les actions de l'émission précédente.

(6) On émet des actions pour un montant total au moins égal au montant du capital social.

(7) L'action est indivisible. Si une action est détenue par plusieurs personnes, celles-ci sont considérées comme un seul actionnaire exerçant ses droits par l'intermédiaire d'un représentant.

(8) Les types d'actions, le régime juridique et le mode de circulation de celles-ci sont réglementés par la loi.

Article 162. Rachat des actions (actions de trésor)

(1) L'action de trésor est l'action que la société par actions émettrice a rachetée à son actionnaire.

(2) La société par actions ne peut acquérir ses propres actions ni directement ni indirectement, par le biais de personnes agissant en leur propre nom pour le compte de cette société, à moins que l'assemblée générale d'actionnaires n'ait décidé autrement en ce qui concerne le respect des dispositions du présent article.

(3) La valeur de ses propres actions que peut acquérir la société par actions, y inclus celles de son portefeuille, ne peut pas excéder 10% du capital social souscrit.

(4) Seules les actions intégralement libérées peuvent être rachetées et à condition que le capital social souscrit ait été intégralement versé.

(5) La société par actions ne peut racheter ses propres actions qu'avec l'actif qu'elle détient en sus du capital social et d'autres fonds qu'elle est obligée de constituer et qu'il est interdit d'affecter aux associés.

(6) En cas de manquement aux dispositions des alinéas 2 – 5, les actions rachetées seront cédées dans un délai maximum d'une année à compter de leur souscription. A défaut, les actions seront annulées, la société étant obligée de réduire d'autant son capital social.

(7) Les restrictions prévues aux alinéas 2 – 6 ne sont pas applicables lorsque la société acquiert un nombre déterminé de ses propres actions, intégralement libérées :

a) à l'effet d'une réduction du capital social, par l'annulation de ses propres actions pour un montant correspondant ;

b) en vue de céder un certain nombre de ses propres actions au personnel de la société, dans les limites et conditions approuvées par l'assemblée générale d'actionnaires ;

c) par voie de succession universelle, à l'occasion d'une fusion ou par décision judiciaire prononcée dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée à l'égard d'un débiteur de la société ;

d) à titre gratuit ;

e) aux fins de régularisation du cours de ses propres actions sur le marché boursier ou sur le marché organisé extraboursier avec l'autorisation de la Commission Nationale des Valeurs Mobilières.

(8) L'action de trésor ne procure pas à la société le droit au vote lors des assemblées générales d'actionnaires, le droit à un dividende ou le droit à une fraction du patrimoine en cas de liquidation de la société.

Article 163. Des obligations

(1) La société par actions peut émettre des obligations au porteur ou nominatives. Les obligations non-matérialisées ne peuvent être que nominatives.

(2) La valeur nominale de l'ensemble des actions placées par la société ne doit pas excéder le montant du capital social.

(3) L'obligation procure à son détenteur le droit à l'intérêt promis par l'émetteur, ainsi que, en fin de période pour laquelle elle est émise, le droit à la valeur nominale de celle-ci. Les obligations peuvent être converties en actions.

(4) L'obligation ne peut pas être émise pour une période inférieure à une année.

(5) L'émission des obligations ne peut se faire que par appel public à l'épargne et elles sont payables en numéraires. Le règlement à tempérament des obligations n'est pas admissible.

(6) Il ne peut être procédé à l'émission d'obligations à l'effet de constituer, de compléter ou d'augmenter le capital social.

(7) Les types d'obligations, le régime juridique et le mode de circulation de celles-ci sont réglementés par la loi.

Article 164. Registre des actionnaires et registre des obligataires

(1) La société émettrice d'actions et d'obligations nominatives tient un registre des actionnaires et un registre des obligataires.

(2) Si la société dénombre plus de 50 actionnaires ou obligataires, les registres sont tenus par enregistreur indépendant.

(3) Le registre des actionnaires et le registre des obligataires doivent comporter :

a) dénomination, siège et numéro d'immatriculation de la société émettrice, numéro d'immatriculation de chaque émission, attribué par la Commission Nationale des Valeurs Mobilières ;

b) nom, prénom, autres données de l'acte d'identité, domicile de la personne physique actionnaire ou obligataire ; dénomination, siège et numéro d'immatriculation de la personne morale actionnaire ou obligataire ;

c) nombre d'actions et d'obligations, type, classe et valeur nominale des actions ou obligations détenues par chaque actionnaire ou obligataire ;

d) date à laquelle chaque actionnaire ou obligataire a acquis ou a cédé des actions ou des obligations.

(4) Le registre doit comporter une rubrique spéciale où soit fait mention de la saisie, du nantissement ou d'autres charges grevant les actions ou obligations de chaque actionnaire ou obligataire.

Article 165. Certificat d'actions ou d'obligations

(1) La société par actions est obligée de remettre des certificats d'actions ou d'obligations aux détenteurs d'actions ou d'obligations non-matérialisées.

(2) Le certificat confirme que la personne qui en est le titulaire détient un certain nombre d'actions ou d'obligations de la société émettrice. Le certificat n'est pas un titre de valeur, et sa transmission n'équivaut pas à un mouvement de titres de valeurs.

Article 166. Droit d'aliénation des actions et obligation de rachat

(1) L'actionnaire peut librement céder les actions détenues.

(2) La société est obligée de racheter les actions émises par elle dans les cas suivants :

a) expiration du délai de rachat fixé lors de l'émission des actions ;

b) insertion dans l'acte de constitution de clauses limitant les droits de l'actionnaire ;

c) conclusion de contrats de grande valeur sur la base d'une décision de l'assemblée générale d'actionnaires ;

d) transformation de la société, si le rachat des actions en est une condition.

(3) L'actionnaire a droit à demander le rachat des actions s'il n'a pas été informé ou si on ne lui a pas permis de participer à l'assemblée ayant statué sur les questions mentionnées à l'alinéa 2, lettres b – d, ou s'il a voté contre la décision adoptée et a demandé qu'il en soit fait mention dans le procès-verbal.

(4) L'actionnaire n'a pas le droit de demander le rachat des actions:

a) dans les cas stipulés à l'alinéa 2, lettres b – d, si les actions ont été portées sur le listing de la bourse de valeurs ;

b) si une décision de liquidation de la société a été prise.

(5) La décision de rachat des actions est adoptée par l'assemblée générale d'actionnaires, à moins que l'acte de constitution n'attribue cette prérogative au conseil de la société.

(6) Les actions sont rachetées au prix du marché, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

Article 167. Droits supplémentaires des actionnaires titulaires de 5% des actions

Avec 5% des actions avec droit de vote, les actionnaires ont droit à :

a) demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'assemblée générale ;

b) proposer des candidats au conseil de la société et pour le poste de commissaire au compte ;

c) demander la convocation d'une séance extraordinaire du conseil de la société ;

d) demander en justice la désignation des membres du conseil de la société si ceux-ci ne sont pas élus au cours de 2 assemblées générales d'actionnaires.

Article 168. Droits supplémentaires des actionnaires titulaires de 10% des actions

Avec 10% des actions avec droit de vote, les actionnaires ont droit à :

a) demander la réalisation de contrôles extraordinaires sur la société ;

b) demander que soit déterminé du coût du placement des actions d'une émission supplémentaire si la demande repose sur les conclusions d'un auditeur ;

c) demander, au nom de la société, réparation du préjudice causé à celle-ci par les membres de ses organes.

Article 169. Direction, administration et représentation de la société par actions

Les normes de direction, d'administration et de représentation de la société par actions sont établies par la loi et par ses statuts.

Article 170. Accès des actionnaire aux informations de la société par actions

(1) Au moins 10 jours avant la tenue l'assemblée générale annuelle d'actionnaires, la société par actions est obligée de publier son bilan, le compte de résultat, la valeur comptable des actions et obligations, autres données requises par la loi.

(2) La société par actions est obligée de mettre à la disposition des actionnaires, dans les conditions de la loi et de l'acte de constitution, des renseignements concernant la direction, l'administration et la représentation de la société, des renseignements concernant la situation financière et autres, y inclus l'acte de constitution, le certificat d'enregistrement de la société et des actions, les règlements de la société, les procès-verbaux des assemblées générales, du conseil, la liste des membres du conseil, des administrateurs, les contrats conclu avec l'enregistreur, avec l'auditeur, les rapports comptables et fiscaux, les rapports des commissaires aux comptes.

(3) A la demande des actionnaires, la société est obligée de délivrer, aux frais des demandeurs, copies et extraits des documents indiqués à l'alinéa 2.

Section 3 COOPERATIVES

Article 171. Dispositions générales concernant les coopératives

(1) La coopérative est une association bénévole de personnes physiques et morales, organisée selon des principes corporatifs, visant à favoriser et à garantir, par les actions communes de ses membres, leurs intérêts économiques et d'autres intérêts légaux.

(2) La coopérative ne peut pas comporter moins de 5 membres. Peuvent être membres d'une coopérative les personnes physiques de 16 ans et les personnes morales.

(3) Les membres de la coopérative supportent les pertes dans la limite de leur apport au patrimoine de la coopérative, y inclus la fraction non encore versée.

(4) La dénomination d'une coopérative doit comporter le mot « coopérative » et indiquer, en langue officielle, le but principal de son activité.

(5) Les particularités et le statut juridique de divers types de coopératives, ainsi que les droits et obligations de ses membres sont établis par le présent code et d'autres lois.

Article 172. Statuts de la coopérative

(1) Les statuts de la coopérative doivent indiquer :

- a) la dénomination ;
- b) l'objet social et le but ;
- c) le siège ;
- d) les apports des membres au capital social, le mode et le délai de versement de ceux-ci ;
- e) les contributions en numéraire et en nature auxquelles peuvent être astreints les associés, ainsi que la nature et la valeur de ces contributions ;
- f) la structure, les attributions, le mode de constitution et de fonctionnement des organes de direction de la société ;
- g) le mode de représentation ;
- h) les règles de convocation des assemblées générales de membres ;

- i) les filiales et les représentations de la société ;
 - j) autres données requises par la loi.
- (2) Sont réputées non écrites, à moins qu'elles ne soient insérées dans les statuts, les stipulations concernant :
- a) les apports en natures, leur objet, leur valeur estimée et le membre qui les verse ;
 - b) la responsabilité individuelle des membres ;
 - c) toute dérogation à la loi en ce qui concerne l'entrée dans la coopérative, le retrait et la révocation du membre ;
 - d) l'étendue et les restrictions au droit de vote du membre ;
 - e) le calcul et l'affectation de l'excédent positif de l'exercice financier et en cas de liquidation ;
 - f) le quota dans la limite duquel certains membres peuvent participer au capital social.
- (3) Les statuts peuvent prévoir d'autres clauses qui ne soient pas contraires à la loi.
- (4) Les statuts sont rédigés en langue officielle et sont signés par tous les membres fondateurs.

Article 173. Enregistrement de la coopérative

L'enregistrement d'Etat des coopératives suit les règles établies pour les sociétés commerciales.

Article 174. Le capital social de la coopérative

- (1) La coopérative a un capital social variable. Il représente la somme de toutes les participations des membres de la coopérative, en conformité avec les statuts.
- (2) A l'enregistrement de la coopérative, le membre est obligé de verser l'intégralité de sa participation, sauf stipulation contraire des statuts.
- (3) Les membres de la coopératives disposent d'un délai de deux mois à compter de l'approbation du bilan annuel pour récupérer les pertes de la coopératives par des contributions supplémentaires. En cas de manquement à cette obligation, la coopérative peut être dissoute par décision judiciaire à la demande es créanciers. Les membres de la coopérative sont subsidiairement et solidairement responsables de ses obligations à concurrence de la fraction non-versée de la contribution supplémentaire de chaque membre.
- (4) Le patrimoine restant après liquidation de la coopérative est réparti entre ses membres en conformité avec ses statuts.

Article 175. Gestion de la coopérative

- (1) L'organe suprême de gestion de la coopérative est l'assemblée générale de ses membres. Les coopératives comportant plus de 50 membres peuvent se doter d'un conseil de surveillance chargé d'exercer le contrôle de l'activité des organes exécutifs. Les membres du conseil de surveillance n'ont pas le droit d'agir au nom de la coopérative.

(2) Les organes exécutifs de la coopérative – le conseil d'administration et/ou le président de la coopérative – assurent l'administration courante et sont placés sous l'autorité du conseil de surveillance et de l'assemblée générale.

(3) Le président de la coopérative, les membres du conseil de surveillance et du conseil d'administration ne peuvent avoir que la qualité de membres de la coopérative. Une personne ne peut pas cumuler le mandat de membre du conseil de surveillance avec celui de membre du conseil d'administration ou avec le mandat de président de la coopérative.

(4) La compétence des organes de gestion de la coopérative et la procédure d'émission des décisions sont établies par la loi et les statuts de la coopérative.

(5) L'assemblée générale est exclusivement compétente pour :

a) modifier les statuts ;

b) former le conseil de surveillance et révoquer les membres de celui-ci, attribuer et retirer certains pouvoirs aux organes exécutifs de la coopérative, à moins que les statuts ne réservent cette prérogative au conseil de surveillance ;

c) approuver les rapports et le bilan comptable annuel, la répartition des pertes ;

d) statuer sur la transformation et la liquidation de la coopérative.

(6) Les lois traitant des coopératives et les statuts de la coopérative peuvent faire rentrer d'autres questions dans la compétence exclusive de l'assemblée générale. Les questions relevant de la compétence exclusive de l'assemblée générale et du conseil de surveillance ne peuvent pas être rattachées à la compétence des organes exécutifs de la coopérative.

(7) Le membre de la coopérative dispose d'un seul vote à l'assemblée générale.

Article 176. Acquisition de la qualité de membre

(1) La coopérative peut faire entrer à tout moment de nouveaux membres.

(2) Les statuts peuvent établir certaines conditions particulières pour l'admission de nouveaux membres.

Article 177. Cessation de la qualité de membre de la coopérative et restitution de la participation

(1) La qualité de membre de la coopérative prend fin par retrait, révocation, décès ou liquidation.

(2) Le membre a droit à se retirer de la coopérative avant l'adoption de la décision de liquidation.

(3) Le membre qui décide de se retirer de la coopérative a droit à la compensation de la valeur de la participation ou à une fraction du patrimoine proportionnellement à sa participation. Les calculs sont opérés sur la base du bilan du jour de retrait et si le retrait a lieu au cours de l'exercice financier, la restitution se fera conformément au dernier bilan.

(4) Sauf stipulation contraire des statuts, le membre de la coopérative peut céder à tout moment sa participation à un autre membre ou à un tiers qui est sur le point de devenir membre, en se retirant de la sorte de la coopérative sans réclamer la fraction de patrimoine qui lui est due.

(5) Le membre de la coopérative est révocable par décision de l'assemblée générale pour non-exécution ou exécution non-conforme des obligations qui lui incombent au titre des statuts de la coopérative. Le membre révoqué a droit à se faire restituer la participation dans les conditions de l'alinéa 3.

(6) La participation est transmissible par voie de succession, sauf stipulation contraire des statuts de la coopérative. S'ils ne peuvent pas devenir membres de la coopérative, les successeurs se feront acquitter à valeur de la participation.

(7) La poursuite de la participation pour des dettes personnelles n'est admissible que si les autres moyens du membre de la coopérative ne suffisent pas à couvrir ces dettes dans les conditions de la loi et des statuts de la coopérative.

Article 178. Transformation et liquidation de la coopérative

La transformation et la liquidation de la coopérative sont soumises aux règles établies pour la société commerciale.

§ 4. ENTREPRISES D'ETAT ET ENTREPRISES MUNICIPALES

Article 179. Entreprises d'Etat et entreprises municipales

(1) Les entreprises d'Etat sont constituées et dotées par le Gouvernement ou autres organes habilités par la loi.

(2) Les entreprises municipales sont constituées et dotées d'un patrimoine par les autorités de l'administration publique locale.

(3) Les entreprises d'Etat et municipales sont dotées de personnalité morale et sont responsables de leurs obligations sur la totalité de leur patrimoine.

(4) L'Etat et les collectivités territoriales ne sont pas responsables des obligations des entreprises d'Etat et municipales. Ces entreprises ne sont pas responsables des obligations de l'Etat et des collectivités territoriales.

(5) Les particularités de la constitution, du fonctionnement et de la cessation de l'activité des entreprises d'Etat et municipales sont réglementées par le présent code, par la législation relative aux entreprises d'Etat et municipales, par la loi sur l'administration publique locale et d'autres actes normatifs, ainsi que par les statuts-type de ces entreprises.

Section 5

ORGANISATIONS NON-COMMERCIALES

Article 180. Dispositions générales concernant les organisations non-commerciales

(1) L'organisation non-commerciale est une personne morale dont le but est autre que la recherche d'un profit.

(2) Ont le statut d'organisations non-commerciales :

a) l'association ;

- b) la fondation ;
- c) l'institution.

Article 181. L'association

(1) L'association est une organisation non-commerciale constituée bénévolement par des personnes physiques et morales réunies, dans les conditions de la loi, par une communauté d'intérêts qui ne soient pas contraires à la loi, dont le but est la satisfaction de certains besoins immatériels.

(2) L'association peut revêtir la forme d'association publique, d'association religieuse, de parti et d'autre organisation socio-politique, de syndicat, d'union de personnes morales, de patronat, d'autres formes.

(3) La qualité de membre d'association est consignée.

(4) Le patrimoine transmis à l'association par les fondateurs (associés) constitue sa propriété. L'association emploie ce patrimoine conformément aux buts fixés dans ses statuts.

(5) Les membres perdent tous droits sur le patrimoine transmis à l'association, de même que sur les cotisations de membre. Ils ne répondent pas des obligations de l'association tout comme cette dernière ne répond pas des obligations de ses membres.

(6) Les particularités de la constitution et de l'activité, le statut juridique de différents types d'associations sont établis par le présent code et d'autres lois.

Article 182. La fondation

(1) La fondation est une organisation non-commerciale, sans membres, constituée par une ou plusieurs personnes physiques et morales, dotée d'un patrimoine distinct de celui de ses fondateurs, destiné à la réalisation des buts fixés dans l'acte de constitution.

(2) La fondation peut également être constituée par testament.

Article 183. L'institution

(1) L'institution est une organisation non-commerciale constituée par un fondateur (plusieurs fondateurs) en vue d'exercer des fonctions d'administration, sociales, culturelles, d'enseignement et d'autres fonctions à caractère non-commercial, financée en tout ou en partie par celui-ci (ceux-ci).

(2) Le fondateur transmet le patrimoine à l'institution à titre de propriété, sauf stipulation contraire de l'acte de constitution.

(3) Peuvent avoir la qualité de fondateur les personnes physiques et morales, y inclus les personnes morales de droit public.

(4) Le fondateur est responsable des obligations de l'institution dans la mesure où le patrimoine de celle-ci ne suffit pas à les éteindre.

(5) L'institution peut être publique ou privée.

Article 184. L'institution publique

(1) L'institution publique est constituée sur la base d'un acte émis par l'autorité publique et elle est financée, en tout ou en partie, du budget de cette dernière.

(2) L'institution publique n'a pas le droit d'instituer d'autres personnes morales, à l'exception de l'union de personnes morales.

Article 185. L'institution privée

(1) L'institution privée est constituée par décision d'une personne physique ou morale de droit privé qui la dote en conformité avec le but fixé.

(2) La décision de constitution de l'institution doit être authentifiée conforme.

Article 186. Statuts de l'organisation non-commerciale

(1) L'organisation non-commerciale exerce son activité en conformité avec les statuts, sauf disposition contraire de la loi.

(2) Les statuts doivent comporter les signatures de tous les fondateurs, sauf disposition contraire de la loi.

(3) Les statuts de l'organisation non-commerciale doivent indiquer :

- a) dénomination ;
- b) but et objet social ;
- c) siège ;
- d) nom et prénom, domicile, date de naissance, nationalité et autres données de l'acte d'identité des fondateurs ;
- e) conditions et modalité d'admission dans l'organisation non-commerciale, procédure de retrait et de révocation des membres (pour les associations) ;
- f) mode de formation du patrimoine, contributions des fondateurs et cotisations périodiques des membres ;
- g) procédure de nomination et de révocation des membres des organes ;
- h) mode de constitution et de liquidation des filiales ;
- i) mode et conditions de transformation ;
- j) mode de liquidation de l'organisation ;
- k) autres données requises par la loi pour le type respectif d'organisation non-commerciale.

(4) D'autres clauses peuvent également être prévues dans les statuts, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la loi.

Article 187. Genres d'activités des organisations non-commerciales

(1) Les organisations non-commerciales ont le droit d'exercer toute activité que la loi n'interdit pas, ayant trait aux buts fixés dans les statuts.

(2) L'activité que la loi subordonne à l'obtention d'une autorisation ne pourra être exercée par les organisations non-commerciales qu'après obtention de l'autorisation.

Article 188. L'activité économique de l'organisation non-commerciale

(1) L'organisation non-commerciale a droit à exercer une activité économique qui découle directement du but fixé dans les statuts.

(2) Pour exercer une activité économique qui ne découle pas directement du but fixé dans les statuts, les organisations non-commerciales peuvent constituer des sociétés commerciales ou coopératives.

(3) Le droit de certaines catégories d'organisations non-commerciales de créer des sociétés commerciales peut faire l'objet de restrictions fixées par la loi.

Article 189. Direction, administration et représentation de l'organisation non-commerciale

Les règles de direction, d'administration et de représentation de l'organisation non-commerciale sont fixées par la loi et ses statuts.

Article 190. Conflit d'intérêts

(1) L'organisation non-commerciale doit éviter les conflits d'intérêts dans le cadre de son activité. Si pourtant de tels conflits apparaissent, elle les règlera en conformité avec l'article 191.

(2) Le conflit d'intérêts correspond à la situation dans laquelle un acte juridique relatif au patrimoine de l'organisation non-commerciale est passé entre celle-ci et la personne intéressée.

(3) Aux termes du présent article, sont considérés comme des personnes intéressées : le dirigeant de l'entreprise, les membres des organes de direction et de contrôle, les employés, ainsi que toute autre personne qui, grâce aux relations spécifiques avec l'organisation non-commerciale, peut conditionner la prise de décisions concernant la conclusion d'actes juridiques au nom de l'organisation avec soi-même ou avec des personnes avec lesquelles il est en relations de parenté jusqu'au troisième degré inclus, en relations de travail, ou avec des personnes dont il est créancier.

Article 191. Règlement du conflit d'intérêts

(1) Les actes juridiques à conflit d'intérêts doivent être préalablement approuvés par l'organe suprême de l'organisation commerciale, à moins que les statuts n'aient établi la compétence d'un autre organe collégial.

(2) La personne intéressée est obligée de réparer le préjudice subi par l'organisation non-commerciale du fait de la conclusion d'un acte juridique à conflit d'intérêts, si celui-ci n'a pas été approuvé par l'organe compétent.

(3) En sus de la réparation du préjudice, la personne intéressée doit restituer à l'organisation non-commerciale tout le revenu obtenu à la suite de la conclusion de l'acte juridique à conflit d'intérêts. Si le préjudice résulte de l'action de plusieurs personnes intéressées, celles-ci seront solidairement responsables à l'égard de l'organisation non-commerciale.

Section 6

PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA ET DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES AUX RAPPORTS REGIS PAR LA
LEGISLATION CIVILE.

Article 192. La République de Moldova et ses collectivités territoriales vues comme sujets de droit civil

(1) La République de Moldova et les collectivités territoriales participent aux rapports régis par la législation civile selon le principe de l'égalité des participants à ces rapports - personnes physiques et morales.

(2) Les sujets indiqués à l'alinéa (1) sont soumis aux règles qui régissent la participation des personnes morales aux rapports régis par la législation civile, à moins qu'il ne ressorte le contraire de la loi ou du caractère spécifique de ces sujets .

Article 193. Modalités de participation de la République de Moldova et des collectivités territoriales aux rapports régis par la législation civile

(1) Les autorités de l'administration publique centrale peuvent obtenir et exercer des droits et obligations patrimoniaux et personnels extra-patrimoniaux au nom de la République de Moldova, ainsi que la représenter devant un tribunal, dans les limites de leur compétence.

(2) Les autorités de l'administration publique locale peuvent obtenir et exercer des droits et obligations patrimoniaux et personnels extra-patrimoniaux au nom des collectivités territoriales, dans les limites de leur compétence.

(3) Dans les cas et selon le mode prévu par la loi, par les décrets du Président de la République de Moldova, par les arrêts du Gouvernement et par les actes des autorités de l'administration publique locale, les personnes physiques et morales peuvent agir en leur nom en vertu d'une autorisation spéciale. Les règles du mandat sont appliquées dans la mesure où elles ne contreviennent pas à l'essence du rapport juridique ou ne prévoient pas expressément le contraire.

Article 194. La responsabilité civile de la République de Moldova et des collectivités territoriales

(1) La République de Moldova et ses collectivités territoriales répondent des obligations sur tous les biens qui leur appartiennent à titre de propriété.

(2) La République de Moldova n'est pas responsable des obligations des collectivités territoriales.

(3) Les collectivités territoriales ne sont pas responsables des obligations de la République de Moldova.

(4) Les dispositions des alinéas (2) et (3) ne seront pas prises en considération si la République de Moldova accorde des garanties pour les obligations des collectivités territoriales ou que celles-ci accordent des garanties pour les obligations de la République de Moldova.

(5) Les particularités de la responsabilité civile de la République de Moldova et des collectivités territoriales dans leurs rapports avec des personnes physiques et morales étrangères ou d'autres Etats sont établies par la loi.

Titre III L'ACTE JURIDIQUE ET LA REPRESENTATION

Chapitre I DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTE JURIDIQUE

Article 195. Notion d'acte juridique

L'acte juridique civil est une manifestation de la volonté des personnes physiques et morales qui a pour objet de faire naître, de modifier ou d'éteindre des droits et des obligations civils.

Article 196. L'acte juridique unilatéral, bilatéral ou multilatéral

(1) L'acte juridique unilatéral représente la manifestation de la volonté d'une seule partie. L'acte juridique unilatéral ne peut faire naître des obligations pour un tiers que dans les cas prévus par la loi.

(2) L'acte juridique unilatéral sera appliqué de la façon correspondante aux dispositions concernant les obligations et les contrats, à moins que cela ne soit contraire à la loi ou au caractère unilatéral de l'acte juridique.

(3) L'acte juridique bilatéral est une manifestation de la volonté de deux parties.

(4) L'acte juridique plurilatéral est une manifestation de la volonté de trois ou plusieurs parties.

Article 197. Acte juridique à titre gratuit et acte juridique à titre onéreux

(1) L'acte juridique à titre gratuit est l'acte par lequel on procure à une partie un avantage patrimonial sans contrepartie d'un autre avantage patrimonial.

(2) L'acte juridique à titre onéreux est l'acte par lequel on procure à une partie un avantage patrimonial afin d'obtenir en échange un autre avantage patrimonial.

Article 198. Actes juridiques de conservation, de gestion ou de disposition

(1) L'acte juridique de conservation est l'acte dont le but est de prévenir la perte d'un droit subjectif civil.

(2) L'acte juridique de gestion est l'acte qui a pour but de mettre en valeur un bien ou un patrimoine.

(3) L'acte juridique de disposition est l'acte qui a comme résultat de faire sortir du patrimoine un droit ou de faire grever un bien de charges réelles.

Chapitre II LES CONDITIONS DE VALABILITE DE L'ACTE JURIDIQUE

Article 199. Le consentement

(1) Le consentement est une manifestation extériorisée de la volonté d'une personne d'accomplir un acte juridique.

(2) Le consentement est valable s'il provient d'une personne qui fait preuve de discernement, s'il a pour objet de produire des effets juridiques et s'il n'est pas entaché de vices.

Article 200. Le moment de production des effets du consentement

(1) La manifestation de volonté qui doit être réceptionnée par l'autre partie produit des effets au moment où cette manifestation parvient à celle-ci, qu'elle ait ou n'ait pas pris connaissance de son contenu

(2) La manifestation de volonté ne produira pas d'effets lorsqu'une déclaration de rétractation est parvenue antérieurement ou parvient en même temps à l'autre partie.

(3) La validité de la manifestation de volonté n'est pas affectée par le décès de la personne qui a exprimé sa volonté ou par son incapacité, si ces événements se sont produits après l'expression de la volonté.

Article 201. L'impossibilité de déterminer l'essence du consentement

L'acte juridique est considéré comme nul et non avenue lorsque son sens ne peut être déduit avec certitude ni de son expression extériorisée, ni d'autres circonstances de sa formation.

Article 202. L'accord d'un tiers à la conclusion et à l'exécution de l'acte juridique

(1) Si l'effet de l'acte juridique qui doit être accompli à l'égard d'une autre personne dépend de l'accord d'un tiers, l'accord ou le désaccord peut être exprimé à l'égard des deux parties.

(2) L'accord ne requiert pas les formes établies pour l'acte juridique.

Article 203. L'accord préalable pour l'accomplissement d'un acte juridique

L'accord préalable est révocable jusqu'à la formation de l'acte juridique, dans la mesure où le rapport juridique qui est à la base de cet accord préalable ne fait pas ressortir le contraire. La révocation peut être exprimée à l'égard des deux parties.

Article 204. L'accord ultérieur pour l'accomplissement de l'acte juridique

(1) A défaut de dispositions contraires, l'accord ultérieur (la confirmation) aura un effet rétroactif dès l'accomplissement de l'acte juridique.

(2) Ne seront pas annulés par rétroactivité les actes de disposition qui ont été faits antérieurement à la confirmation par celui qui les a confirmés, ou ont été produits au

cours de l'exécution forcée, de l'application d'une saisie ou ont été pris par l'administrateur de l'insolvabilité.

Article 205. Effets de l'acte de disposition d'une personne sans autorisation

(1) Un acte de disposition, relatif à une chose, accompli par une personne sans autorisation produit des effets s'il est accompli avec l'accord d'une personne autorisée.

(2) L'acte de disposition d'une personne sans autorisation produit des effets si une personne autorisée le confirme ou celui qui établit cet acte acquiert ultérieurement le bien ou il hérite de ce bien de la personne autorisée et il est indéfiniment responsable des obligations de succession. Lorsque, pendant l'acquisition ou l'héritage, plusieurs actes de disposition incompatibles entre eux ont été conclus successivement, seul l'acte qui a été établi le premier produira effet.

Article 206. L'objet de l'acte juridique

(1) L'objet de l'acte juridique est constitué par l'obligation de la personne qui a accompli l'acte juridique.

(2) L'objet de l'acte juridique doit être licite, se trouver dans le circuit civil et être déterminé ou déterminable, au moins en ce qui concerne son espèce.

(3) Les biens à venir peuvent également constituer l'objet d'un acte juridique.

Article 207. La cause de l'acte juridique

(1) L'acte juridique civil conclu sans cause ou ayant à sa base une cause erronée ou illicite ne pourra produire aucun effet.

(2) La cause de l'acte juridique est présumée jusqu'à la preuve contraire.

(3) Toute cause qui est contraire à la loi, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public est illicite.

Article 208. La forme de l'acte juridique

(1) L'acte juridique peut être conclu oralement, par écrit ou peut prendre une forme authentique.

(2) La forme n'est une condition de validité de l'acte juridique que dans les cas expressément prévus par la loi.

(3) L'acte juridique qui peut être établi oralement sera considéré comme conclu si le comportement de la personne laisse voir sa volonté manifeste de le conclure.

(4) Le silence sera considéré comme manifestation de volonté favorable à l'accomplissement de l'acte juridique dans les cas prévus par la loi ou par l'accord des parties.

(5) Toute modification d'un acte juridique devra prendre la forme établie pour cet acte.

(6) La promesse d'accomplir un acte juridique ne devra pas prendre la forme requise pour cet acte.

Article 209. La forme verbale

(1) Tout acte juridique pour lequel la loi ou l'accord des parties ne requièrent pas de forme écrite ou authentique pourra être conclu oralement.

(2) L'acte juridique qui sera exécuté au moment-même de son établissement peut être conclu oralement. Font exception les actes juridiques pour lesquels une forme authentique est requise ou les actes juridiques pour lesquels on exige une forme écrite pour qu'ils soient valables.

Article 210. La forme écrite

(1) Seront établis par écrit les actes juridiques entre les personnes morales; entre les personnes morales et les personnes physiques et entre les personnes physiques si la valeur de l'objet est supérieur à 50 salaires minimums, et dans les cas prévus par la loi, quelle que soit la valeur de l'objet.

(2) Si, selon la loi ou l'accord des parties, l'acte juridique doit être établi par écrit, il peut être conclu en un seul exemplaire signé par les deux parties, aussi que par un échange de lettres, télégrammes, téléphonogrammes, etc., signés par l'expéditeur.

(3) Le fait d'utiliser des moyens techniques pour signer les actes juridiques sera autorisé dans les cas et selon le mode établis par la loi ou par l'accord des parties

(4) Si une déficience physique, une maladie ou toute autre cause empêchent la personne de signer personnellement l'acte juridique, une autre personne autorisée par cette dernière pourra signer l'acte juridique. La signature d'un tiers doit être certifiée par un notaire ou une autre personne autorisée par la loi, avec indication de la raison pour laquelle celui qui a conclu l'acte juridique n'a pu signé personnellement l'acte.

Article 211. Effets de la non-observation de la forme écrite de l'acte juridique

(1) La non-observation de la forme écrite d'un acte juridique fait perdre aux parties le droit de demander, en cas de litige, la convocation de témoins pour prouver l'acte juridique.

(2) La non-observation de la forme écrite d'un acte juridique n'entraîne la nullité de l'acte que dans les cas expressément prévus par la loi ou par l'accord des parties.

Article 212. La forme authentique de l'acte juridique

La forme juridique de l'acte est obligatoire dans les cas :

- a) établis par la loi ;
- b) prévus d'un commun accord des parties, même si la loi ne la requiert pas.

Article 213. Effets de la non-observation de la forme authentique

(1) La non-observation de la forme authentique entraîne la nullité de l'acte juridique.

(2) Si l'une des parties a respecté en tout ou en partie les conditions d'accomplissement de l'acte juridique pour lequel la forme authentique est requise, alors

que l'autre partie se soustrait à l'authentification de l'acte chez un notaire, l'instance judiciaire a le droit, sur demande de la partie qui a exécuté en totalité ou partiellement l'acte juridique, de le déclarer valable s'il ne contient pas d'éléments contraires à la loi. Dans ce cas, l'authentification ultérieure de l'acte juridique n'est pas obligatoire.

(3) La partie qui se soustrait sans justification à l'authentification de l'acte juridique chez un notaire sera obligée à réparer le préjudice causé à l'autre partie par le retard d'authentification.

Article 214. Effets de la soustraction à l'enregistrement de l'acte juridique

(1) Si l'acte juridique qui devait être enregistré est conclu suivant la forme requise par la loi, mais la partie obligée se soustrait à l'enregistrement de celui-ci ou le délai d'enregistrement établi par la loi a expiré, l'instance judiciaire, sur la demande de la partie intéressée, peut ordonner l'enregistrement de l'acte juridique. Dans ce cas, l'acte juridique sera enregistré en vertu de la décision judiciaire.

(2) La partie qui s'est soustraite sans justification à l'enregistrement de l'acte juridique sera obligée à réparer le préjudice causé à l'autre partie par le retard d'enregistrement de l'acte juridique.

Chapitre III. LA NULLITE DE L'ACTE JURIDIQUE

Article 216. Actes juridiques nuls et annulables

(1) L'acte juridique est nul par les motifs prévus par le présent code (nullité absolue).

(2) L'acte juridique peut être déclaré nul par décision judiciaire pour les raisons prévues au présent Code ou convenues entre les parties (nullité relative).

Article 217. Nullité absolue de l'acte juridique

(1) La nullité absolue de l'acte juridique peut être invoquée par toute personne qui a un intérêt né et actuel. L'instance judiciaire l'invoque d'office.

(2) La nullité absolue de l'acte juridique ne peut pas être déclinée par confirmation, par les parties, de l'acte frappé de nullité.

(3) L'action en constatation de la nullité absolue est imprescriptible.

Article 218. Nullité relative de l'acte juridique

(1) La nullité relative de l'acte juridique peut être invoquée seulement par la personne dans l'intérêt de qui elle est établie ou par ses successeurs, par le représentant légal ou par les créanciers chirographaires de la partie défendue par voie d'action oblique. L'instance judiciaire ne peut pas l'invoquer d'office.

(2) La nullité relative peut être couverte par la volonté expresse ou tacite de la personne dans l'intérêt de laquelle est établie la nullité. La volonté de confirmer l'acte juridique frappé de nullité doit être certaine et évidente.

(3) Pour confirmer l'acte juridique frappé de nullité relative, la volonté ne doit pas être exprimée sous la forme requise pour l'accomplissement de l'acte juridique respectif.

(4) Si chaque partie peut invoquer la nullité de l'acte juridique ou si plusieurs personnes peuvent exiger la déclaration de nullité, la confirmation de l'acte juridique par une personne n'empêche pas les autres personnes à invoquer la nullité.

Article 219. Effets de la nullité de l'acte juridique

(1) L'acte juridique nul prend fin rétroactivement à compter du moment de son accomplissement. S'il résulte de son contenu qu'il ne peut prendre fin que pour l'avenir, l'acte juridique ne produira d'effets que pour l'avenir.

(2) Chaque partie doit restituer tout ce qu'elle a reçu en vertu de l'acte juridique nul. En cas d'impossibilité de restituer, elle sera obligée de payer la contre-valeur de la prestation.

(3) La partie et les tiers de bonne foi ont droit à la réparation du préjudice causé par l'acte juridique déclaré nul.

Article 220. Nullité de l'acte juridique contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes moeurs

(1) L'acte juridique ou la clause contraires aux normes impératives sont nuls, sauf disposition contraire de la loi.

(2) L'acte juridique ou la clause contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs sont nuls.

(3) La nullité de la clause n'entraîne pas la nullité de l'acte juridique, s'il est possible de supposer qu'il aurait pu être conclu en l'absence de la clause déclarée nulle.

Article 221. Nullité de l'acte juridique fictif ou simulé

(1) Tout acte juridique conclu sans intention de produire des effets juridiques (acte juridique fictif) est nul.

(2) L'acte juridique conclu aux fins de dissimuler un autre acte juridique (acte juridique simulé) est nul. L'acte juridique visé par les parties est soumis aux règles respectives.

(3) En cas de transfert d'un bien acquis en vertu d'un acte juridique fictif entre les mains d'un tiers de bonne foi, ce transfert est considéré comme ayant une justification juridique valable.

Article 222. Nullité d'un acte juridique conclu par une personne sans capacité d'exercice

(1) L'acte juridique conclu par une personne sans capacité d'exercice est nul.

(2) La personne à pleine capacité d'exercice est obligée de réparer le préjudice subi par l'autre partie à la suite de la conclusion de l'acte juridique nul, si l'on est à même de prouver qu'elle a su ou devait savoir que l'autre partie était incapable.

Article 223. Nullité de l'acte juridique conclu par un mineur de 7 à 14 ans

(1) Tout acte conclu par un mineur entre 7 et 14 ans, à l'exception des cas stipulés à l'article 22 alinéa (2), sera déclaré nul.

(2) La personne adulte à pleine capacité d'exercice est obligée de réparer le préjudice subi par un mineur s'il est impossible de prouver qu'elle ne savait pas et ne devait pas savoir que l'autre partie n'était pas capable à conclure un acte juridique.

Article 224. Nullité d'un acte juridique conclu par un mineur de 14 à 18 ans ou par une personne à capacité d'exercice limitée

(1) Tout acte conclu par un mineur entre 14 et 18 ans ou par une personne à capacité d'exercice limitée sans l'accord des parents, des tuteurs, si cet accord est requis par la loi, pourra être déclaré nul par décision judiciaire à la demande des parents, des adoptants ou du curateur.

(2) Toute personne majeure à pleine capacité d'exercice sera obligée de réparer le préjudice causé à une autre partie s'il est possible de prouver qu'elle savait ou devait savoir que l'autre partie était incapable de conclure un acte juridique.

Article 225. Nullité d'un acte conclu par une personne sans discernement ou incapable de contrôler ses actes

Tout acte juridique conclu par une personne à pleine capacité d'exercice au moment où elle ne pouvait pas se rendre compte de la signification de ses actes ou les contrôler, pourra être déclaré nul.

Article 226. Nullité d'un acte juridique dont la conclusion est viciée par un excès de pouvoir

Lorsque les attributions de la personne concernant la conclusion de l'acte juridique sont restreintes par un contrat, et les attributions d'un organisme personne morale sont limitées par l'acte de constitution, par rapport à celles qui sont stipulées par le mandat, par la loi ou par rapport à celles qui découlent des circonstances de l'accomplissement de l'acte juridique, l'acte conclu en violation des limites imposées pourra être déclaré nul à condition que l'on démontre que l'autre partie avait connaissance ou devait avoir connaissance des limites existantes.

Article 227. Nullité de l'acte juridique vicié à cause d'une erreur

(1) L'acte juridique reposant sur une erreur considérable pourra être déclaré nul par décision judiciaire.

(2) Une erreur est réputée considérable lorsque pendant la conclusion de l'acte on a eu une représentation erronée sur :

- a) la nature de l'acte juridique ;
- b) les qualités substantielles de l'objet de l'acte juridique ;

c) les parties de l'acte juridique (partenaire et bénéficiaire), lorsque leur identité représente le motif déterminant de la conclusion de l'acte juridique.

(3) L'erreur concernant le motif n'est considérable que si le motif est inclus dans l'objet de l'acte juridique.

(4) L'erreur imputable à celui dont le consentement est vicié ne pourra pas servir de motif pour l'annulation de l'acte juridique.

(5) La personne dans l'intérêt de laquelle a été déclarée la nullité de l'acte est tenue à réparer le préjudice subi par l'autre partie, le dédommagement ne pouvant excéder le bénéfice que celle-ci aurait obtenu si l'acte n'avait pas été déclaré nul.

(6) Tout acte conclu sous l'influence d'une erreur ne pourra pas être contesté si l'autre partie est prête à l'exécuter en conformité avec les souhaits de la partie qui a l'intention de le contester.

Article 228. Nullité de l'acte juridique vicié par le dol

(1) L'acte juridique dont la conclusion a été déterminée par le comportement dolosif et trompeur de l'une des parties pourra être déclaré nul par décision judiciaire, même si l'auteur du dol estime que l'acte est avantageux pour l'autre partie.

(2) Lorsque l'une des parties passe sous silence certaines circonstances, à la révélation desquelles l'autre partie n'aurait pas conclu l'acte juridique, l'annulation de celui-ci ne pourra être exigée que si, selon le principe de la bonne foi, on pouvait s'attendre à ce que l'autre partie révèle ces circonstances.

(3) Lorsque le dol est commis par un tiers, l'acte juridique pourra être annulé à condition que l'on puisse prouver que l'autre partie avait connaissances ou devait avoir connaissance du dol.

Article 229. Nullité de l'acte juridique vicié par la violence

(1) Tout acte juridique conclu à la suite d'une violence physique ou psychique, pourra être déclaré nul par l'instance judiciaire, même si la violence a été exercée par un tiers.

(2) La violence peut servir de motif pour l'annulation d'un acte juridique, lorsque l'on prouve qu'elle est de nature à déterminer une personne à croire qu'elle-même, son(sa) époux(épouse), ses parents, un proche parent ou leur patrimoine sont soumis à un danger imminent.

(3) Au sens du présent article, la violence ne saurait pas être invoquée si son auteur n'a pas utilisé de moyen illicite.

Article 230. Nullité d'un acte juridique vicié par lésion

(1) Tout acte juridique conclu par une personne à cause d'un concours de circonstances graves et dans des conditions extrêmement défavorables dont l'autre partie a profité, pourra être déclaré nul par l'instance judiciaire.

(2) L'instance judiciaire peut maintenir l'acte juridique si le défendeur est prêt à consentir une réduction sur sa créance ou un dédommagement pécuniaire équitable.

Article 231. Nullité d'un acte juridique conclu à la suite d'une entente dolosive entre le représentant d'une partie et l'autre partie

(1) Tout acte juridique conclu à la suite d'une entente dolosive entre le représentant d'une partie et l'autre partie, pourra être déclaré nul par l'instance judiciaire.

(2) La demande d'annulation, dans les cas prévus à l'alinéa (1), peut être remise dans un délai d'un an à partir de la date à laquelle l'intéressé a appris ou devait apprendre la conclusion de l'acte juridique.

Article 232. Nullité d'un acte juridique conclu en violation de l'interdiction de disposer d'un bien

Tout acte juridique de disposition d'un bien faisant l'objet d'une interdiction concernant sa disposition, cette interdiction ayant été instituée par la loi, par l'instance judiciaire ou par un autre organisme autorisé en faveur de certaines personnes, pourra être déclaré nul par décision judiciaire à la demande de la personne en faveur de qui a été instituée l'interdiction.

Article 233. Le délai d'introduction d'une action en annulation de l'acte juridique

(1) Toute personne justifiée a le droit de demander l'annulation de l'acte juridique pour l'une des raisons prévues aux articles 227, 228 et 230 dans un délai de 6 mois à partir de la date où cette personne a appris ou devait apprendre la raison de l'annulation.

(2) La demande d'annulation reposant sur d'une des raisons stipulées à l'article 232 pourra être introduite dans un délai de 6 mois à compter de la date de cessation de la violence.

Chapitre IV ACTES JURIDIQUES CONCLUS SOUS CONDITION

Article 234. L'acte juridique conclu sous condition

L'acte juridique sera considéré comme conclu sous condition lorsque la naissance ou la cessation des droits subjectifs civils et des obligations corrélatives dépendent d'un événement ultérieur dont la réalisation est incertaine.

Article 235. Condition nulle

(1) Toute condition contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes moeurs ou dont l'accomplissement est impossible, est nulle.

(2) La condition dont la réalisation ou la non-réalisation dépendent de la volonté des parties de l'acte juridique est nulle. L'acte juridique conclu sous une telle condition est, lui aussi, nul.

Article 236. Condition positive

(1) Lorsque l'acte juridique est conclu sous condition de la réalisation d'un certain événement dans un délai déterminé, la condition sera considérée comme irréalisée si le délai a expiré sans que l'événement se soit produit.

(2) Si le délai de la réalisation de l'événement n'est pas déterminé, la condition peut être accomplie n'importe quand. La condition peut être reconnue irréalisée lorsqu'il est évident que la réalisation ultérieure de l'événement est impossible.

Article 237. Conditions négatives

(1) Lorsque l'acte juridique est conclu sous condition qu'un certain événement ne se produise pas dans un délai déterminé, la condition sera considérée comme réalisée même avant l'expiration du délai fixé s'il est évident que la réalisation ultérieure de l'événement est impossible.

(2) Si le délai n'est pas fixé, la condition sera considérée comme effectivement réalisée au moment où il sera évident que l'événement ne se produira pas.

Article 238. Inadmissibilité de l'influence sur la réalisation de la condition

(1) Toute personne qui a conclu un acte juridique sous condition déterminée n'aura pas le droit, jusqu'à la réalisation de la condition, d'effectuer des actions qui pourraient empêcher l'exécution de ses obligations.

(2) Si la condition est en cours de se réaliser et la personne a déjà entrepris les actions mentionnées au premier alinéa, elle sera tenue de réparer le préjudice subi par l'autre partie.

Article 239. Acte juridique conclu sous condition suspensive

L'acte juridique est considéré comme conclu sous condition suspensive si la naissance des droits subjectifs civils et des obligations corrélatives, prévus par celui-ci, dépend d'un événement ultérieur et incertain ou d'un événement qui s'est produit, mais reste inconnu, pour le moment, aux parties.

Article 240. Acte juridique conclu sous condition résolutoire

L'acte juridique est considéré comme conclu sous condition résolutoire si la réalisation de la condition entraîne l'annulation de l'acte juridique et le rétablissement de la situation existante jusqu'à la conclusion de l'acte

Article 241. La bonne foi lors de la réalisation de la condition

(1) La condition sera considérée comme réalisée si son accomplissement a été retardé de mauvaise foi par la partie pour laquelle la réalisation de la condition est désavantageuse.

(2) La condition sera considérée comme irréalisée si la partie pour laquelle sa réalisation ne présente que des avantages a contribué de mauvaise foi à son accomplissement.

Chapitre V REPRESENTATION ET PROCURATION

Article 242. Représentation

(1) Un acte juridique peut être conclu personnellement ou par un représentant. Les pleins pouvoirs du représentant sont établis par la loi, l'acte juridique ou les circonstances dans lesquelles celui-ci agit.

(2) L'acte juridique conclu par une personne (le représentant) au nom d'une autre personne (le représenté) dans les limites des pouvoirs autorisés fait naître, modifie ou éteint les droits et les obligations civils de la personne représentée.

(3) Si l'acte juridique est conclu au nom d'une autre personne, on ne peut pas opposer à la partie avec laquelle le représentant a contracté le manque de pouvoirs si le représentant a créé des circonstances en vertu desquelles cette partie supposait de bonne foi l'existence de pareils pouvoirs.

(4) Lorsque, à la conclusion de l'acte juridique, le représentant ne présente pas ses pouvoirs, l'acte ne produira directement d'effets pour la personne représentée que si l'autre partie devait supposer l'existence de la représentation, compte tenu des circonstances dans lesquelles l'acte juridique a été conclu. La même règle sera appliquée si la personne de la partie contractante n'a pas d'importance pour l'autre partie.

(5) Il est défendu de conclure un contrat par l'intermédiaire d'un représentant, si l'acte est de telle nature qu'il doit être conclu personnellement par la personne contractante ou si la loi interdit expressément la conclusion d'un acte juridique par un représentant.

Article 243. Capacité d'exercice limitée du représentant

L'acte juridique conclu par un représentant est valable même si la capacité d'exercice de celui-ci est limitée.

Article 244. Substitution du représentant

(1) Le représentant devra conclure personnellement les actes juridiques pour lesquels il est autorisé. Le représentant peut transmettre ses pouvoirs à un tiers, à condition qu'il ait l'autorisation de la personne représentée ou l'intérêt du représentant le requiert.

(2) Le représentant qui a transmis ses pouvoirs à un tiers est obligé de porter le fait à la connaissance de la personne représentée au plus vite possible ainsi que d'adresser l'information nécessaire concernant le substitut. Lorsque cette obligation n'est pas respectée, le représentant est responsable des actions du substitut comme pour ses propres actions.

Article 245. Vices de consentement, connaissance, obligation de connaître

(1) Lors de la déclaration de la nullité pour cause de vice de consentement d'un acte juridique conclu par un représentant, c'est le consentement de celui-ci qu'on aura en vue.

(2) Si le représentant autorisé par un mandat a agi selon certaines indications de la personne représentée, celle-ci n'aura pas le droit d'invoquer l'ignorance du représentant de certaines circonstances que celui-ci connaissait ou devait connaître.

Article 246. Pouvoirs de représentation

(1) L'attribution des pouvoirs est effectuée par la manifestation de la volonté à l'égard la personne qui reçoit l'autorisation ou à l'égard du tiers visé par la représentation.

(2) La déclaration d'attribution des pouvoirs ne doit pas revêtir la forme exigée pour l'acte juridique qui sera conclu ensuite sur la base de ce mandat. Cette disposition ne sera pas appliquée si le rôle protecteur des conditions de forme est ainsi réduit à zéro.

Article 247. Durée du mandat

(1) Le mandat demeure valable jusqu'à son annulation par la personne qui l'a attribué, s'il est accordé par une déclaration adressée à un tiers.

(2) Lorsqu'une personne annonce une autre personne, par une communication spéciale adressée à un tiers ou par une communication publique, qu'elle attribue à une autre personne le droit de la représenter, la dernière a le droit de représentation dans le premier cas auprès du tiers indiqué, et en deuxième cas auprès de toute autre personne. Les droits de représentation seront maintenus jusqu'à leur annulation en l'ordre dans lequel ils sont attribués.

Article 248. Modification ou retrait du mandat

Les tiers doivent être informés sur la modification ou le retrait du mandat par des moyens adéquats. En cas de non-respect de cette condition, la modification ou le retrait du mandat ne peuvent pas être opposés aux tiers, à l'exception des cas où l'on sera à même de prouver que ceux-ci savaient ou devaient être au courant de la modification ou du retrait du mandat au moment de la conclusion de l'acte juridique.

Article 249. Acte conclu sans autorisation de représentation

(1) Si une personne conclut un acte juridique au nom d'une autre personne sans droits de représentation ou en les dépassant, l'acte juridique produira des effets pour la personne représentée à moins que celle-ci le confirme. En ce cas l'acte juridique peut être confirmé tant exprès que par actions concluantes.

(2) Si l'autre partie adresse au représentant une demande de confirmation de l'acte, la confirmation peut être établie seulement sous la forme d'une déclaration expresse adressée directement à cette partie. Si la déclaration de confirmation n'est pas adressée à l'autre partie dans un délai de 2 semaines dès la date de réception, on pourra considérer que la personne représentée a refusé de confirmer l'acte juridique.

(3) La partie qui a conclu l'acte juridique avec le représentant dépourvu de pouvoirs, en cas où elle ignorait l'absence des pleins pouvoirs, jusqu'à la confirmation de ceux-ci, pourra décliner l'acte juridique, par une déclaration adressée à la personne représentée ou au représentant.

Article 250. Responsabilité du représentant agissant sans mandat

(1) La personne qui a conclu un acte juridique en tant que représentant, sans qu'elle n'ait pu prouver l'existence d'un mandat, sera obligée, au choix de l'autre partie, d'exécuter l'acte juridique ou de réparer le préjudice causé si la personne représentée refuse de confirmer l'acte juridique.

(2) Si le représentant ignorait l'absence du mandat, il est tenu de réparer seulement le préjudice dû au fait que l'autre partie était convaincue de l'existence des pouvoirs et dans la mesure dans laquelle la validité de l'acte juridique présente un intérêt pour l'autre partie.

(3) Le représentant ayant agi sans mandat n'est pas tenu responsable si l'autre partie savait ou devait savoir que le représentant n'était pas muni d'un mandat. Le représentant n'est pas non plus responsable lorsqu'il a une capacité d'exercice réduite, à l'exception des cas où il agit avec l'accord du curateur.

Article 251. Acte juridique conclu avec soi-même

Le représentant n'a pas le droit, sans autorisation expresse, de conclure des actes juridiques au nom du représentant avec soi-même, ni en son propre nom, ni en qualité de représentant d'un tiers, à l'exception des cas où l'acte juridique consiste exclusivement dans l'exécution d'une obligation.

Article 252. Procuration

(1) La procuration est l'écrit établi afin de confirmer les pouvoirs attribués par une personne représentée à un ou plusieurs représentants.

(2) La procuration délivrée à une personne aux fins de la conclusion d'actes juridiques sous forme authentique doit être authentifiée par un notaire.

(3) Les procurations authentifiées, conformément à la loi, par les autorités de l'administration publique locale sont équivalentes aux mandats notariés.

(4) Sont équivalentes aux mandats authentifiés par un notaire les procurations délivrées par :

a) les personnes qui suivent un traitement dans un dispensaire, une clinique ou autres établissements médicaux militaires, si ces mandats sont authentifiés par les chefs de ces institutions, par leurs adjoints ou par le médecin hiérarchiquement supérieur compétent en ces problèmes médicaux ou par le médecin de service ;

b) les militaires ou, dans les endroits de dislocation des unités militaires, dans les institutions militaires ou les institutions d'enseignement militaire où il n'y a pas de bureaux de notaire ou d'autres organismes qui établissent des actes notariés, par les salariés ou les membres de leurs familles et de celles des militaires, par le commandant (chef) de l'unité ou de l'institution respective ;

c) les personnes qui exécutent leur sanction dans des endroits de privation de liberté, les procurations étant authentifiées par le chef de l'institution respective ;

d) des personnes majeures qui se trouvent dans des institutions de protection sociale de la population, les mandats étant authentifiés par l'administration de l'institution respective ou le dirigeant de l'organisme de protection sociale respectif.

(5) Les procurations délivrées pour la réception des salaires ou d'autres droits au lieu de travail, des pensions, indemnités, bourses, courrier, y inclus des colis et des mandats pécuniaires, peuvent être authentifiés par l'administration de l'entreprise où l'on travaille ou de l'établissement d'enseignement du mandant (personne qui émet le mandat), par l'organisation d'exploitation des logements du domicile du mandant ou par l'administration de l'institution médicale où le mandant est hospitalisé.

Article 253. La procuration de substitution

(1) Le mandataire (la personne à qui on délivre la procuration) peut délivrer à son tour une procuration de substitution, à condition que ce droit soit expressément stipulé dans le mandat ou que ce soit dans l'intérêt du mandant.

(2) Dans tous les cas, la procuration de substitution doit être authentifiée par un notaire.

Article 254. Durée de la procuration

(1) La procuration est délivrée pour un délai de trois ans au plus. Lorsque le délai n'est pas fixé dans la procuration, celle-ci reste valable pour une période d'une année à partir de la date de son établissement.

(2) La procuration dans laquelle n'est pas fixée la date de l'établissement de celle-ci est déclarée nulle.

(3) La procuration délivrée afin de conclure des acte juridiques hors le territoire de la République de Moldova, et qui est authentifiée par un notaire, sera valable jusqu'à son annulation par le mandant.

Article 255. Invalidité de la procuration

(1) La procuration n'est plus valable dans les cas suivants :

- a) expiration du délai ;
- b) annulation par le mandant ;
- c) renoncement du mandant ;
- d) dissolution de la personne morale mandant;
- e) dissolution de la personne morale mandataire;
- f) décès de la personne physique mandant, incapacité de celle-ci, capacité d'exercice limitée ou déclaration absence ;

g) décès de la personne physique à qui on a délivré la procuration, incapacité de celle-ci, capacité d'exercice limitée ou déclaration d'absence.

(2) Le mandant peut annuler la procuration à tout moment, et le mandataire peut aussi renoncer à tout moment. Toute clause contraire est nulle.

(3) La cessation de la procuration entraîne la cessation de la procuration de substitution.

Article 256. Information sur l'annulation ou l'invalidité de la procuration

Le mandant est obligé d'informer sur l'annulation ou la cessation de la validité de la procuration le mandataire et les tiers connus avec qui celui-ci devait contracter. La même obligation incombe aux successeurs du mandant dans les cas stipulés à l'article 255 à l'alinéa (1) lettres (d) et (f).

Article 257. Effets de la cessation de la procuration

(1) Les actes juridiques conclus par le mandataire avant le moment où celui-ci a appris ou devait apprendre le caractère non-valide de la procuration restent valables pour le mandant et ses successeurs, à moins qu'ils ne puissent prouver que l'autre partie savait ou devait savoir que la procuration était arrivée à terme.

(2) Au moment où la procuration arrive à son terme, le mandataire ou ses successeurs sont obligés de restituer immédiatement la procuration.

Article 258. La représentation commerciale

(1) Le représentant commercial est la personne qui représente indépendamment et en permanence les intérêts de l'entrepreneur lors de la conclusion des actes juridiques en vue de la gestion des affaires.

(2) La représentation commerciale simultanée de différents participants à la conclusion d'un acte juridique ne sera admise qu'en vertu d'un accord exprès entre les parties dans ce sens et dans d'autres cas prévus par la loi. Dans ce cas, le représentant commercial est tenu d'exécuter ses attributions à la diligence d'un bon propriétaire.

(3) Le représentant commercial a le droit d'exiger le paiement de la rémunération convenue, ainsi que le remboursement des frais subis lors de l'exécution du mandat, les personnes représentées devant se partager en partie égales cette rémunération, sauf stipulation contraire du contrat.

(4) La représentation commerciale sera effectuée en vertu d'un contrat écrit indiquant les pouvoirs du représentant ou, à défaut, selon les dispositions du mandat.

(5) Le représentant commercial est obligé de ne pas révéler les informations confidentielles qu'il a apprises à la suite de nouveaux pouvoirs acquis, même après la cessation de la validité du mandat commercial.

(6) Le spécifique de la représentation commerciale ayant trait à certains domaines de l'activité de l'entrepreneur est établi par la loi.

Titre IV DES DELAIS

Chapitre I CALCUL DES DELAIS

Article 259. Institution des délais

(1) Les délais sont institués par la loi, par décision judiciaire ou d'un commun accord entre les parties.

(2) Le délai sera calculé en conformité avec les règles stipulées dans le présent titre, quelle que soit la raison de son apparition.

Article 260. Le mode d'établissement des délais

Le délai est institué par l'indication d'une date, d'un laps de temps ou par référence à un événement ultérieur et qui se produira certainement.

Article 261. La date à partir de laquelle le délai commence à courir

(1) Si la date à partir de laquelle le délai commence à courir est déterminée par un événement ou un moment dans le temps qui adviendra au cours d'une journée, le jour où l'événement se produira ou le moment adviendra ne sera pas compté dans le délai.

(2) Si le délai commence à courir en début d'une journée, ce jour sera compté dans le délai. La règle s'étend également au jour de naissance, lors du calcul de l'âge.

Article 262. Différentes modalités d'expression du délai

(1) On entend par moitié d'année un délai de 6 mois, par trimestre - trois mois, par moitié de mois - 15 jours, par décade - 10 jours.

(2) Si le délai stipulé représente une période et une fraction de cette période, la fraction sera calculée à la fin.

(3) S'il est fait mention du début, de la moitié ou de la fin du mois, il est fait renvoi au premier du mois, au quinze du mois et respectivement au dernier jour du mois.

Article 263. Calcul des délais d'une années ou d'un mois

Si les délais d'une année ou d'un mois sont calculés sans tenir compte de leur écoulement ininterrompu, on considère que le mois a 30 jours et que l'année en a 365.

Article 264. Expiration du délai

(1) Le délai fixé en années expire le mois et le jour respectif de la dernière année du délai.

(2) Le délai fixé en mois expire à la date respective du dernier mois du délai. Si le dernier mois ne comporte pas la date respective, le délai expire le dernier jour du mois respectif.

(3) Le délai fixé en semaines expire le jour respectif de la dernière semaine du délai.

(4) Le délai expire le dernier jour du délai à minuit. Si l'action doit être accomplie dans un établissement (une organisation), le délai prendra fin à l'heure à laquelle cet établissement, conformément au règlement établi, achève son programme d'activité.

(5) Le délai inférieur à une journée prendra fin après expiration de cette unité de temps respective. La deuxième disposition de l'alinéa (4) sera appliquée de manière appropriée.

(6) Les documents présentés à la poste ou au télégraphe jusqu'à minuit du dernier jour du délai seront considérés comme remis à temps. La transmission du texte par un appareil télétype, fax ou par d'autres moyens de communication équivaut à la remise des documents à la poste.

Article 265. Expiration du délai un jour férié

Si le délai expire un dimanche, un samedi ou un jour que la loi en vigueur a déclaré férié au lieu de l'exécution de l'obligation, le délai expire le jour ouvrable suivant.

Article 266. Prolongation du délai

Lors de la prolongation du délai, le nouveau délai sera calculé à compter du moment où le délai précédent a expiré.

Chapitre 2 PRESCRIPTION EXTINCTIVE

Article 267. Le délai général de prescription extinctive

(1) Le délai général à l'intérieur duquel une personne peut défendre son droit violé, par recours à un tribunal, est de trois ans.

(2) Les actions relatives à la défense des droits personnels extra-patrimoniaux ne se prescrivent que dans les cas expressément prévus par la loi.

Article 268. Les délais spéciaux de prescription extinctive

Se prescrivent par 6 mois les actions concernant :

- a) l'encaissement des pénalités ;
- b) les vices cachés d'un bien vendu ;
- c) les vices des travaux exécutés au titre d'un contrat de prestation de services courants à des personnes ;
- d) les litiges issus d'un contrat de transport.

Article 269. La prescription en cas de vices de construction

(1) Dans un contrat d'exécution des travaux, le droit né du vice de construction se prescrit par 5 ans.

(2) Dans un contrat d'achat-vente, le droit né du vice de construction ne sera pas prescrit avant l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la date d'exécution des travaux de construction.

(3) Le droit né des vices de la matière première ou des matériaux livrés, destinés à la réalisation d'une construction, qui ont causé le vice de la dernière, se prescrit par 5 ans.

Article 270. Interdiction de modifier le délai de prescription extinctive ou la méthode de calcul

Tout acte juridique relatif à la modification du délai de prescription ou de la méthode de son calcul ou concernant le renoncement au droit d'invoquer la prescription, sera nul.

Article 271. Application de la prescription extinctive

L'action relative à la défense du droit violé sera rejetée, pour cause d'expiration du délai de prescription extinctive, seulement à la demande de la personne en faveur de qui la prescription court, cette demande devant être introduite avant la fin des délibérations au fond. A l'occasion d'un appel ou d'un recours, la prescription ne peut être opposée par l'ayant droit que si l'instance statue à fond.

Article 272. Début du délai de la prescription

(1) Le délai de prescription extinctive commence à courir à la date de naissance du droit à l'action. Le droit à l'action naît au moment où la personne a appris ou devait apprendre la violation du droit.

(2) Si la loi prévoit le contraire, la prescription commence à courir le jour où l'obligation devient exigible. S'agissant d'une obligation de ne pas faire, le délai commence à courir le jour de manquement à cette obligation. Si le droit subjectif est affecté d'un délai suspensif ou d'une condition suspensive, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date d'achèvement du délai ou de réalisation de la condition.

(3) Lorsque, dans les rapports juridiques, le délai d'exécution d'une obligation n'est pas stipulé ou l'exécution de celle-ci peut être exigée à tout moment, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où le débiteur doit exécuter son engagement.

(4) En ce qui concerne les actions relatives à la responsabilité délictuelle, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où la partie préjudiciée a eu connaissance ou devait avoir connaissance du dommage et de celui qui en est responsable.

(5) Le délai de prescription extinctive, en cas d'une action en vue d'annuler un acte juridique pour cause de violence, commence à courir à compter de la date de cessation de la violence. Dans les autres cas d'annulation, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où le défendeur, son représentant légal ou la personne autorisée par la loi à approuver ses actes a pris connaissance du motif de l'annulation.

(6) En cas d'une obligation régressive, le délai de prescription extinctive commence à courir dès la date où l'obligation principale devait être exécutée.

- (7) La prescription du droit à l'action pour vice caché commence à courir :
- a) en cas d'un bien aliéné ou d'un travail exécuté, autre qu'une construction, après expiration du délai d'une année à compter de la date de la remise du bien ou de la présentation du travail. Si le vice est découvert plus tôt, la prescription commence à courir le jour de découverte du vice.
 - b) en cas d'une construction, après expiration de 3 ans à compter de la remise de la construction. Si le vice est découvert plus tôt, la prescription commence à courir le jour de découverte du vice.
- (8) Pour les travaux courants, les délais prévus à l'alinéa (7) seront d'un mois pour les cas prévus à la lettre (a) et respectivement de trois mois pour les cas correspondant à la lettre (b).
- (9) Lorsqu'il s'agit de prestations successives, la prescription du droit à l'action commence à courir à partir de la date à laquelle chaque prestation devient exigible. La prescription commence à courir le jour de la dernière prestation qui n'a pas été exécutée si les prestations constituent un tout entier.

Article 273. Effet de la cession sur la prescription

La cession de la créance ou de la dette n'affecte pas le cours de la prescription extinctive.

Article 274. Suspension du délai de prescription extinctive

- (1) L'écoulement du délai de prescription extinctive sera suspendu si :
- a) l'avancement de l'action est impossible pour cause de force majeure ;
 - b) l'exécution de l'obligation est remise à une date ultérieure (moratoire) ;
 - c) le créancier ou le débiteur font partie des forces armées qui sont en guerre ;
 - d) le créancier est incapable ou a une capacité d'exercice limitée et n'a pas de représentant légal, à l'exception des cas où le créancier a la capacité d'exercice procédurale ;
 - e) l'acte normatif qui régit le rapport juridique conflictuel est suspendu ;
 - f) l'activité des organismes judiciaires compétents pour régler le litige entre les parties est suspendue.
- (2) Le cours de la prescription extinctive ne sera suspendu que si les motifs de la suspension sont apparus ou ont continué d'exister durant les 6 derniers mois du terme de la prescription extinctive. Si le terme de prescription est de six mois ou moins, la suspension interviendra dans cet intervalle.
- (3) Le cours de la prescription extinctive se poursuit à partir de la date de cessation des circonstances qui ont constitué le motif de la suspension, et le temps écoulé durant la suspension ne sera pas compté dans le délai de la prescription extinctive. Le délai qui reste sera prorogé jusqu'à 6 mois, et si ce délai est inférieur à 6 mois, il sera prolongé jusqu'à son terme.

Article 275. Suspension de la prescription extinctive en cas de rapports de famille

Le cours de la prescription extinctive sera suspendu :

- a) sur demande entre les époux - pour la durée de leur mariage ;
- b) sur demande entre les parents et les enfants jusqu'à l'âge du majorat des enfants ;
- c) sur demande entre les tuteurs (curateurs) et les personnes mises sous tutelle (curatelle), tout au long de la durée de la tutelle (curatelle).

Article 276. Suspension de la prescription en cas de gestion des biens d'une autre personne

La prescription ne commence pas à courir et celle qui a commencé sera suspendue entre la personne qui, au titre de la loi, d'une décision judiciaire ou d'un acte juridique, gère les biens d'autrui et celui dont les biens sont administrés, autant que l'administration des biens ne cesse pas et le compte n'est pas rendu et approuvé.

Article 277. Interruption de la prescription extinctive

- (1) Le cours de la prescription extinctive est interrompu en cas :
 - a) d'une action en justice suivant les règles établies ;
 - b) où le débiteur accomplit des actions par lesquelles il reconnaît son obligation.
- (2) Un nouveau terme commence à courir après l'interruption du cours de la prescription. Le temps écoulé jusqu'à l'interruption du cours de la prescription extinctive ne sera pas compté dans le nouveau terme de prescription extinctive.

Article 278. Le cours de la prescription extinctive en cas de radiation de l'action du rôle

Si l'instance judiciaire a rayé l'action du rôle, le cours de la prescription extinctive qui a commencé à courir avant l'introduction de l'action en justice continuera de courir sans interruption.

Article 279. Remise en terme de la prescription extinctive

- (1) Si l'instance judiciaire constate le non-respect du délai de la prescription extinctive à cause de certaines circonstances liées à la personne du demandeur, dans des cas exceptionnels, le droit violé de la personne sera défendu.
- (2) La remise en terme ne peut être disposée que si la partie a exercé son droit à l'action avant l'expiration d'un délai de 30 jours à partir du moment où elle a appris ou devait apprendre la disparition des motifs justifiant le dépassement du terme.

Article 280. Prétentions imprescriptibles

- Sont imprescriptibles les prétentions :
- a) relatives à la défense des droits personnels extra-patrimoniaux si la loi ne prévoit pas le contraire ;
 - b) des titulaires de dépôts dans des institutions financières, concernant la restitution de leurs dépôts ;

c) relatives à la réparation du préjudice qui a porté atteinte à la vie ou santé d'une personne. Dans ce cas, le préjudice subi sera réparé pour une période antérieure à l'introduction de l'action en justice et qui ne saura pas dépasser trois ans.

Article 281. L'exécution des obligations après expiration du délai de prescription extinctive

(1) Le débiteur peut refuser d'exécuter l'obligation après expiration du terme de la prescription extinctive.

(2) L'exécution de bon gré de l'obligation après expiration du terme de prescription extinctive ne constitue pas un acte dépourvu de justification juridique.

(3) La personne qui a exécuté une obligation après expiration du terme de prescription extinctive n'a pas le droit d'exiger la restitution des montants versés, même si elle n'était pas au courant de l'expiration du terme de prescription extinctive à la date de l'exécution de l'obligation. La même prévision sera appliquée aussi pour la reconnaissance des dettes selon le contrat, ainsi que pour les garanties d'assurance données par le débiteur.

Article 282. Effets de la prescription extinctive en cas des droits garantis

(1) La prescription d'un droit garanti par un gage ou par une hypothèque n'empêche pas l'ayant droit d'exiger une satisfaction du bien grevé.

(2) Au cas où un droit aurait été transféré pour garantie, sa restitution ne peut pas être exigée pour cause de prescription. Lorsqu'il s'agit d'une propriété, la restitution du bien peut être exigée si le droit garanti a été prescrit.

(3) Les alinéas (1) et (2) ne seront pas appliqués à la prescription des droits aux intérêts ou aux autres prestations successives périodiques.

Article 283. Prescription des prestations supplémentaires

Le droit aux prestations supplémentaires liées au droit principal se prescrit en même temps que celui-ci, même si le délai de prescription spécial accordé pour ce droit n'a pas commencé à courir.